DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 12960 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 28-LUNDI 29 SEPTEMBRE 1986

Du blé européen pour Moscou

ministérielle de Punta-del-Este (Uruguay) ser les conditions futures du commerce international, la Communauté européenne fait un geste pour indiquer qu'elle ne baisse pes sa garde face à l'offensive des Etats-Unis sur les merchés céréaliers. En augmentant les subventions à l'exportation - les restitutions, dans le jargon communautaire, elle a permis l'exportation de 1 million de tonnes de blé vers

La commande soviétique passée à l'Europe est une ciaque pour le président Reagan. Contre l'avis du secrétaire d'Etat,M. George Shuitz, il avait accepté, pour des raisons de politique intérieure, d'inclure l'URSS dans la liste des pays pouvant bénéficier de céréales à des conditions de faveur. L'Union soviétique n'a pas encore répondu à cette offre, qui expire le 30 septembre.

hus que jamais dens un marché etone, Moscou est maître du jou et le restera, peradoxalement, tant que ses objectifs ambitieux en matière de production céréalière ne seront pes atteints. La demande solvable ve se réduisant, avec la montée en puissance des agricul-tures indiennes Stimains ou phi-tippines Elle d'unique sussi parse que les débouchés industriels ou alimentaires des différentes plantes sources de protéines. sont de plus en plus interchan-gesbles. (Le blé exporté su long cours sert essentiellement a nourrir les animaux d'élavage.}

Dans ce contexte, les États-Unis et l'Europe se retrouvent face à face, avec des exporta-tions en déclin et des etocks coû-teux. A Punta-del-Este, les pays membres du GATT (Accord jénéral sur les tarifs douaniers et le commerce) sont convenus et le commerce agricole d'inclure le commerce agricole réductions tarifaires. Chacun s'est réjoui des conclusions de cette conférence, les Etats-Unis plus que d'autres, d'autant plus nent que la véritable négociation n'est pes entamés. En attendant, le match continue avec une violence accrue per l'engorgement des marchés, entraînant des situations douloureuses pour les producteurs et conduisant à des politiques de récession de la production aux consequences sociales difficilement supportables.

Le prochain test sera l'Espagne. La Commission européenne semble s'être engagée à ne pas renouveler l'accord sé entre l'Europe et les Etats-Unis qui donnait au mais américsin un accès privilégié au mar-ché espagnol pendant six mois. Ce compromis limité dans le temps n'a pas modifié la position de Washington, qui entend conserver sa part du marché ibérique en dépit de l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

Les deux parties n'ont plus que trois mois pour trouver un arrangement, et cette négociation-là risque de donner le ton et de servir de référence pour les marchandages plus vastes qui sont encore à venir dans le cadre du GATT.

En attendant un désarmement douanier concerté ou une éventuelle reprise du marché mondial, que les experts prévoient en se gardant bien d'en fixer la date. l'onéreuse escalade se poursuit. Les stocks comme la productivité augmentent grâce aux fantastiques progrès génétiques. Et le scandale de la faim

(Lire page 14.)

La déclaration de M. Chalandon et le rôle de Mgr Capucci

Terrorisme : fermeté du pouvoir face aux rumeurs de tractations

L'activité de Mgr Hilarion Capucci, ancien vicaire grec-catholique de Jérusalem, ne fait pas l'unanimité au sein du pouvoir. Si ce prélat proche du président syrien a pu rencontrer M. Pandraud, ministre de la sécurité, avant et après avoir rendu visite à Georges Ibrahim Abdallah sans sa cellule, l'Elysée s'est étonné, le vendredi 26 septembre, « des facilités exceptionnelles » qui lui ont êté accordées. Le garde des sceaux, M. Chalandon, a souhaité que Georges Abdallah soit jugé par la cour d'assises dès le mois de février, manifestant ainsi la fermeté du gouvernement.

S'il n'est pas sûr que Georges Abdallah sera jugé, comme le souhaite le garde des sceaux, dès le mois de février, une chose est certaine : le gouvernement ne veut plus entendre parler de compromis judiciaire. Il fallait que cela fût dit après la valsehésitation du mois de juillet et I'« extravagante visite», comme dirait M. Lionel Jospin, de Mgr Hilarion Capucci à Georges Ibrahim Abdallab dans se cellule

Une « visite » peu appréciée par l'Elysée, qui s'étonne des « facilités exceptionnelles » accordées at vicaire patriarcal. Une visite», enfin, dont on a pu se demander – le garde des sceaux s'est efforcé de couper court à cette interprétation — si elle n'ouvrait pas la voie à une transaction. Pour sa part, Mgr Capucci, qui ne se considère pas comme «en visite» mais «ex

mission », pense que des « négociations > sont en cours.

Le message délivré par M. Albin Chalandon se veut pourtant de fermeté; il est destiné, a expliqué le garde des sceaux, à dissiper « l'atmosphère empoisonnée qui entoure cette affaire ». On aurait pu légitimement se méprendre. La justice n'a pas toujours fait preuve de la détermina-tion que M. Chalandon a manifeston que M. Chalandon a manifes-toe en révélant qu'il evait prescrit au procureur de la République de prendre des réquisitions afin de faire renvoyer Abdallah devant la cour d'assises. De source sûre, on avait au contraire appris, au cours de l'été, que le parquet de Paris avait été prié d'étudier dans quelles conditions Georges Abdallan pourrait bénéficier d'un non-

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 16.)

De 4 à 10 milliards de francs de dépenses en moins

Nouveau plan d'économies pour la Sécurité sociale

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, doit consulter, la semaine prochaine, les partenaires sociaux sur un plan d'économies qui pourrait atteindre de 4 à 10 milliards de francs en 1987 pour le régime général de la Sécurité sociale. Après mise au point, des projets de décret pourraient être présentés à la Caisse nationale d'assurance-maladie dès la semaine suivante. M. Séguin veut limiter les remboursements de médicaments à 100 %, en « reclasser » d'autres et augmenter le forsait hospitalier. D'autres mesures sont « en réserve » pour le cas où celles-ci se révéleraient insuffisantes.

gouvernementaux demeure la limitation des remboursements à 100 %. Le ministère des affaires sociales a renoncé à attendre des propositions de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (CNAM), le président de celle-ci, M. Maurice Derlin (Force ouvrière) ayant été contraint par son organisation syndicale de revenir en arrière. Le gouvernement a opté pour une suppression de la « vingtsixième maladie », qui permet d'obtenir le remboursement total des dépenses restant à la charge de l'assuré lorsque celles-ci dépassent 80 F par mois sur six mois au

Parallèlement, la liste des vingt-cinq maladies graves donnant droit aussi à remboursement total serait révisée et l'on supprimerait un certain nombre d'exonérations «administratives» (par exemple celles accordées à des

Le premier objectif des projets ayants droit de titulaires de pen-ouvernementaux demeure la sions d'invalidité). Mais la formule définitive ne sera décidée qu'après consultation : on pourrait ainsi se contenter de doubler le seuil des dépenses nécessaires pour obtenir la prise en charge totale par la Sécurité sociale. Ou n'accepter cette prise en charge qu'au-dessous d'un certain plafond de ressources. Selon l'option retenue, l'économie pourrait aller de 1 à 2 milliards de francs pour le régime général.

> Mais cette restriction des remboursements à 100 % devrait se doubler d'une deuxième limitation : la prise en charge ne vaudrait plus, sauf exception nécessitant un accord préalable, pour les · médicaments de confort - remboursés normalement à 40 % - ou moins - par l'assurance-maladie.

> > **GUY HERZLICH**

(Lire la suite page 15.)

Affrontements entre chrétiens au Liban

A Beyrouth-Est, combats de rue entre milices rivales. PAGE .6

Journées parlementaires de l'UDF

Comment sauver les appa-

PAGE 5

M. Reagan et l'Afrique du Sud

Le président a opposé son veto aux sanctions votées par le Congrès.

PAGE 3

Edgar Brandys acquitté

Le doute a bénéficié à l'assureur de Pernesles-Fontaines, accusé d'avoir tué sa femme.

PAGE 6

Le sommaire complet se trouve page 16

Première consultation ouverte à tous les partis légaux

Réveil politique en Turquie

d'Etat de 1980, tous les partis légaux pouvaient présenter des

ANKARA -correspondance

- Des anarchistes! une croisade contre moi ! », M. Turgut Ozal, premier ministre, s'est fait menaçant en dénonçant l'assaut généralisé contre sa politique qui a marqué la fin de la campagne électorale en vue des élections législatives partielles du 28 septembre. Elles concernent près de 15% du corps électoral et constituent un test dont l'enjeu va audelà de la simple approbation on désapprobation de la politique gouvernementale. C'est en effet la première consultation législative à aquelle participent tous les partis légaux. Elle a été l'occasion du retour en force des anciens dirigeants des partis politiques dissous, en principe frappés d'inter-

dit per la Constitution. La majorité dont le Parti de la mère patrie (ANAP) de M. Ozal dispose au Parlement (231 sièges sur 400) ne sera pas remise en question par le mouvement des 11 sièges à pourvoir. Pourtant, les déclarations du premier ministre tendant à minimiser l'importance de la consultation sont démenties par l'impressionnante campagne à l'américaine qu'il dirige : avion, bandes vidéo, convois sonorisés, l'ANAP n'a pas lésiné sur les moyens pour défendre ses réalisa-tions. Le renforcement, sous un régime civil, de la sécurité constitue encore anjourd'hui un atout majeur auprès d'une population qui ne veut à aucun prix d'une réédition de la flambée terroriste de la fin des années 70, qui fit

Des élections législatives parplus de 5 000 morts. L'état de « centre mobile » susceptible
tielles ont lieu le dimanche
28 septembre en Turquie. Pour
67 provinces du pays ne l'est plus
sens plus social si cela est nécessaire pour barrer le route à la gaule come aujourd'hui que dans cinq. La saire pour barrer la route à la gaupriorité donnée par les plus larges secteurs de la société aux idées de développement trouve un écho dans les succès économiques revendiqués par le gouvernement. Annonçant un taux de croissance annuel de 7,8% - contesté par l'opposition et par le patronat, la propagande électorale de l'ANAP rappelle, avec force chiffres et schémas, la croissance des exportations, les progrès de la production d'électricité et de ciment. la multiplication des moyens de transport et des télécommunications jusque dans les villages les plus isolés, les réalisations municipales. Elle ne tient pas compte des changements importants intervenus depuis quelques mois et qui risquent de saper une politique dont l'objectif affirmé de développement passe par une intégration accrue au marché international.

> La chute des exportations sur les marchés moven-orientaux et l'aggravation du déficit de la balance commerciale compromettent le redressement de la balance des paiements. Le crédit retrouvé sur les places étrangères par le paiement des dettes contractées -Pun des arguments majeurs de M. Ozal, - s'est fait au prix d'un accroissement considérable de la dette à court terme. L'augmentation récente de la consommation compromet la lutte contre l'inflation, qui devrait être supérieure à 30 % en 1986. Les inégalités s'accroissent dans une population dont le revenu annuel par tête n'est que de 1 000 dollars. Le taux de chômage est évalué à 20 %. Conscient de l'existence d'un mécontentement social révélé par les premiers sondages électoraux, le premier ministre a depuis défini sa formation comme un

La priorité des questions économiques laissait, en effet, attendre un affrontement entre l'ANAP et le principal parti d'opposition de ganche, le Parti populiste socialdémocrate (SHP) de M. Erdal

À l'entrée du Luna Park d'Istanbul, où se tient un meeting électoral du SHP, une banderole attire l'œil des passagers des minibus, sur la grande avenue qui conduit aux banlieues ouvrières. Ils disent: - C'est les cousins, c'est les copains le A vous de dire: - Non aux coquins ... -Votez SHP! - Allusion aux affaires de corruption qui ont défrayé la chronique depuis trois ans et qui auraient, selon l'opposition, assuré l'enrichissement spectaculaire de certains des candidats de l'ANAP.

MICHEL FARRÈRE. (Lire la suite page 4.)

Au Sénat et en Haute-Garonne

Week-end électoral



Les élections sénatoriales destinées à pourvoir cent vingt sièges dans les trente départements et territoires appartenant à la série renouvelable, dans trois départements n'appartenant pas à cette série mais où un siège est vacant et pour les Français de l'étranger. devraient se traduire au Sénat par un effritement de l'influence du PC et dans une moindre mesure

de celle du PS, essentiellement au profit du RPR.

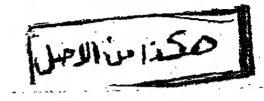
Ce même dimanche 28 septembre, huit sièges de députés sont à pourvoir en Haute-Garonne (le Conseil constitutionnel avait annulé les élections de mars), où M. Lionel Jospin met en jeu son avenir et celui des socialistes, face à M. Dominique Baudis.

(Lire nos informations page 5.)



Mauriac et fils Le temps immobile, tome IX

Claude Maurioc évoque les grandes figures de notre siècle, de Foucault à Paulhon, de Clavel à Cocteau Chronique des plaisirs et des jours offerte en contrepoint à la symphonie de l'histoire, entreprise monumentale qui appartient déja à l'histoire de la littérature



Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 29 septembre. – Suède : grève illimitée du secteur public. Grande-Bretagne : congrès du Parti travailliste à Blackpool. Niger : conférence des Etats membres d'Air Afri-

que à Niamey. Mardi 30 septembre. — Washington : assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI. Ottawa: visite au Canada du ministre soviétique des affaires étrangères,

M. Chevarnadze. Mercredi 1e octobre. Casablanca: assemblée générale des maires francophones

Tunisie : entrée en vigueur de l'accord sur le déblocage des biens français. Berlin-Est: imposition du visa aux voyageurs en tran-sit vers la RFA.

Jeudi Z octobre. bourg : réunion de l'Internationale libérale. Rabat : visite de M. Jacques Chirac au Maroc. Vendredi 3 octobre. – Mexique : visite du ministre soviétique des affaires étrangères. Corée du Nord : visite du président chinois.

Le Monde 7, RUE DES FFALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

THEX MONDPAR 650572 F Telécopieur : (1) 45-23-06-81 TEL: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Benre-Méry (1944-1969) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620.000 F

Principaux associés de la société : Principany associés de la societe :

Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, Jondateu

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



Tel : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F



OD. Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LE MONDE ABONNEMENTS

Tel.: (1) 42-47-98-72

6 mais 9 mais 12 mais FRANCE 4F 672F 954F 1 280 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 7F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (par messageries)

- MELIGOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 009 F 1 380 F II. - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie afrienne: turif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires: aux abounds sont tavités à
lormuler leur demande deux acmanes
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance. Venillez arobr l'obligeance d'écrire tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER Algéria, 3 DA; Mirroc, 6 dir.; Tunisla, 700 m.; Alleragne, 2,50 DM; Autricha, 20 sch.; Belgiaus, 40 fr.; Canada, 2 8; Cats-Olvoire, 420 F CFA; Denomark, 3 ir.; Expagne, 170 pss.; G-8., 85 p.; Italie, 2 000 L.; Idaye, 0,400 DL; Lussenbourg, 40 f.; Norvège, 11 ir.; Psys-Sex, 2,50 fl.; Pertapel, 130 scn.; Sérégel, 480 F GFA; Salda, 11 ir.; Sássa, 1,80 f.; USA, 1,25 S; USA (West Caset), 1,50 S.

Il y a cinquante ans

Franco devient chef de l'Etat

ÊME si le nom du général Franco se confond avec le souvenir de la guerre civile dont il sortit vainqueur, plus de deux mois s'écoulent entre le iébut de cette guerre, il y a cinquante ans, et le moment où il prend le pouvoir pour trente-neuf années. Le futur Caudillo ne compte pas parmi les instigateurs princi-paux de cette lutte fratricide. Il sauve ses collègues insurgés d'un enlisement qui aurait pu leur être fatal, pour mieux s'imposer ensuite comme leur arbitre « providentiel ». Soulevés contre les autorités républicaines depuis le 18 juillet 1936, les militaires espagnols restent tou-jours sans chef véritable quand s'achève l'été de cette année fatidique. Et c'est seu-lement le 1 octobre que l'Espagne « nationale » s'en découvre un, en apprenant que « Don Francisco Franco a été nommé chef du gouvernement de l'Etat espagnol ». La nouvelle ne surprend guère. Mais bien peu savent qu'elle est le fruit d'une sorte de coup d'Etat au sein même de l'armée fac-

La conjuration militaire a d'abord un « directeur » en la personne du général Mola, qui noue les fils du complot puis dirige les opérations, depuis Pampelune, durant les premières semaines de la guerre. Pendant quarante-huit heures, elle semble aussi avoir un chef politique avec le général Sanjurjo, héros d'un premier putsch antiré-publicain avorté en 1932. Mais cette grande figure décidément maladroite dis-paraît le 20 juillet 1936. Le petit avion qui doit transporter Sanjurjo du Portugal en Espagne s'écrase au décollage, surchargé par ses valises bourrées d'uniformes de gala. Resterait en principe le général Goded, dont la popularité relative ferait un suppléant plausible. Mais lui aussi devient indisponible d'entrée de jeu. Il tombe aux mains des républicains, dès le deuxième jour du soulèvement qu'il est censé conduire à Barcelone.

Bonaparte quadragénaire

Franco effraje pour de multiples raisons Aussi nombreux que les royalistes, les énéraux fascisants ou partisans d'une République conservatrice le soupçonnent d'œuvrer au retour du souverain exilé en Italie. Tous surtout, monarchistes aussi bien qu'antimonarchistes, le redoutent en vertu de l'étendue même de son prestige professionnel et social. Jeune quadragénaire souriant arrivé déjà au grade de général de division, Franco apparaît comme l'unique « gagneur » d'une armée espagnole qu'il a guérie du défaitisme pendant la campagne du Maroc. Face à ses homologues chenus et courtelinesques, il a trop visiblement l'air d'un Bonaparte.

Dans ces conditions, les généraux rebelles présèrent adopter une direction collégiale, qui comprend à l'origine sept membres. Franco n'y participe pas, ses colaccaparé par le commandement opérationnel des troupes transférées de la zone espaneté, son principal mérite est de n'inquiéter

contingents de la légion étrangère et des tabors marocains. Franco est en train de sauver la sédition militaire. En effet, le putsch a échoué dans les plus grandes villes et dans les zones industrielles - où le pouvoir républicain s'est maintenu, spécialement à Madrid, Barcelone, Valence et au Pays basque. Et si les généraux factieux se sont rendus maîtres d'une vingtaine de provinces rurales, surtout en Castille et en Galice, ils ne disposent dans la métropole que de troupes sans grande valeur, formées

avant tout de conscrits qui brûlent avec appréhension on ahurissement leurs premières cartouches. Même avec le renfort des phalangistes, ces timides bataillons sont incapables de conquérir l'Espagne utile, moins encore de vaincre le gouvernement légal soutenu par l'enthousiasme des milices ouvrières.

Le futur Caudillo possède la carte maîtresse ; les membres de la junte de Burgos en conviennent lorsqu'ils l'invitent à se joindre à eux au milieu du mois d'août. Cependant, pour équilibrer cet élargissement, ils s'adjoignent aussi les généraux Orgaz et Queipo de Liano au cours des semaines suivantes. La junte, devenue Comité de défense nationale, compte dès lors dix officiers, dont trois royalistes

Franco étant présent, la discussion s'enlise pendant la matinée. Mais le déjeuner portant conseil, le coup de théâtre se produit à la reprise de l'après-midi. Moia déclare : Si, d'ici à huit jours un généralissime n'a pas été désigné, j'abandonne. » Cabanellas tente de résister jusqu'à l'instant on Kindelan lui rétorque : « Vous avez raison, une guerre peut être menée de deux façons : par un généralissime ou par un directoire. Par la première, on gagne ; par la seconde, on perd. »

L'idée d'un commandement suprême est alors approuvée à l'unanimité, à la seule exception du président de la junte, le général Cabanellas. De plus, on passe aussitôt du principe à son application : c'est-à-dire au choix du généralissime. Kindelan presse

et acclament son nom. Mais affectant d'éviter ce qui pourrait apparaître comme une pression sur ses collègues, le généralis-sime ne vient pas. Kindelan lit le projet de décret devant les généraux. L'article 3 suscite leur désapprobation la plus vive. En effet, il stipule que, « à la fonction de généralissime sera adjointe, pour la durée de la guerre, celle de chef de l'Etat, et à ce dernier titre, son autorité s'étendra sur toutes les activités nationales : politiques, économiques, sociales, culturelles ». Se voyant peut-être lui-même chef de l'Etataprès que Franco a été confiné dans un rôle militaire, Mola mène cette fois l'opposition. Mais le déjeuner modifie à nouveau les attitudes, pour des raisons demeurées inexpliquées jusqu'à ce jour. Dans l'aprèsmidi, le compromis débouche sur un texte nouveau. « Suivant la résolution adoptée par le comité de défense nationale, précise son premier article, Son Excellence Don Francisco Franco a été nommé chef du gouvernement de l'Etat espagnol et assu-mera tous les pouvoirs du nouvel Etat pour la durée de la guerre. »

nationale.

pétences du commandant suprême. Dans

leur texte, celles-ci sont à la fois civiles et

militaires, et telle est la proposition que

l'un et l'autre entendent soumettre dès le

début de la réunion du Comité de défense

Celle-ci se tient le 29 septembre, à nou-

veau dans les baraquements en bois du ter-

rain d'aviation de San Fernando. Les choses ont été bien préparées. Quelques

centaines de phalangistes attendent Franco

De toute manière, le futur Caudillo n'est que le premier ministre d'un régime sans magistrat suprême. Et chacun imagine que cette place éminente est laissée vacante au bénéfice du roi Alphonse XIII, qui n'a jamais abdiqué et dont le retour ne saurait tarder. Franco tire profit de cette ambigulté, mais reprend l'avantage dès le le octobre. La cérémonie de son intronisation a lieu ce jour-là dans la salle du trône de la Capitainerie générale de Burgos. C'est là qu'il effectue son coup d'Etat dans



lègues voulant croire qu'il se trouve trop gnole du protectorat marocain... Choisi au titre de doyen d'âge, le vénérable général Cabanellas préside la Junte. Hors l'ancien-

Chacun règne dans son fief : Mola dans les provinces conquises du Nord, le général Queipo de Llano - réputé - républicain -- à Séville et Franco sur son armée d'Afrique. C'est grâce à son audace et avec le concours d'avions allemands et italiens que celle-ci a franchi le détroit de Gibraltar surveillé par la flotte fidèle au gouvernement du Front populaire.

A la tête d'une force comprenant de gros

avérés, deux antimonarchistes et cinq personnalités militaires aux préférences politiques incertaines; Franco se range dans cette dernière catégorie. Il ne s'est rallié à la conjuration qu'au dernier moment. Et, après avoir franchi le Rubicon, il termine son manifeste du 18 juillet 1936 par la devise: «Liberté, fraternité, égalité». Mais le 15 août, il fait hisser à Séville le vieux drapeau de la monarchie proscrit par la République, sous les vivats de la foule conservatrice déjà subjuguée par son cha-

Appréciant le geste, les monarchistes misent désormais sur lui. Le général Kindelan, qui les représente auprès de l'armée, s'emploie à partir de ce moment à convaincre ses collègues de ce qu'il est urgent de désigner un commandant en chef. Dans le même temps, il fait apparaître à Franco qu'il est le plus qualifié pour exercer cette fonction. Mais ce dernier joue les modestes, invoquant ses responsabilités immédiates dans la direction du front méri-dional. Finalement, le président de la junte considère sans doute que la désignation d'un généralissime permettrait précisément d'écarter Franco de façon ostensible. C'est dans ce but qu'il convoque, pour le 12 septembre, une réunion des principaux responsables militaires.

Les dix généraux et les deux colonels convoqués se retrouvent à l'aérodrome improvisé de San-Fernando, près de Salamanque. L'ordre du jour proposé par Cabanellas ne concerne que le principe même d'un commandement en chef; non le choix de celui qui pourrait l'assumer.

le mouvement et propose Franco. Celui-ci affecte toujours d'hésiter, avant d'esquisser l'assentiment quand Mola et Orgaz approuvent le choix de sa personne avec chaleur. Cabanellas s'étant abstenu, on convient toutefois que la nomination demeurera secrète jusqu'à la prochaine réunion formelle de la junte. En fait, le sentiment dominant est de n'offrir à Franco qu'une victoire à la Pyrrhus, qui le cantonnerait dans des responsabilités strictement

Comp d'Etat dans le comp d'Etat -

Chacun fourbit ses atouts au cours des deux semaines suivantes. Mola s'empare de Saint-Sébastien mais le clan franquiste fait mieux. Franco lui-même réussit le coup d'éclat le plus spectaculaire de la guerre civile. Choisissant de retarder l'issue des opérations militaires pour longtemps, il stoppe l'avance sur Madrid et dévie son armée sur Tolède. Dans ce lieu historique, les élèves de l'école militaire se trouvent assiégés par les miliciens républi-cains depuis près de dix semaines. Man-quant de tout et bombardés chaque jour, les - cadets de l'Alcazar », commandés par le vieux colonel Moscardo, témoignent d'un héroisme qui fascine l'Europe bienpensante tout entière, mais ils risquent de lâcher prise. Franco les libère au soir du dimanche 27 septembre. Désormais, déclare-t-il, la guerre est gagnée. Pen-dant ce temps, Kindelan et le frère du géné-ral victorieux, Nicolas Franco, travaillent à un brouillon de décret définissant les com-

Diviser pour régner

Lu solenneilement devant les dignitaires militaires, civils et religieux médusés, le texte du décret fondate à de la dictature ne fait plus allusion au « pour la durée de la guerre ». Grace à cette omission, le général s'arroge un pouvoir illimité dans sa portée aussi bien que dans sa durée. Le même jour, de plus, il manifeste que la page des arrangements provisoires et révocables est définitivement tournée. Dans le discours qu'il prononce au cours de la cérémonie, il ne dit mot d'une restauration de la monarchie ; à l'inverse, il annonce que le nouveau régime - s'organise dans le codre d'une large conception totalitaire ».

Habileté supplémentaire, ce décret démilitarise relativement le pouvoir. En effet, il crée une junte technique dont les membres sont pour la plupart des civils, appelés désormais à jouer le rôle de ministres. Stupéfaits, les généraux n'ont plus qu'à rentrer dans le rang. Franco s'est installé d'un trait de plume. Il persiste dans les mois suivants dans cette pratique d'auto-confirmation de sa suprématic poli-

Servie avant terme par la mort du général Sanjurjo, la consolidation de l'Etat franquiste se voit facilitée aussi, en outre, par la disparition rapide de Jose Antonio Primo de Rivera. Dirigeant des phalangistes, celui-ci est fusillé le 20 novembre par les républicains dans sa prison d'Ali-cante. Débarrassé de la sorte de la seule autre grande figure - civile - capable de rivaliser avec lui, le Caudillo bénéficie encore d'une autre chance accidentelle. Son seul rival militaire, le général Mola, s'efface à son tour, le 3 juin 1937, lorsque son avion s'écrase près de Burgos. Plus personne en Espagne ne peut désormais menacer sérieusement le despote.

> GUY HERMET. auteur de l'Espagne au XX siècle,



The second secon

THE STREET

 $\gamma = 1/2$

 $\sigma_{\mathcal{F}}(y) = y$

The Way

ere to program

· :

M. Reagan a opposé son veto aux sanctions contre l'Afrique du Sud votées par le Congrès

Washington. – Le président Ronald Reagan, prenant le risque d'une défaite en politique étrangère, a opposé, vendredi 26 septembre, dans la sorrée, son veto aux sanctions économiques adoptées par le Congrès contre l'Afrique du Sud, tout en s'élevant contre la politique d'apartheid menée par Pretoria. Dans un message adressé au Congrès, le président américain, qui se trouve à Camp David pour le week-end, estime qu'une boune par-tie des mesures préconisées par le Congrès «empêcheraient sérieuse-ment les perspectives d'une fin paci-fique à l'apartheid. « Déclarer une guerre économique contre le peuple d'Afrique du Sud, selon M. Reagan, détruirait non seulement ses efforts visant à mettre fin pacifiquement à l'apartheid, mais aussi l'occasion de remplacer celle-ci par une société libre. - « Ainsi, poursuit-il, les sanctions adoptées par le Congrès visent

11º division aéroportée, prélevée

sur des effectifs français sta-

tionnés au Gabon et au Centra-

frique, a pris position, dans la suit da jendi 25 au vendredi

26 septembre, aux points < sen-

sibles - de Lomé, où le calme

semblait entièrement rétabli.

Entre-temps, le gouvernement

Togo de trois cent cinquante

parachutistes pour une « durée illimitée », un geste de solidarité

de M. Mobutu à l'égard de l'un de ses plus fidèles alliés, le prési-dent Eyadema.

Les parachutistes français, sous le commandement du colonel Char-rier, qui a été reçu par M. Eyadema,

out pris position aux endroits - stra-

ris pris pristion aux entitous * stra-tégiques » de la capitale togolaise, qui avait Pair d'une ville morte ven-dredi. An même moment, un dra-gneur de mines français, le Croix-

du-Sud, faisait une « escale de routine » dans le port de Lomé. En

revanche, ancune confirmation n'avait été donnée de l'envoi de

Jaguar français, des sources proches

du ministère français de la défense se contentant d'indiquer que « la situation ne le justifiait pas ».

Expliquant l'aide militaire offerte par la France au Togo, aux termes d'un accord signé en 1963, M. Fran-

çois Mitterrand a déclaré, vendredi,

à Andorre: « J'ai été saisi par le président du Togo. J'ai consulté le

premier ministre. J'ai réagi comme

obligations de la France. Il est normal que la France défende ce pays

dans sa souveraineté, dans ses fron-

tières. Nous avons des accords par-

ticuliers. Il s'agit de les respecter :

c'est une question d'honnêteté, de loyauté, d'amitié ; j'ai donc donné

Le général Eyadema, qui a ren-versé Sylvanus Olympio en 1963

(tué à l'époque et non quatre aus plus tard, comme il a été écrit par

erreur dans le Monde du 27 septem-

bre), est, en effet, l'un des plus

fidèles alliés de la France en Afrique

francophone, ayant rendu de nom-breux services, notamment en

accueillant un opposant centrafri-cain, M. Ange Patassé, et, plus récemment, des réfugiés basques

espagnols expulsés. La France mon-

tre ainsi, par ailleurs, qu'elle conti-

l'ordre en conséquence. »

directement les industries l'Afrique du Sud tant que l'apar-employant une main-d'œuvre nom-theid ne sera pas lettre morte. Les breuse dont les peuples brimés d'Afrique du Sud dépendent pour leur survie. Les travailleurs noirs, les premières victimes de l'apar-theid, seraint les premiers à souf-les des sanctours américaires. frir des sanctions américaines. »

M. Reagan s'est pourtant défendu dans son message de « remettre en cause le but déclaré des mesures » votées par le Congrès et a vivement condamné la politique d'apartheid menée par Pretoria. Il a ajouté : « Nous partageons le même objectif : envoyer un message clair au gouvernament sud-africain disant que le peuple américain voit avec horreur son système codifié de ségrégation raciale. L'apartheid est un affront aux droits de l'homme et à la dignité humaine. Des relations normales et amicales ne peuvent exister entre les Etats-Unis et

Tandis que la mission des mili-

taires français est présentée comme

de courte durée », celle des Zarrois, attendus pendant le week-end, devrait être plus longue. Les para-

chutistes zaīrois — deux compagnies de la 31º brigade de parachutistes, envoyée au Tchad en 1983-1984

- seront - à la discrétion - du prési-

dent Eyadema. Lomé et Kinshasa. doivent s'entendre sur lour mission,

qui pourrait être prolongée jusqu'à la tenne du sommet franco-africain

en novembre. De son côté, le Nige-

ria a annoncé l'envoi au Togo d'une

L'aéroport de Lomé devrait être

rouvert dimanche au trafic civil, ce qui confirmerait le retour à un

calme complet après une opération

qui visait, apparemment, à éliminer physiquement le général Eyadema et qui a tenu davantage de la tenta-

tive d'assassinat que du coup d'Efat.

délégation en signe de solidarité.

TOGO: après l'arrivée de parachutistes français

Le Zaïre envoie également

des troupes à Lomé

où le calme semble rétabli

Une compagnie renforcé de la « honteuse », jeudi soir, l'attitude du 1º division aéroportée, prélevée gouvernement de Lomé.

Américains ne font qu'un seul esprit et un seul cœur sur cette question.

M. Ronald Reagan a attendu pour annoncer son veto que la Chambre des représentants, à majorité démocrate, parte en week-end, évirant ainsi l'annulation immédiate de sa décision. Toutefois, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a admis lui-même, vendredi matin, qu'il serait difficile au président d'éviter cette amulation. Le Sénat, à majorité foubliceire courseit en principe le républicaine, pourrait en principe la bloquer, mais seuls quatorze sénateurs ont voté dans le sens de M. Reagan lors du scrutin sur les sanctions, et le président aurait besoin de trente-quatre voix.

Les deux Chambres se sont prononcées à une très large majorité pour l'interdiction de tout nouvel investissement et de tout nouveau prêt bancaire américains en Afrique du Sud et pour interrompre l'impor-tation aux Bints-Unis d'uranium, de charbon, d'acier, de textiles, de véhicules militaires et de produits agri-coles et alimentaires sud-africains. Vendredi matin, le sénateur Richard Lugar (républicain, Indiana), prési-dent de la commission des affaires étrangères et un des alliés habituellement les plus solides du président. s'était prononcé en faveur des sanctions : - Nous devons être du bon côté de l'histoire », avait-il dit.

Nouvelles mesures restrictives ан Canada et en Italie

Le président américain, qui a renouvelé récemment par ordon-nance des sanctions limitées contre l'Afrique du Sud, a également déclaré qu'il était désireux d'adopter des mesures similaires aux sanctions approuvées récemment par la Communauté européenne. « Je crois que nous devrions soutenir leurs mesures avec des actions similaires, et je travaillerai avec le Congrès pour atteindre cet objectif », a-t-il dit. Toutefois, l'administration Rea-gan n'a pes donné de détails sur ces « mesures additionnelles », qui pourraient lui assurer l'appai qui lui fait défaut auprès de certains séna-

Entre-temps, les annonces de péri dans les gisements aurifères du sanctions économiques à l'égard de pays. – (AFP, Reuter.)

Pretoria se multiplient, même aux Etats-Unis. Vendredi, le gouverneur de Californie a signé une loi ordon nant la vente de I l milliards de dollars d'investissements de l'Etat dans des sociétés américaines qui font des affaires en Afrique du Sud. Au même moment, le premier groupe américain de produits diversifiés, Procter and Gamble, a annoncé la vente des intérêts sud-africains de sa filiale Richardson-Vicks Inc. à un groupe formé par la direction locale de cette firme, Whelk Investments PTY Ltd. Cette transaction, sujette à l'approbation des autorités sudafricaines, significrait la liquidation Procter and Gamble en Afrique du Sud.

Vendredi également, le Canada a interdit de facto l'importation en provenance d'Afrique du Sud de produits agricoles, d'uranium, de charbon, de fer et d'acier, conformément à ce qui avait été annoncé lors du mini-sommet du Commonwealth. tenu à Londres du 3 au 5 août. Par un décret « restrictif », l'Italie a agi de même en ce qui concerne ses importations de produits sidérurgiques sud-africains.

Sur place, une explosion a causé des dégâts considérables et fait trois blessés, vendredi, dans un grand hôtel du centre de Johannesburg. Dans le nord du Natal, une voiture a explosé sur une mine, mais aucun des passagers n'a été blessé.

Dans le bantoustan du Ciskei, un commando de Blancs armés de fusils mitrailleurs a délivré, jeudi soir, le frère du président de ce « homelana indépendant », M. Charles Sebe. ancien chef des forces de sécurité emprisonné depuis 1984 pour haute

Enfin, dans un opuscule intitulé Mille Façons de mourir, et publié vendredi, le NUM, syndicat des mineurs le plus influent d'Afrique du Sud, dénonce les conditions de travail dans les mines d'or. La publication de ce document intervient après la catastrophe de Kinross (cent soixante-dix-sept tues), et celui-ci affirme que, en cent ans, plus de cinquante mille mineurs ont

CHINE: le chef du parti polonais à Pékin

La visite de M. Jaruzelski marque un tournant dans les relations avec les pays de l'Europe de l'Est

de notre correspondant

Le général Jaruzelski est attendu a Pékin dimanche 28 septembre pour une « visite de travail à l'invitation du gouvernemen chinois ». Le chef du parti et de l'Etat polonais, qui arrivera de Pyongyang, sera le premier numéro un d'un pays du pacte de Varsovie reçu officiellement de l'acceptant de la chemistra de la constant d ment en Chine depuis la rupture entre Pékin et le Kremlin au début des années 60. M. Khrouchtchev avait fait pour la dernière fois le voyage de Pékin en 1959, et M. Kadar, le dirigeant hongrois, s'y était rendu en 1957.

Le dirigeant polonais brûle ains la politesse à son collègue est-allemand, M. Honecker, dont la visite officielle à Pékin, à l'invitation du PCC et du chef de l'Etat chinois, M. Li Xiannian, est programmée pour fin octobre. Entre-temps le général Jaruzelski, arguant d'une visite en Corée du Nord et en Mongolie, s'est lui-même fait inviter par Pêkin fin septembre. Ce qui a mis les Allemands de l'Est, voisins, mais néanmoins rivaux, en fureur, et les Chinois dans une situation embarrassante. Ces derniers s'en sont tirés en n'attribuant pas à la visite du dirigeant polonais, annoncée à la dernière minute, le qualificatif d'- officielle ».

Les relations avec Varsovie ont toujours été maintennes à un niveau relativement plus élevé qu'avec les autres démocraties populaires. La compagnie mixte de navigation sinopolonaise, fondée en 1951, n'a jamais cessé de fonctionner, même pendant les jours les plus noirs. C'est à Varsovie que, pendant des années, Chinois et Américains ont commencé de dialoguer. Pékin a suivi de près l'aventure de Solidarité, en tirant des leçons pour éviter qu'une telle expérience ne puisse se reproduire en Chine. Ce resserrement qui se concrétise par une multitude d'échanges de délégations et d'accords de coopération, ainsi que par le triplement du commerce bilatéral de 1984 à 1985, n'empêche toutefois pas la télévision chinoise de diffuser de temps à autre des

images qui ne peuvent plaire aux autorités polonaises sur les activités des opposants au régime de Varso-

La visite de M. Jaruzelski marque donc un tournant dans les relations de la Chine avec le bloc soviétique - Moscou ayant évidemment donné le feu vert. Certes, on ne devrait pas parier de normalisation formelle des parier de normalisation formelle des relations entre PC, qui n'ont jamais été formellement rompues, d'autant que Pékin s'efforce de convaincre que les relations de parti à parti ne sont pas aussi importantes qu'on vent le croire, même entre pays com-munistes... Mais le fait est là, les dirigeants de PC se parlent, s'invi-

Bientôt les Hongrois

Après le général Jaruzelski et M. Honecker, Pékin attend la visite, sans doute début 1987, d'un haut responsable hongrois. Ce ne sera sans doute pas M. Kadar, âgé et qui répugne à prendre l'avion. Un res-ponsable du PC hongrois cité par 'agence Chine nouvelle vient de déclarer que « le temps est venu pour que les relations entre nos deux partis passent à un niveau supérieur. Rien ne semble par contre prévu pour le moment en ce qui concerne Bulgares et Tchèques, dont un vice-premier ministre était récemment à Pékin. Les relations avec la Yougoslavie et la Roumanie sont par ailleurs excellentes et celles avec l'ancien allié albanais quasi

Le stade suivant serait évidemment une normalisation sinosoviétique. Mais Pékin insiste toujours sur les - trais obstacles - (1) à cette pormalisation, et surtout sur l'occupation vietnamienne du Cambodge, ce qui demeure inacceptable pour M. Gorbatchev.

PATRICE DE BEER.

Retrait des troupes soviétiques stationnées le long de la frontière chinoise, retrait du corps expédition-naire soviétique d'Afghanistan, retrait des soldats vietnamiens du Cambodge.

Le projet d'une conférence

CHILI: lutte armée ou action politique?

Les partis d'opposition restent profondément divisés

Le Parti démocrate-chréties, la princi-pale force d'opposition, a proposé, le ven-dredi 26 septembre, aux forces armées, d'ouvrir des négociations », afin d'organiser des élections libres et « d'en finir avec le climat d'affrontement dans le pays ». C'est le premier document publié par un parti d'opposition depuis le rétablissement de

SANTIAGO de notre envoyé spécial

- Il y a au Chili deux mondes superposés, dit Genaro Arriagada, directeur de Radio-Coopérative, celui du général Pinochet avec les militaires et principalement l'armée de terre et celui des civils. Chacun possède son espace avec ses systêmes de communication totalement séparés. La télévision et les quotidiens appartiennent au régime, les radios (Cooperativa et Chilena) et les revues (Analisis, Apri, Cauce, Hoy...) à l'opposition. Le général Pinochet se maintient au pouvoir, mais il ne peut détruire cette opposition et, pour l'Instant, la réciproque est vraie. » Cette vision reflète bien l'état des

ture, le tissu politique et social n'a pas été détruit, même si le pays n'a

pas connu une seule élection autre

que professionnelle depuis le coup

d'Etat de 1973. Les mouvements

syndicaux et étudiants continuent

d'exister, certains se réfugiant dans

la clandestinité. Le régime militaire

a pourtant tenté d'enrayer le déve-

fait que grandir.

oppement d'une opposition qui n'a

Les arrestations, les assassinats de

nue de considérer comme une prio-rité – ainsi que le prouve déjà l'opération « Epervier » au Tchad – forces en présence. Mais, à l'inté-rieur même de l'opposition, les divi-sions sont innombrables. L'accord sécurité de ses alliés francophones national signé le 26 août 1985 et d'Afrique noire. confirmé le 8 septembre 1986 na Le premier contingent français rassemble qu'une partie de celle-ci : sur place doit, outre ses tâches de gauche chrétienne , une frange du sécurité, procéder à une évaluation PS (tendance Nunez), la démocratie-chrétienne et plusieurs partis de droite. Les différentes des besoins du Togo, en vue de l'envoi d'éventuels renforts. Mais, tout en décidant de prolonger le composantes du MDP (PC, Gauche convre-feu nocturne à Lome, M. Eyadema a déclaré, vendredi, révolutionnaire, MIR et le PS-Alameyda, proche du PC) sont que le caime était rétabli. Tout sem-ble indiquer, en effet, qu'il contrôle écartées de ce processus d'accord. Ainsi que, bien évidemment, les quelques partis d'extrême droite qui fermement la situation après les attaques dont le bilan officiel est de contiennent encore le régime. Malgré treize années de dicta-

quatorze morts pour l'instant. L'armée et la police togolaises ont, cependant, poursuivi leurs opé-rations sur la frontière toute proche avec le Ghana, pour tenter de repé-rer les derniers fugitifs. Continuant de démentir toute implication dans les événements, le président ghanéen n'en a pas moins vivement critiqué, sans le nommer, le général Eya-dema, en fustigeant les gouverne-ments du tiers-monde qui *font appel à des puissances étrangères pour les protéger, tout en conti-

Un porte-parole du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) a déclaré vendredi à Santingo au cours d'une conference de presse claudestine que des militaires

l'état de siège, le 7 septembre, à la suite de que la « roquette de fabrication américaine : Bas ont également été libérés. en fait conforté cette opposition, qui rassemblerait, selon les observateurs les plus sérieux, environ 75 % du corps électoral.

La force et la richesse de cette opposition débouchent cependant paradoxalement sur une totale absence d'alternative. Les partis politiques chiliens restent divisés sur le thème de la nécessité de la lutte armée contre le régime.

Ce débat ancien a rebondi avec la découverte - même volontairement grossie par le régime - de caches d'armes et l'attentat contre le général Pinochet. Gabriel Valdes, dirigeant de la démocratie-chrétienne, estime que « le PC doit choisir entre la lutte armée et l'action politi-que ». Et pour le socialiste Ricardo Nunez - ce choix est obligatoire pour tous les extrêmes. La droite ne peut pas non plus être un jour en faveur de Pinochet et le lendemain contre ». « Le PC estime, comme le dit Gabriel Valdes, que le Front patriotique Manuel Rodriguez col-lebore de foit men le market Pinolabore de fait avec le général Pino-chet qui a enfin trouvé son ennemi militaire alors que la population souhaite la sécurité et une issue non violente à la dictature.

Il s'agit d'un - mauvais procès », retorque Patricio Hales, porteparole du PC. - Cette violence est une réponse à un Etat qui la pratique quotidiennement, et la lutte armée est en fait un prétexte pur écarter les communistes de tout accord. - Pour les membres de la direction clandestine du parti que l'on peut rencontrer en se livrant à un jeu de piste dans Santiago, « c'est une condition d'autodéfense nécessaire à la mobilisation sociale ». Le Front, dit « Carlos », « est un facteur de lutte de masse, et toutes les forces doivent être utilisées contre la dictature ». Il affirme au passage que l'attentat contre le chef de l'Etat est bien l'œuvre du Front protéger, tout en conti-proclamation de l'état de siège ont plement, cette tentative a échoné ».

l'attentat manqué contre le général Pino- lancée contre la voiture du général n'avait

participé à cet attentat. Il a ajouté

Tout en affirmant l'attachement du PC chilien à l'URSS, « une fraternité exceptionnelle », précise-t-il, il assure que les communistes sont antifasciste sans la participation du PC.

Bipolarisation

Dans cette bipolarisation de la vie politique chilienne, certains partis comme la Gauche chrétienne peuvent jouer un rôle-clé. Ne disposant pas d'une grande force militante, elle a des dirigeants importants comme Lucho Mayra et Sergio Bitar. Et surtout, elle se trouve à un point charnière entre le MDP et l'Alliance démocratique dont elle a fait partie. • Le fait d'écarter le PC, ce qui est démocratiquement condamnable, dit Sergio Bitar, affaiblit la mobilisation sociale Même si, actuellement, nous sommes pris en sandwich entre la condamnation de l'action militaire et la volonté de ne pas utiliser le même langage que le général Pinochet, les contacts que nous avons peuvent peut-être permettre à cette gauche d'amener le PC à renoncer à n action et à empêcher su margi-

. En fait, dit-il, nous héritons actuellement d'une vieille structure politique avec un Parti communiste encore figé sur son passé idéologi-que, et un PS dont les divisions sont souvent les reflets des désaccords entre les exilés qui le composent. »

Cette division sur la question de la lutte armée en recouvre bien d'autres et cache souvent un désaccord sur l'après-Pinochet. . En caricaturant, dit Ricardo Lagos (PS), l'extrême gauche veut avoir la possibílité d'instaurer un régime socialiste, alors que, à l'autre bout de l'échiquier, les partis de droite veulent préserver les « acquis de la dic-tature. » Chacun est cependant conscient que, comme l'explique Gabriel Valdes, - Pinochet n'a pas

pas explosé ».

On apprend par ailleurs que M. Ricardo Lagos, dirigeant socialiste démocratique arrêté après l'attentat, a été libéré vendredi. Trois étudiants arrêtés alors qu'ils avaient tenté de se réfugier à l'ambassade des Pays-

> d'autre projet politique pour le Chili que de rester au pouvoir ». - C'est vrai, dit Ricardo Nunez,

que, - avec l'état de siège en plus, c'est un peu comme si nous traver-sions le Niagara à bicyclette. Mais nous sommes optimistes, nous passerons. - En attendant, les forces politiques se préparent avant l'heure à un affrontement électoral non fixé. Et le Front apparaît à certains, principalement dans les poblaciones, comme l'expression d'un ras-le-bol face à l'attentisme des partis politi-

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

NICARAGUA Le cardinal Obando rencontre le président Daniel Ortega

Managus. – Le président nicara-guayen Daniel Ortega et les mem-bres de la hiérarchie catholique du pays, avec à leur tête le cardinal Miguel Obando, devaient se rencontrer ce samedi 27 septembre pour tenter d'apaiser les tensions entre le gouvernement et la conférence épiscopale nicaraguayenne (CEN). Le nonce apostolique, Mgr Paolo Giglio, devait participer également à la réunion.

Mgr Obando a déclaré qu'il espé-rait que la rencontre allait - permet-tre un dialogue sincère et fructueux - entre l'Eglise et les autorités. Selon des sources proches de l'Eglise, les membres de la hiérarchie catholique entendent demander au président rtega de reconsidérer la mesure d'expulsion prise il y a trois mois à l'encontre du viceprésident de la conférence épiscopale, Mgr Pablo Antonio Vega, et l'interdiction de séjour qui frappe le Père Bismarck Caballo, proche conseiller de Mgr Obando. -(AFP.)

internationale sur le Proche-Orient

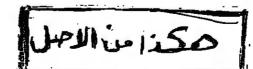
Le roi Hassan II accepte sous conditions la proposition de M. Pérès

Rabat (AFP). - Le roi Hassan II a accueilli favorablement la proposition de M. Shimon Pérès de participation du Maroc à une commission préparatoire à une conférence internationale sur le Proche-Orient, en insistant sur la participation de l'OLP et de l'URSS à la conférence, a indiqué, vendredi 26 septembre, un communiqué du cabinet royal. Dans sa proposition, transmise au souverain mercredi dernier à Rabat par le député travailliste israélien, M. Raphy Edery, le premier minis-tre israélien souhaitait voir le souverain chérifien jouer un - rôle central - au sein de cette commission.

Selon le communiqué, M. Edery, reçu - en sa qualité de porte-parole de la coalition gouvernementale israélienne », s'est entendu préciser que le comité préparatoire, comme la conférence, devrait grouper, outre es parties intéressées et concernées, les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, en insistant tout particulièrement sur la participation de l'Union soviétique, et que le peuple palestinien devrait y être représenté par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), que le sommet de Rabat (1974) avait désignée comme seul représentant légitime des Palestiniens.

 Un démenti de M. Raimond. - Démentant des propos que lui avait prêtés son collègue israélien sur « l'inéluctable retrait » de la FINUL, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a déclaré, vendredi 26 septembre, que la France ne privilégiait, « au stade actuel, aucune option et certainement pas cella d'un retrait », ajoutant : a La seule chose dont nous ne voulons pas, c'est d'une FINUL inutile, repliée sur elle-même, et dont l'inactivité serait un défi à l'autorité des Nations unies. >





LONDRES de notre correspondant

Le leader du Parti libéral se rebiffe. Pour la plus grande joie des caricaturistes, M. David Steel avait, jusqu'à présent, la réputation de se laisser trop souvent marcher sur les pieds. Il donnait l'impression de se M. David Owen, son partenaire social-démocrate, et de manquer d'autorité devant son propre parti. Cette semaine encore, le vote des délégués du congrès libéral contre le maintien de la force de dissuasion nucléaire semblait devoir réduire à néant les efforts déployés par M. Steel pour trouver enfin un diffi-cile terrain d'entente avec le Parti social-démocrate (SDP). Ce sujet divise, en effet, l'alliance . des

deux formations centristes et consti-tue la plus grave hypothèque sur les chances électorales de cette coalition (le Monde du 25 octobre).

De surcroît, les congressistes libéraux ont accentué leurs divergences avec les sociaux-démocrates en confirmant leur opposition radicale à la poursuite du programme nucléaire civil britannique.

M. Steel allait-il fléchir face à la contestation des siens ? Eh bien, non! Le leader a rappelé ses troupes à l'ordre. Profitant du fait que la fameuse motion sur la défense n'avait été adoptée qu'à une faible majorité, et tablant sur des débats qui, par ailleurs, avaient assez para-doxalement manifesté le profond attachement des libéraux au développement de l'alliance, M. Steel, dans son discours de ciôture du

congrès, vendredi 26 septembre, a sévèrement dénoncé la résolution adoptée quelques jours plus tôt.

« Une incroyable erreur de jugement », a-t-il déclaré, qui a « temponent et inutilement mis en

péril » la crédibilité de l'alliance. Il a maintenu sa position, qui est celle du compromis avec le SDP:

Il faut conserver une dissuasion nucléaire minimale (...) et je crois que nous pouvons y parvenir au moyen d'une collaboration avec nos volsins européens. » S'attirant quelques murmures de désapprobation, il s'est même permis d'infliger aux rebelles une leçon de réalisme en leur demandant d'avoir autant de - raison - que de - carur -.

Face aux inconditionnels du désarmement, M. Steel, en pensant aux prochaines élections, a conclu: « Je ne suis pas intéressé par un ouvoir sans principes, mais je suis bien peu attiré par des principes sans pouvoir. » L'ovation qui l'avait accueilli au début de son discours a repris, à la fin, pendant près de six minutes... Fort de ce soutien, M. Steel s'en tiendra à une interprétation stricte des statuts: ce n'est pas à l'assemblée générale du parti, mais aux leaders et au groupe parle-mentaire (en grande majorité de son

avis) qu'il appartient de déterminer en dernier ressort les choix politi-

عكذا من الاصل

M. David Steel pense pouvoir continuer les négociations avec le SDP, tout en essayant certes d'arracher à celui-ci davantage de concessions et de compréhension. Ainsi, les instances dirigeantes des deux partis se retrouveront en janvier prochain pour mettre la dernière main à un programme électoral commun, sans qu'il soit nécessaire de revenir consulter les militants.

La semaine prochaine, ce sera au tour de M. Neil Kinnock, leader du Parti travailliste, d'être mis à l'épreuve, sur les problèmes de défense. Les délégués du Labour sont notoirement plus contestataires et turbulents que ceux du Parti libéral, mais les risques de divergence entre M. Kinnock et la base travailliste sont moindres. L'un et l'antre sont partisans d'un désarmement nucléaire unilatéral. Toutefois, la position de M. Kinnock n'est pas sans nuances et prone, lui aussi, plus de réalisme. Il pourrait se sentic conforté par la réaction de M. Steel.

FRANCIS CORNU.

POLOGNE

Le cardinal Glemp a rencontré des opposants récemment libérés

Le cardinal Glemp, primat de Pologne, a rencontré, vendredi soir 26 septembre, plusieurs dirigeants de l'opposition récemment libérés de prison, notamment MM. Zbigniew Bujak, Bogdan Borusewicz et Tadeusz Jedynak (anciens membres de la direction provisoire clandestine de Solidacité) de Solidarité), Konrad Bielinski (adjoint de M. Bujak à Varsovie) et Leszek Moczulski (président de la Confédération pour une Pologne indépendante).

La rencontre a ou pour cadre le couvent de l'église Saint-Martin, qui a abrité pendant plusieurs années le Comité d'aide sociale auprès du primat, qui était en fait une très active organisation d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles.

Le doctour Zofia Kuratowska l'une des animatrices de ce comité, a attiré l'attention du cardinal sur le maintien en prison de certains « détenus d'opinion » qui sont considérés comme des condamnés de droit commun. M. Zbigniew Bujak a prononcé quelques mots de remer-ciement à l'adresse du primat, ce dernier répondant par le vœu qu'il n'y ait plus de prisonniers politiques

Trois jours plus tôt, la commission mixte réunissant des représentants du gouvernement et de l'épiscopat s'était réunie à Varsovie, avec la participation du cardinal Macharski, évêque de Cracovie, et de M. Kazimierz Barcikowski, membre du bureau politique, viceprésident du Conseil d'Etat. Selon un communiqué officiel, la rencontre a, entre autres choses, été l'occasion d'évoquer la création de « nouvelles formes institutionnelles d'action publique et sociale, pour le bien de la nation, de la part de groupes sociaux, en particulier catholiques ..

Cette formulation assez vague confirme que les deux parties se sont attachées à déterminer ce que pourreit être le nouveau « conseil consultatif » que le général Jaruzelski voudrait mettre en place et qui pourrait éventuellement permettre à certaines personnalités proches de l'opposition de trouver un moyen de faire officiellement entendre. L'Eglise ne souhaite pas être représentée en tant que telle au sein de ce « conseil », mais sert en l'occurrence

producteur tarc - de produits

agricoles subventionnés par la CEE, tout est bon pour dénoncer

la politique gouvernementale,

même si la façon dont M. Demire

compte dire « non au pouvoir des

pour contester, avant les élections

holdings - reste peu claire.

LA RADIOACTIVITÉ N'A PAS DE FRONTIÈRES

La première tranche de la centrale nucléaire de Cattenom doit entrer en activité cet automne. Cattenom se situe au bord de la Moselle, à 10 kilomètres seulement du Luxembourg et de l'Allemagne. La centrale sera une des plus importantes du monde, avec une charge totale de 5 200 MW.

Son implantation ne manquera pas d'avoir sur l'environnement des effets négatifs, que les populations française, luxembourgeoise et allemande auront

à supporter en commun. La population des zones frontalières tient à vivre en amitié avec la population française et avec la France, mais nous voyons dans la mise en activité de Cattenom un acte qui risque de détériorer les rapports de la population allemande avec les respon-

sables politiques en France. 80 % des habitants de la région de Trèves ne veulent pas de Cattenom, car ils se sentent atteints dans leur droit fondamental à mener une vie libre et

sans menace pour leur santé. Ils ont d'ailleurs exprimé leur refus à plusieurs

- dix-huit mille personnes en Allemagne et au Luxembourg ont signé une pétition contre les rejets radioactifs de la centrale de Cattenom : le gouvernement français n'y a prêté aucune attention;

- en 1979 et en 1981, des groupes allemands et luxembourgeois avaient voulu rejoindre des groupes français pour manifester à Cattenom : on leur ferma les frontières:

- au printemps 1986, plus de cinquante mille personnes ont manifesté à Trèves, à Sarrebruck, au Luxembourg et à Koenigsmacker (Moselle) : les médias français ont totalement ignoré les faits, ou pire, ont manqué d'objectivité dans leurs commen-

- le land de Sarre, ainsi que la ville de Trèves, ont porté plainte contre la mise en activité de la centrale de Cattenom parce les gouvernements de Bonn et de Paris ne prenaient pas en compte les intérêts de la population frontalière.

Deux incidents se sont déjà produits cet été, avant même la mise en service de la centrale : d'abord, début août, un incendie dont les services compétents, au Luxembourg comme en Allemagne, n'ont été informés que trop tard et insuffisamment.

Puis l'accident du 23 août, au cours duquel une conduite d'eau du système de refroidissement a éclaté et inondé le bâtiment dans lequel se trouvent d'importantes installations de sécurité. Il aurait pu avoir des suites catastrophiques pour tout le fonctionnement de la centrale.

Les Luxembourgeois, les Allemands et les Français ne doivent pas être les victimes d'une politique énergétique inconsciente et dangereuse. Il n'y a pas de sécurité absolue dans les centrales atomiques; toute irradiation, quelle que soit son intensité, est dangereuse. Nous prenons donc fermement position contre l'exploitation d'une énergie atomique (qui ne correspond même pas à une besoin réel d'électricité de la France) - et particulièrement contre la centrale nucléaire de Cattenom.

Tchernobyl a prouvé que la radioactivité n'avait pas de frontières.

C'est pourquoi nous lançons un appel pressant à la population française pour qu'elle : - prenne au sérieux l'idée d'une politique com-

mune de l'environnement à l'échelle européenne; - exige un changement de politique énergétique; - empêche la mise en activité de nouvelles cen-

- et s'oppose à la mise en activité de Cattenom. trales; Cette première annonce - plusieurs autres paraîtront dans les mois à venir - a été financée par des dons de la population de la ville et de la région de Trèves.

> Pour en savoir plus: Altfried REMPE Im Wiesengrund 13 - D-5500 TRIER

Réveil politique en Turquie même faconde, meniant aussi

(Suite de la première page.)

A l'intérieur du grand cabaret où se tient la réunion, un autre appel: « Donnez une leçon aux amateurs de Jaguar. Votez SHP -, table sur l'antipathic qu'éprouvent de larges secteurs de l'opinion pour l'arrogante prospérité de certains des proches de M. Ozal, à commencer par la fille du premier ministre qui s'est fait offrir une Jaguar par le propriétaire d'un garage menacé de

Aux murs de la saile, d'autres slogans: «Filets à pi vides, marmites percées, demi-République, quart de démocratie, ça suffit ! - · Les droits syndicaux et démocratiques forment un tout indivisible », « Non à l'Etat au bâton. » A l'entrée, des militantes font signer une pétition pour l'amnistie générale des condamnés politiques. Trois mille personnes dans une atmosphère de kermesse, sans présence poli-cière apparente. Un calicot condamne « la torture, crime contre l'humanité », la question est au cœur du débat politique en Turquie depuis qu'en février la presse a publié les confessions d'un ancien policier tortionnaire. L'observateur étranger s'étonne lorsque fuscat les cris . A bas le fascisme !»; au fur et à mesure des annonces de railiement de dirigeants syndicaux, des slogans s'élèvent pour demander une « Turquie indépendante » et la « liberté pour la DISK », le syndicat de gauche dissons après le coup d'Etat et dont le procès dure

Fils d'Ismet Inonu, compagnon d'Ataturk et deuxième président de la République, M. Erdal Inonu dénonce d'une voix sans chaleur les atteintes aux libertés et les difficultés matérielles; il promet la gratuité des services sociaux et l'abolition des dettes paysannes. C'est un universitaire de renom et la foule lui manifeste l'affection et l'estime dues aux professeurs ; il ne semble pas pourtant disposer du charisme nécessaire pour assurer l'unité d'un parti qu'il souhaite et prociame social-démocrate mais qui comprend de manière si affichée des courants se rattachant à d'autres traditions.

Rentrée politique conjugale

C'est ce caractère hétéroclite qu'a dénoncé l'ancien premier ministre social-démocrate Bulent Ecevit, dans la campagne sans concession qu'il a menée à la fois contre le pouvoir et contre la formation d'Erdal Inonu. Le retour de celui que la base, à défaut de comprendre et d'approuver son action, reconnaît comme son leader naturel » met en lumière les divisions de la gauche et l'importance du clivage entre les «anciens» et les «nouveaux». Ces derniers, péjorativement appelés « septembristes », sont ceux, à gauche comme à droite, dont l'ascension politique a été

rendue possible par le coup d'Etat de septembre 1980.

M. Bulent Ecevit est, comme tous les dirigeants des partis dissons en 1980, frappé par l'article provisoire 4 de la Constitution de 1982 qui leur interdit pour une période de dix ans toute activité politique organisée. Pressé par la

bien la statistique que la référence coranique, cette habilté à infléchir les conotations de son discours en fonction de l'auditoire et de la concurrence locale (celle du Parti religieux à Bingol, celle du Parti nationaliste à Gazaintep) ; le même chapeau de feutre pour saluer la foule, le même

Un scrutin limité, mais un test important : le débat politique a repris...

création en novembre 1985 du accent populaire pour déclarer: SHP, salué par des sondages de bon augure, M. Ecevit a fait une rentrée politique « conjugale ». Il a longuement dénoncé, en mai, au congrès fondateur du Parti de la gauche démocratique (DSP), présidé par sa femme, Rahshan Écevit, le caractère non démocratique du régime, ce qui lui a valu une inculpation dont il n'a été acquitté que cette semaine. Il a mené campagne en se heurtant à l'hostilité d'une grande partie de la presse et des intellectuels de gauche. Le choix de meetings peu spectaculaires, surtout dans les cafés des quartiers populaires, la candidature sans espoir de M= Ecevit face à Erdal Inonu à Izmir, tout suggère que M. Ecevit n'attend pas beaucoup plus des élections de dimanche que le franchissement de la barre des 10%, seuil légal de représentativité nationale. Son projet est à plus long terme : assurer, le jour venu, la possibilité d'une solution de rechange à gauche qui ne puisse être accusée de complaisance envers les groupes communistes ou les tendances séparatistes.

Saleiman le magnifique

Plus immédiat est le projet de son traditionnel adversaire conservateur, autre ancien premier ministre qui fait un retour en force, Suleiman Demirel. Son ascension spectaculaire a marqué la fin de cette campagne plus que l'affrontement droite-gauche. M. Demirel a attendu la date symbolique du 12 septembre pour affirmer avec éclat son soutien politique à M. Husamattin Cindoruk, président du Parti de la juste voie. Fondé en 1983, ce parti n'avait pu se présenter aux élec-tions cette année là. Mais la dissolution récente d'un parti qui, à l'époque, avait les faveurs des militaires, et le jeu des changements d'étiquette lui assurent depuis quelques mois une représentation de 25 députés au Parlement. M. Demirel s'est lancé cette année dans une campagne sur les routes, haranguant des foules impressionnates. Il proclame que le Parti de la juste voic représente la continuité avec la formation qu'il dirigeait autrefois et qui fut dissoute par les mili-

L'enjeu de dimanche pour M. Demirel n'est sans doute pas en premier lieu économique. En pronant l'avenement d'une « Turquie sans interdits», il rêve de voir le parti du premier ministre tomber en dessous de 35%. Il serait ainsi en position de force

permis de vous revoir après ces six années. > De ses six passages au pouvoir entre 1965 et 1980, les foules qui saluent le retour de « Suleiman le magnissque», « le père de l'ouvrier, l'ami du paysan», semblent avoir retenu les mesures sociales. Dans un grand bourg de la circonscription d'Ankara, la tri-bune est décorée de betteraves (« un kilo pour une Mariboro ») pour rappeler les difficultés du paysan qui ne peut acheter d'engrais» et subit les effets du paiement à crédit par l'Etat. Les indemnités non payées aux mineurs victimes du grisou, l'importation - ruineuse pour le

législatives générales de 1988, la légitimité du pouvoir. Et donc ir réclemer le suppression des articles provisoires de la Constitu tion empêchant le retour à une démocratic véritable où les anciens politiciens joueraient le

tout temps appelés à jouer. La présence, au côté de M. Demirel, du fils de Menderes, pendu par les auteurs du coup d'Etat militaire de 1960, est un symbole : celui de la légitimité supérieure de la société civile. Cette société civile avait, en 1983, choisi M. Ozal contre les candidats des militaires. Elle

rôle que les électeurs les ont de

affrontera, dimanche, des choix plus complexes. MICHEL FARRÈRE.

Diplomatie

Les travaux de l'Assemblée générale de l'ONU

Polémique entre la France et la Nouvelle-Zélande

Zélande a critiqué, vendredi 26 sep-tembre, à la tribune de l'ONU, l'attitude de la France en Nouvelle-Calédonie, ainsi que sa politique nucléaire dans le Pacifique-Sud.

Le ministre néo-zélandais de la défense, M. Frank O'Flynn, qui prenaît la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies, a exprime la « profonde déception » de son pays du fait que le gouvernement français « ne semble plus avoir pour objectif l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ».

Il s'est également élevé contre des déclarations du ministre français des départements et territoires d'outremer, M. Bernard Poss, qu'il a qualiliées de « ridicules », en brandissant une coupure de l'International Herald Tribune les rapportant. M. Pons avait déclaré à ce journal, vendredi : « Lorsque l'Australie et la Nouvelle-Zélande plaident pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, elles plaident pour l'indépendance d'un territoire qui serait sous contrôle libyen. » Il pré-cisait en faisant allusion au FNLKS, qu'une faction prolibyenne était en train de prendre le contrôle du mouvement indépendantiste kanak.

M. O'Flynn a, par ailleurs, appelé à l'arrêt des essais nucléaires fran-Cette continuité, c'est avant tout sa personne qui l'incarne : la que a-t-il dit, a servi trop longtemps

New-York. - La Nouvelle- de terrain d'essai aux puissances nucléaires. Deux d'entre elles [les Etats-Unis et la Grande-Bretagne] ont arrêté d'y faire des essais. Il est temps que la France suive cet exem-

> Répondant au ministre néozélandais, le représentant de la France à l'ONU, M. Claude de Kémoularia, a estimé que les critiques adressées à la France « étaient de nature essentiellement politique .. Après avoir fait valoir que · l'opposition aux armes nucléaires devrait conduire ceux qui la formulent à s'adresser en priorité à d'autres puissances que la France », qui conduisent elles aussi des essais atomiques, il a insisté sur le caractère exclusivement défensif de la force de dismasion française, et affirmé qu'il « est hors de question que la France se prête à toute forme d'obsolescence planisiée de ses forces tandis que se maintiendrail la surabondance nucléaire des autres puissances ».

• . • . . .

in the

-4

En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, le représentant français s'est contenté de noter que, dans moins d'un an, un référendum - permettra aux populations calédoniennes de s'exprimer en toute liberté sur leur avenir, donc sur l'option de l'indépendance ». -



Politique

Un week-end électoral

Le RPR devrait être le principal bénéficiaire du scrutin sénatorial

Le renouvellement triennal du Sénat, l'élection législative partielle en Haute-Garonne, les scrutins orga-nisés ce dimanche 28 septembre se déroulent sur fond d'incertitude : le président de la République signerat-il ou non les ordonnances fixant les limites des 577 futures circonscriptions législatives? Trois solutions s'offrent au chef de l'Etat. L'hypothèse d'« utiliser jusqu'à la corde les délais » (selon la formule qu'il a employée à Andorre, vendredi) ne serait pas, estime-t-il, «une bonne façon de faire ». « Je ne veux pas jouer sur les nerfs », a assuré M. François Mitterrand, qui a rappelé son regret du dépôt du texte devant le conseil des ministres. « Dans la période que nous vivons, a-t-il ajouté, l'unité des Français est nécessaire pour résister morale-

MARKE

Manis recemment

urquie

Contentieux à droite dans l'Essonne

Le tribunal d'Evry, en audience de référé, a rejeté, le vendredi 26 septembre, la demande formulée la veille par M. Jean Colin, sénateur UDF-CDS sortant et chef de file de la liste officielle de la majorité RPR-UDF aux sénatoriales, qui lui demandait d'interdire la diffusion de certains documents publiés par deux listes concurrentes conduites, l'une par M. Jean Simonin (RPR), l'autre par M. Alain Josse (RPR).
M. Colin faisait grief à M. Simonin,
d'une part, et à M. Josse, d'autre
part, d'avoir diffusé des journaux
électoraux titrant qu'ils conduisent
respectivement « la liste de la majorité » et une « liste d'union pour la nouvelle majorité ».

Il estimait que l'emploi du terme majorité - était de nature à créer une confusion dans l'esprit des élec-

Dans ses attendus, le président du tribunal, M. Michel Carmet, a considéré que « les agissements reprochés ne revêtent pas le caractère illicite exigé par la loi pour donner compétence au juge des

Cette décision n'empêche pas le demandeur d'instruire une action sur le fond, après les élections.

L'absence du Front national

De tous les partis politiques repré-Front national est le seul à être absent du Sénat. Le prochain renouvellement ne lui donnera pas l'occasituation. Il ne sera en lice que dans trois départements où il n'a guère d'espoir de succès : le Bas-Rhin, le Rhône, où M. Bruno Gollnisch, député, figure en dernière position de la liste - Pour l'union des élus de droite », et le Val-de-Marne.

garan 🥰

Dans ce département où six sièges sont à pourvoir à la proportionnelle, RPR et UDF ont constitué une liste commune sous la houlette de M. Alain Poher, président du Sénat, et sur laquelle figure en deuxième position M. Michel Giraud (RPR). Les deux sénateurs sortants comptent sur un score suffisent pour per-mettre l'élection de leur troisième de liste, M. Jean Clouet (UDF-PR), maire de Vincennes.

Toutefois, la présence d'une liste conduite par M. Olivier d'Ormesson (qui, en mars dernier, avait préféré continuer de siéger à l'Assemblée des Communantés européennes plutot qu'au Palais-Bourbon), sur laquelle figure en troisième position le premier adjoint au maire de Joinville-le-Pont, M. Raoul Dumas (RPR), peut être de nature à empê-cher l'élection de M. Clouet. En ce cas, c'est la liste du PS qui, assuré d'ores et déjà de conserver le siège de M. Jean Carat, obtiendrait un second élu, en l'occurrence M. Pierre Tabanou, ancien député, maire de L'Hay-les-Roses. De son côté, le PCF, qui avait trois sortants, n'aura plus que deux élus. M= Hélène Luc et M. Charles Lederman, tous deux sortants

> Le Monde publiera lundi dans son numéro daté mardi 30 septembre

LE RÉSULTAT COMPLET **DES ÉLECTIONS** SÉNATORIALES

Ce n'est pas la peine de se perdre dans des querelles qui, par rapport à celle-là, sont secondaires. Il me reste à traiter ce problème, à user de la faculté que j'ai d'apprécier l'utilité, le bien-fondé de cette

Reste an président de la République le choix entre signer ou ne pas signer. Son entourage avance deux séries d'arguments militant en faveur d'un refus : même si le découpage concocté par M. Charles Pasqua n'est pas scandaleux, il est insuffisamment équitable, et l'enjeu en est suffisamment important pour justifier un débat devant le Parle-

Un scrutin-test en Haute-Garonne

Cette question du découpage n'a guère eu d'influence, ni dans la campagne électorale sénatoriale, ni en Haute-Garonne. Après l'annulation des élections de mars, le scrutin dans ce département prend valeur de test : d'une part pour la majorité qui, cette fois unie, voudrait - malgré les proclamations d'a apolitisme - de son chef de file, M. Dominique Baudis - obtenir un résultat tel qu'il puisse apparaître comme une approbation de la politi-que gouvernementale menée depuis six mois; d'autre part, pour l'opposition, le souci est bien évidemment de faire la démonstration inverse. Cet objectif se double pour le PS d'un autre objectif : malgré les dissidences dans son camp, M. Lionel Jospin se doit de maintenir le poten-tiel de quatre sièges à l'Assemblée nationale obtenus par le PS en mars.

Dans les trente-trois départements et territoires où cent seize sièges sont à pourvoir, les grands électeurs, émanation des précédents scrutins cantonaux de 1982 et 1985. régionaux et législatifs en mars dernier, mais surtout municipaux de mars 1983, vont permettre à la majorité d'accroître son influence au palais du Luxembourg. Bien qu'elle ait réalisé l'union dans la majeure partie des départements, la majorité se voit confrontée ici et là à des cas de dissidences qui peuvent se solder par des gains inespérés pour le PS ou pour le PC. Pour les états-majors de l'UDF et du RPR qui, de renouvellement sénatorial en renouvellement sénatorial, manifestent de plus en plus une volonté de contrôler cette élection de notables, les scores que réaliseront ces francs-tireurs seront un premier test.

Dans le futur hémicycle du Sénat, le groupe RPR, qui devrait gagner plus de douze sièges, dépassera en effectifs le groupe centriste, jusqu'alors le plus important. Cette prépondérance nécessitera une redistribution des postes au bureau du Sénat et dans ceux des commis-

La seule certitude réside ans la réélection de M. Alain Poher, le 2 octobre prochain, lors de l'ouverture de la session parlementaire. Dans un communiqué commun, les présidents des groupes de la majorité sénatoriale affirment que - au moment où la France est confrontée à de graves défits, le président Poher à la tête du Sénat œuvrera nour le rassemblement et l'union ».

M. Poher est candidat à sa propre succession

Interrogé par Europe I, le jeudi 25 septembre, après la publication dans le Monde du 26 septembre d'un point de vue de M. Michel Vauzelle, ancien porte-parole de la présidence de la République, dans lequel, évoquant une démission de M. François Mitterrand, celui-ci estimait qu'- un nouveau retour de M. Poher à l'Elysée serait un handicap considérable », M. Alain Poher a indiqué : « Il est clair que le président de la République ne souhaite pas que je fasse un nouvel intérim. » Le président du Sénat, qui de par la Constitution serait amené à assurer du chef de l'Etat, a affirmé : « Je ne jouerai aucun jeu, mais ça les generaît peut-être pour d'autres raisons, car celui qui tient l'Elysée dispose de moyens. - Il a ajouté : - Je n'ai jamais pensé que je ferais un troi-sième intérim [intérims que 1974, à la mort de Georges Pompi-

dou]. Je connais blen M. Mitterrand, il veut aller à la fin de son mandat et peut-être même se repré-

Dans le Figaro du 6 septembre, M. Poher, qui évoque le rôle de rempart des libertés - joué par le Sénat de 1981 à mars dernier, confirme que, « si on [lui] propose le renouvellement de [son] man-dat - de président du Sénat, il ne dira pas non. A propos du Valde-Marne, dont il est l'élu, il souhaite, au besoin par une modifica-tion de la loi électorale, que les futurs scrutins présidentiel et législatif « ne se fassent pas à partir de listes [électorales] maquillées ». - Ma volonté, dit-il, c'est, grace à l'union [de la majorité], commune par commune, de débarrasser le département de la tutelle commumiste. - A propos de la cohabitation, M. Poher a assuré en 1969, après le il rappelle qu'il n'y croyait guère, départ du général de Gaulle, et en mais qu'« aujourd'hui » c'est une bonne chose »,

CORRESPONDANCE

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON: ce que veut M. Pen

A la saite de l'article consacré par motre correspondant à Saint-Pierre-et-Miquelon à la préparation des élections sénatoriales dans cette collectivité territoriale, M. Albert Pen, député apparenté socialiste, candidat unique au scrutin du

«La population et les étus locaux ont parfaitement compris un retour an Sénat annoncé dès mon départ à l'Assemblée en 1981 pour obtenir le vote du statut, intention renouvelée en 1982 au moment de la décentralisation, encore affirmée en 1984, lors de mon abandon de la présidence du conseil général.

 Je me suis présenté aux législa-tives de mars 1986 contre mon gré en indiquant à mes amis que nous ferions le bilan du fonctionnement de nos institutions locales avant les sénatoriales, car j'estimais que ce bilan ne pourrait être satisfaisant.

» Le président du conseil général, Marc Plantegenest, n'a pu sièger au Sénat tandis que trop pris par le Palais-Bourbon, je ne pouvais reve-zir suffisamment dans l'archipel.

» Prenant acte de cette situation, les élus locaux et les membres du monvement SPM-Avenir qui nous soutient ont décidé démocratiquement d'une nouvelle donne : Pen au Sénat, Plantegenest uniquement à la présidence du conseil général et un candidat saint-pierrais nouveau pour les futures législatives, vraisemblablement le président de SPM-Avenir Pierre Miadonnet. >

En voyage dans la principauté

M. Mitterrand plaide pour l'évolution des institutions andorranes

ANDORRE

de notre envoyé spécial

Prospérité : ce mot magique en Andorre a été applaudi chaque en Andorre a cie appiadu chaque fois que M.Mitterrand, coprince d'Andorre en sa qualité de président de la République française, l'à utilisé, le vendredi 26 septembre, à l'occasion de sa visite dans la principauté. En revanche, dans ce paradis fiscal divisé en sept paroisses, admi-nistré par un syndic général en bicorne et vingt-huit conseiller généranx en tricorne, dans lequel n'existent mi syndicat, mi droit de grève, ni parti politique, les propos tenus par le chef de l'Etat sur l'évolution du régime fiscal, la solidarité, voire la réforme des institutions, ont certes intéressé mais n'ont pas suscité l'enthousiasme dans une population massivement rassemblée sur son passage.

A Andorre-la-Vieille, M. Mitterrand s'est adressé à la foule nombreuse et lui a dit : « En cette fin de vingtième siècle, on ne peut échap-per à la nécessité de tenir compte dans les institutions, l'économie, la société, des turbulences du mon qui modifient les comportements et les relations humaines.

Déséquilibre démographique

Le coprince, en deux ou trois formules fort diplomatiques, a souligné quelques lenteurs d'évolution dans la principauté et suggéré quelques modifications souhaitables à ses yeux : - Déséquilibre demographique – un quart de nationaux, trois quarts de résidents étrangers, avec, en corollaire, des disparités sociales et politiques auxquelles toutefois une solution raisonnable devra être trouvée, dans l'esprit d'équité; nécessité d'un gros effort d'investis-sement au profit des équipements publics qui vous conduira peut-ètre à vous interroger sur le système fis-cal à fixer dans l'avenir; enfin, et

surtout, longueur et retard dans la nécessaire adaptation des institutions à la société moderne, que vous

M. Mitterrand a également évoqué les conséquences pour Andorre de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne. • Il faut, a-t-il dit, maintenir les fondements de la prospérité andorrane dans le respect des règlements communautaires. . Le chef de l'Etat français a indiqué qu'une concertation tripartite (gou-vernement andorran et les deuxcoprinces, M. Mitterrand et l'évêque d'Urgel) pourra s'engager des que les négociations entre la principauté et l'Espagne auront abouti au même résultat qu'avec la France, c'està-dire à une liberté des échanges dans l'espace constituée par Andorre et la Communauté. trois parties désendront ensuite une position commune à Bruxelles.

J.-Y. L.

Les journées parlementaires

L'UDF, ou comment sauver les apparences

Tout arrive. Ils sont tous reposer le couvercle sur la marmite : d'accord. PR, CDS, radicaux, gis-cardiens, léotardiens, barristes : les journées parlementaires UDF qui vont se tenir lundi 29 et mardi 30 septembre à Nancy doivent être un modèle de sérénité et de convivialité. La consigne a été passée : pas question de replonger dans l'innom-mable chahut des universités d'été. C'est l'heure de la rentrée, les parlementaires doivent travailler, et M. André Rossinot, l'hôte de ces journées, qui avait pourtant été l'un des premiers trublions, se trouve anjourd'hui l'un des premiers à soutenir « que le Parlement ne doit pas être le lieu des démarquages et des prémices pour l'élection présiden-

Ce propos est de nature à récon-forter le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, qui, désireux de se peser plus que jamais en gardien des derniers vestiges du temple UDF, n'a cessé de répéter ces derniers jours que - les turbulences et les aberrations de l'été ne sont plus de salson -. Et MM. Lecannet et Giscard d'Estaing sont prêts à entonner le grand couplet sur le rôle de l'UDF au centre de la vie politique fran-çaise, sur sa nécessaire présence au sein de la majorité et son indispensable mission au côté du RPR. L'objectif est de donner un coup de projecteur sur ce qui tient encore debout dans la maison, plutôt que d'en inventorier les fiscures

Les circonstances font que, à l'heure où la solidarité nationale affronte le terrorisme, mettre à mai celle de l'UDF apparaîtrait bien secondaire. En outre, au même moment et à quelque distance de là, chez M. Séguin, à Epinal, les parle-mentaires du RPR vont préparer leur rentrée. Enfin, mardi matin, M. Balladur fera le déplacement de Nancy et, le lendemain, toute la majorité parlementaire RPR et UDF se retrouvera en terrain neutre, à Vittel, pour écouter

Imagine-t-on les parlementaires UDF se présentant la bouche en cœur après avoir rompu des lances entre eux pendant quarante-huit heures? Dans ce contexte, la mise an point du bureau politique de l'UDF, le 4 septembre dernier, éta«On ne voit pas ce qui pourrait venir troubler la trève observée», résume M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS.

Il s'agit bien d'une trêve, en effet, et, comme toujours en pareil cas, un rien suffirait à rouvrir les hostilités.

Ainsi sur le choix du présidentiable, qu'il est convenu de ne pas évoquer. Députés et sénateurs - ne veu-lent pas être emmerdés avec ça », clame M. Gaudin. - Les parlementaires comme moi, assure-t-il, nous ne sommes pas candidats à l'élec-tion présidentielle, mais candidats aux législatives. Nous savons simplement que nous aurons bien besoin du succès d'un présidentiable

Les relations Giscard-Barre

MM. Barre et Giscard d'Estaing viendront à Nancy, le premier pour assister silencieux, aux travaux du lundi et écouter, le lendemain matin, à sa demande, le ministre de l'économie, le second pour prendre la parole mardi soir à Metz. Leur entourage continue à souffler le chaud et le froid ; certains parlent de réchauffement, souhaitant, comme M. Charles Millon, que . les contacts se multitiplient au niveau des entourages et des personnalités - et laissent entendre qu'au cours de ces journées MM. Barre et Giscard d'Estaing pourraient, ne serait-ce que par un petit geste, montrer qu'ils sont dans de meilleures dispositions. D'autres ne souhaitent guere cette tentative de réconciliation. C'est le cas de M. Philippe Mestre, qui, évoquant la multiplicité des candidats au sein de l'UDF pour l'élection présiden-tielle, déclare dans le dernier numéro de Paris-Match, « que tout le monde peut se présenter, surtout si on ne craint pas le ridicule., mais que e tout le monde sait que deux candidats sont susceptibles de l'emporter, ce sont Jacques Chirac et Raymond Barre ».

Un autre sujet, qui n'est pas ins-crit lui non plus à l'ordre du jour, pourrait revenir sur le tapis : la constitution d'un groupe UDF au Sénat soudant, sous cette étiquette, blissant le mode d'emploi pour les trois groupes actuels de l'Union l'élection présidentielle, a permis de centriste, de l'UREI et de la Gauche

démocratique. Ce projet, qui a tou jours été l'une des préoccupations de M. Lecanuet, ne pourra sans doute pas être écarté — sans discussion au lendemain des élections sénatoriales qui devraient consacrer le RPR comme le groupe le plus important au Sénat. Un sénateur centriste et barriste, M. Claude Huriet, a relancé la semaine dernière le débat. La constitution d'un grand groupe UDF - au Sénat est, à ses yeux, - une question de clarification et de logique ». MM. Leotard et Rossinot sont hostiles à ce projet qui, selon le prési-dent du Parti radical, serait - une hérésie politique » : « Pourquoi supprimer la seule structure originale où cohabitent des forces politiques qui ne sont pas forcément d'accord sur l'analyse?

Le dernier débat, prévu celui-là, portera sur la loi de finances pour 1987. M. Gaudin s'est déjà félicité - de ce bon budget -. M. Balladur a multiplié les petits déjeuners avec les experts du groupe UDF. M. Edmond Alphandery, barriste, a été choisi pour s'exprimer au nom du groupe à l'Assemblée. Mais il ne semble pas que toutes ces précautions décourageront certains d'émettre leurs critiques.

On sait les barristes inquiets des carences de ce budget concernant notamment le développement de l'épargne des ménages, la relance de l'investissement des entreprises et l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale. Le lundi 15 septembre, le président giscardien de la commission des linances, M. Michel d'Ornano, a réuni les commissaires UDF pour étudier une offensive commune visant à faire réduire les aides qu'apporte le budget général à la Sécurité sociale. En vain, semblet-il, les barristes considérant cette réduction de crédits par trop « démagogique ». Mais on peut s'attendre que cette question rebon-disse cette fois au grand jour.

Si l'on y ajoute le découpage électoral qui continue de provoquer ici et là de fortes démangeaisons, les risques de dérapage non contrôlés ne manquent pas. En arrivant lundi à Nancy, les dirigeants de l'UDF sauront ce qu'ils ne doivent pas dire. Mais sauront-ils jusqu'au bout sauver les apparences ?

DANIEL CARTON

Le projet de découpage électoral

Nous poursuivous aujourd'hui la publication de la composition des circonscriptions concernant les quatre départements d'outre-

GUADELOUPE

Cantons de : Les Abymes 1, 2, 3, 4 et 5, Capesterre-de-Marie-Galante, Grand-Bourg,

Pointe-à-Pitre 1, 2 et 3, Saint-Louis 2º circonscription

Cantons de : La Désirade, Le Gosier 1 et 2, Morne-à-l'Eau 1 et 2, Le Moule 1 et 2, Petit-Canal, Port-Louis, Saint-François, Sainte-Anne 1 et 2.

Cantons de : Baic-Mahault, Capesterre-Belle-Eau 1 et 2,

Goyave, Lamentin, Petit-Bourg, Pointe-Noire, Sainte-Rose 1 et 2.

4º circonscription Cantons de : Basse-Terre 1 et 2,

Bouillante, Gonrbeyre, Saint-Barthélémy, Saint-Claude, Saint-Martin, Les Saintes, Trois-Rivières,

GUYANE

1" circonscription Cantons de : Cayenne 1, 2, 3, 4, 5 et 6, Macouria.

2º circonscription

Canton de : Approuague-Kaw, Iracoubo, Kourou, Mana, Maripa-soula, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, L'Oyapock, Rémire-Montjoly, Roura, Saint-Laurent-du-Maroni, Sinna-Roura. mery.

1" circonscription Cantons de : L'Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Macouba, Gros-Morne, Le Lorrain, Le Marigot, Saint-Joseph, Sainte-Marie 1, 2, La

2º circonscription Cantons de : Case-Pilote, Le Carbet, Fort-de-France 1, 2, 3, 9 et 10, Le Morne-Rouge, Le Précheur, Saint-Pierre, Schoelcher 1 et 2.

3 circonscription Cantons de : Fort-de-France 4, 5, 6, 7 et 8, Le Lamentin 1, 2 et 3. 4' circonscription

Cantons de : Les Anses-d'Arlets, Le Diamant, Ducos, Le François 1 et 2, Le Marin, Rivière-Pilote, Rivière-Salée, Le Robert 1 et 2, Saint-Esprit, Sainte-Anne, Sainte-Luce, Les Trois-Ilets, Le Vauclin.

LA RÉUNION

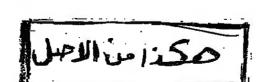
1" circonscription Cantons de : Saint-Denis 1, 2, 3 et

2º circonscription Cantons de : La Possession, Le Port, Saint-Paul 1, 2 et 3, Les Trois-

3º circonscription Cantons de : Les Avirons, Cilaos, Entre-Deux, L'Etang-Salé, Saint-Leu 1 et 2, Saint-Louis 1 et 2, Le

Tampon 1 et 2. 4º circonscription Cantons de : Petite-Ile, Saint-Joseph 1 et 2, Saint-Philippe, Saint-Pierre 1, 2 et 3, Sainte-Rose.

5° circonscription Cantons de : Bras-Panon, La Plaine-des-Palmistes, Saint-André 1 et 2. Saint-Benoît, Sainte-Marie,





d'exprimer une telle condamnation

Aux assises, Georges Abdallah risque la réclusion criminelle à per-pétuité. Même condamné à une ou plusieurs dizaines d'années d'empri-

sonnement, il ne pourrait alors bené

ficier avant des années d'une mise

en liberté, sauf grâce, inconcevable aujourd'hui, du président de la Ré-

C'est à cette anne qu'il faut mesu-rer les propos de M. Chalandon. Si

M. Boulouque, puis la chambre d'accusation, qui refait l'instruction,

exaucent les vœux du ministre, la

route est barrée à toute transaction.

Une condamnation de Georges Ab-

dallah pourrait ouvrir en même

temps la voie à de nouveaux atten-

tats. C'est évidemment en pensant à

ce risque que M. Chalandon a parlé.

Cependant le dossier Abdallah est

plaidable. Ce n'est pas simplement

M. Vergès qui le prétend, se félici-tant, comme il l'a fait vendredi, que

rien n'est venu l'étayer depuis le

mois de juillet, mais aussi ceux qui

ont pu l'examiner de près, objective-

L'inculpation de complicité d'as-

sassinat repose sur la découverte dans une « planque » parisienne de Georges Abdallah d'un pistolet au-

tomatique qui servit à tuer les deux

diplomates. C'est à la fois beaucoup

et, pour des preuves judiciaires, trop

Faux pas

Sans entrer dans les détails, il

fant savoir qu'un « complice » ne peut être condamné que si la jus-

tice apporte la preuve qu'il a

« participé à l'action ou donné

des instructions pour la commet-

tre ». Ou alors qu'il a « procuré

les armes ou tout autre moyen

qui aura servi à l'action, sachant

qu'il devait y servir ». Ou encore

qu'il a aidé ou assisté « l'auteur

En l'état actuel du dossier, rien

de cela n'est prouvable contre

Georges Abdallah. A la chancel-

lerie, vendredi soir, on en était ré-

duit à placer le débat sur un autre

terrain, celui du bon seus : « Il me

conteste pas son rôle au sein des

FARL Or les FARL ont revendi-

que l'assassinat des deux diplo-

mates. Donc Abdallah est impli-

qué dans ces assessinats. »

Seulement voilà, une telle dé-

monstration n'est pas, judiciaire-

ment parlant, très solide.

Mª Verges ne manquera certaine-

En réalité, la justice a fait un

faux pas, difficilement réparable aujourd'hui, au début du mois de

juillet, lors du premier procès

d'Abdallah, à Lyon. Des rensei-

gnements accablants avaient été

recueillis contre lui sur des faits

qui ne peuvent faire l'objet au-

tribunaux. Ainsi le veut la procé-

dure, ce faux pas pèsera lourd de-

A Lyon, Georges Abdallah ris-

quait dix ans d'emprisonnement

Le parquet, que M. Chalandon in-

vite aujourd'hui à la fermeté, en

réclama... quatre et fut exaucé. Il

faudra se souvenir de ce faux pas

si Me Vergès obtient, comme il le

peut, une condamnation mini-

mum de son client, voire, contrai-

rement au vœu du garde des

BERTRAND LE GENDRE.

vant les assises de Paris.

sceaux, un non-lieu.

jourd'hui d'un nouvel examen des

ment pas de le faire remarquer.

la réalisation ».

Me Verges s'y est refusé.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Elysée critique les « facilités » accordées à Mgr Hilarion Capucci

Dans l'entourage de M. Mitterrand, pendant sa visite en Andorre, on assurait, le rendredi 26 septembre, que l'Elysée n'avait en aucum contact « ni de près ni de loin » avec Mgr Hilarion Capacci, qui a rencontré Georges Ibrahim Abdallah dans sa cellule de la Santé. « L'Elysée, ajoutait-on, ne juge pas très souhaitables les facilités qui lui ont été accordées. Il a été traité avec des égards particuliers, des facilités exceptionnelles, et nous ne comprenous pas

Ancien vicaire grec catholique de Jérusalem, proche du présideut syrieu et désenseur de la cause arabe et palestinienne Mgr Capucci avait rencontré Georges Abdallah sur sa demande.

A cet égard, le porte-parole de Matignou, M. Deuis Baudouin, avait assuré jeudi que « le gouvernement avait estimé |en autorisant cette visite] qu'il pouvait faire passer un certain nombre de mes-sages à Abdallab », mais que Mgr Capucci « n'avait été chargé d'aucune mission per le gouvernement français, qui continue à ne parier qu'à des États ».

« Je ne suis pas en visite mais en mission »

ment en cours pour mettre un terme à la vague d'attentats antifrançais, a indique, le vendredi 26 sentembre à l'AFP, Mgr Hilarion Capucci. qui a défini son séjour en France comme uno - misson de bons offices -.

Le vicaire patriarcal n'a pas voulu préciser qu'étaient les interlocuteurs du Proche-Orient concernés par cette mission. Il a seulement indiqué que celle-ci, déjà marquée par plusieurs entretiens avec des responsables français et une visite à Georges Ibrahim Abdallah, peut l'amener à se rendre dans d'autres capitales. Lesquelles? « Là où l'intérêt de la France m'amènera. Y a-t-il des négociations en cours? « Je pense

Mgr Capucci a qualifié les entretiens qu'il a eus jusqu'à présent avec les responsables français de « très courtois et excellents ».

A la question de savoir s'il est à Paris de sa propre initiative ou sur la demande du gouvernement français, Mgr Capucci a répondu: - Je na je n'ai pas besoin de qui que ce soit pour accomplir mon devoir de pretre chrétien. »

Il a justifié ses « efforts » par sa volonté - d'aider la France, qui passe actuellement des moments très difficiles (...), de défendre la cause sacrée des Arabes – la cause palestinienne. – parce que les crimes perpétrés en France su répercutent d'une façon on ne peut plus nefaste sur cette cause », qu'il - sanctifie -. Enfin, par son souci que les Arabes, et notamment les Libanais, résidant en Europe ne soient pas les victimes d'un racisme qui considère que tous les Arabes sons responsables des attentats ».

Quelle impression Mgr Capucci a-t-il eu de Georges Ibrahim Abdallah ? -J'ai eu l'impression d'etre face à un idéaliste. Je l'ai vu en

Des négociations sont actuelle-tent en cours pour mettre un terme demendé comment il était traité, il ne s'est pas plaint. J'ai pu comprendre qu'il condamne la violence et le terrorisme. C'est tout ce que je peux vous dire, parce que je lui ai avant tout rendu visite en tant que pre-

> Est-ce que cette visite est liée aux tractations en cours? - Ça en fait partie, il s'agit d'un tout indissocia-

Le prélat a refusé de répondre sur l'existence d'un lien entre la vague d'attentats et une éventuelle promesse non tenue par la France de libérer Georges Ibrahim Abdallah. Il a également refusé de dire si la libération d'Abdallah est une conditon nécessaire pour arrêter la vague terroriste.

Mgr Capucci a été plus précis sur les négociations qui ont abouti à la libération de M. Gilles Sidney Peyroles, ancien directeur du Centre culturel français de Tripoli, au nord du Liban, enlevé le 23 mars 1985 et libéré huit jours blus tard. Il s suis pas en visite mais en mission, et affirmé : « J'ai effectivement participé et contribué, avec d'autres, à cesse libération -

> Mgr Capucci s'est, d'autre part, l'élicité de la politique française au Proche-Orient, qu'il s'agisse de la question palestinienne, du . sacrifice - des soldats français au Liban ou des efforts pour mettre fin à la guerre Irak-Iran. Il a salué la demande française au Conseil de sécurité de l'ONU d'un retrait total d'Israël du Liban et d'un déploiement de la FINUL jusqu'à la frontière internationale du pays, qualifiant cette demande de « sensationne!le ».

Pour Mgr Capucci, le problème du terrorisme lié au Proche-Orient ne sera radicalement résolu qu'avec la fin des conflits dans cette région. - puisqu'en éliminant les causes on élimine les effets ».

La fermeté du pouvoir face aux rumeurs de tractations

(Suite de la première page.)

Cette perspective prenzit tellement corps que les Etats-Unis, par l'intermédiaire de M. Georges Kiejman déciderent alors de se constimer partie civile afin de contrecarrer, si possible, ce projet.

Aujourd'hui « le gouvernement », précisé, en insistant, M. Chalandon, écarte toute idée de non-lieu. Le procureur de la République, soumis hiérarchiquement au garde des soesux, fera tout ce qu'il peut pour l'éviter. Plus : M. Chalandon fixe à la justice, pour la comparution d'Abdallah aux assises, un calendrier contraignant, tellement contraignant qu'il ne sera sans doute pas respecté : un mois pour clôturer l'instruction, auquel s'ajoutent les deux mois maximum accordés par le code à la chambre d'accusation pour se prononcer à son tour.

Outre que le garde des sceaux, comme l'a fait remarquer vendredi l'avocat d'Abdallah, Me Jacques Vergès, n'a pas le pouvoir de fixer un délai au juge d'instruction, celuici, pour ce qu'on en sait, ne touchera pas au but dans le mois qui vient. Ce magistrat, M. Gilles Boulouque, attend le résultat d'expertises et d'autres éléments d'information destinés à éclairer sa lanterne. Deux mois au minimum semblent nécessaires pour clôturer ce dossier, dit-on au palais

de justice de Paris. De leur côté, Mª Kiejman et Vergès peuvent intervenir pour de-mander que soit éclairei tel ou tel point titigieux. L'avocat de Georges Abdallah, surtout, a intérêt à faire traîner les choses. Le code le lui permet, Me Vergès peut exiger des ex-pertises et des contre-expertises. M. Boulouque est en droit de les lui refuser, mais ce refus peut être soumis par l'avocat d'Abdallah au président de la chambre d'accusa-

S'il n'est pas acquis que Me Verges usera des ressources, souvent insoupçonnées, de la procédure, il saute aux yeux qu'il n'a pas intérêt à précipiter la comparution de son client devant la cour d'assises. Encore sous le choc des attentats de ces dernières semaines, les jurés ne feraient sûrement pas de quartier.

Georges Abdallah est incuipé de complicité d'assassinat pour le meurtre, à Paris, en 1982, de deux diplomates, l'Israélien Yacov Barsimantov et l'Américain Charles Ray. S'il a été entendu par la police dans sa cellule de la Santé, après les récents attentats qui, en dix jours, ont fait neuf morts et plus de cent soixante blessés, ce n'est pas pour cela qu'il comparaîtra aux assises. Mais cette vague d'attentats pèsera lourd dans la décision des jurés.

Et d'autant plus, que, à la diffé-rence d'Anis Naccache, dont la libé-ration est, elle aussi, réclamée par les poseurs de bombes, il se refuse à condamner ces attentats. Pressé vendredi sur Europe 1 par Mª Kiejman

Edgar Brandys est acquitté par la cour d'assises de Vaucluse

Accusé du meurtre de son épouse

Le verdict est la parfaite illustration de la règle selon la-quelle le doute doit bénéficier à

CARPENTRAS de notre envoyé spécial

Brandys Edgar est-il coupable d'avoir volontairement donné la mort, le 7 août 1984, à Pernesmort, le 7 dout 1934, à Pernes-les-Fontaines, à Jocelyne Brandys, son épouse? La réponse est non. « Cette seule réponse, qui rendait sans objet les questions relatives à la pré-méditation et aux circonstances atténuantes, a donc été, le vendredi 26 septembre, peu avant vingt-trois heures, l'épilogue d'un procès excep-tionnel. L'acquittement d'Edgar Brandys est la parfaite illustration d'une exacte application de la règle selon laquelle le doute doit bénéficier à l'accusé. Et, parce que cette règle n'est pas toujours règle d'or, l'arrêt de la cour d'assises de Vaucluse, rendu après trois heures de délibération, peut être tenu pour exemplaire.

Il fallait, en effet, pour en assurer Il fallait, en effet, pour en assurer la responsabilité, non seulement une grande conscience, mais aussi un courage certain. A Carpentras, l'affaire Brandys était «l'affaire» tout coart, avec ce que cela peut impliquer de passions locales. La foule qui, durant quatre jours, se pressait à l'entrée du palais de justice jusqu'à l'indécence, avait, à maintes reprises, par ses rumeurs et maintes reprises, par ses rumeurs et ses cris, témoigné de l'hostilité qu'elle portait à l'accusé.

Ce n'est pas un mince mérite pour ceux qui avaient à juger d'avoir montré qu'ils n'en avaient cure. Ils avaient aussi un autre obstacle à suravaient aussi un autre obstacle à surmonter en proclamant, comme ils
Pont fait, que l'enquête menée par la
gendarmerie tout comme l'information judiciaire, conduite par un
jeune juge d'instruction, navaient
finalement pas réuni des charges
suffisantes, jugées pourtant encore
comme telles par la chambre d'accusation de Nimes, qui avait renvoyé
Edgar Brandys devant les assises.

Une réquisition surprepante

Ces charges, pourtant, le repré-sentant du ministère public, Mis Christiane Poli, les avait tenues pour probantes puisqu'elle avait requis consciencieusement vingt ans de réclusion criminelle. Si, dans l'esprit de Mª Poli, Brandys était l'auteur du meurtre, s'il fallait croire que c'était lui qui ensuite avait orga-nisé une mise en scène pour faire croire à un crime de rôdeur, si enfin, reparti à Lyon, c'est lui qui avait, par son comportement et ses appels téléphoniques, amené sa fillette de sept ans, Stéphanie, à découvrir la première la mort horrible de sa mère, la demande de cette peine de vingt ans pour un crime tenn de sur-croît comme ayant été prémidité et faisant encourir la réclusion crimi-nelle à perpétuité pouvait sembler singulière et attester d'un défaut de

logique. La défense ne manqua pas de le relever.

Pour autant, se tâche n'était pas facile. Elle l'était d'autant moins que siégeait, en qualité d'assesseur, M= Solange Roussel, juge des tutelles à Carpentras et qui, en cette qualité, avait décidé, après le crime, le placement de la fille d'Edgar Brandys, la petite Stéphanie, auprès d'un frère de la victime. Du même coup, les témojonages que devais coup, les témoignages que devait donner l'enfant avant cette décision de placement et après elle s'étaient révélés tout à fait contradictoires. Autant elle ne paraissait point défa-vorable à son père à l'origine, autant ensuite elle devait l'accabler.

Assurement, Mre Roussel n'avait pas en à connaître du dossier crimi-nel instruit contre Edgar Brandys. Sa présence parmi les magistrats composant la cour d'assises n'était assurément pas illégale. Mais, tout au long des débats, elle avait montre au courtieur au toiles combien par ses questions multiples combien elle s'impliquait personnellement. Au point que, venu le moment des plaidoiries, les défenseurs furent amenés à constater qu'elle recopiait certains éléments du dossier comme certains éléments du dossier comme si elle entendait user, ensuite, de ses notes pendant la délibération. Or la loi veut que, au cours de cette déli-bération, le dossier soit laissé dans la sulle d'audience aux mains du gref-fier afin que l'on ne puisse soupçon-ner qui conque d'utiliser à ce moment telle ou telle pièce qui n'aurait pas fait l'objet d'un débat public contradictoire. public contradictoire.

C'est pourquoi non seulement la défense se fit donner acte de cette analyse, mais annonça qu'elle saisis-sait le premier président de la cour d'appel de Nîmes d'une demande de réquisition de Mes Roussel.

Sans frime et sans grandiloquence

Ces mines astucieusement posées sont devenues sans objet. Mais dans quelle mesure leur pose n'a-t-elle pes, malgré tout, joué un rôle en neutralisant le magistrat ainsi visé, en en faisant, vis-à-vis des jurés, un interlocuteur moins dangereux pour Edgar Brandys?

ceia n'amar pu surine si e dos-sier avait été inébraniable. Il ne l'était pas. Restait à en convaincre les jurés. Les défenseurs, Ma serge Billet, Henri Coupon et Yves Kle-niec, savaient qu'ils s'adressaient à un auditoire réceptif.

un àuditoire réceptif.

Ce n'est point trop dire que tous furent exemplaires. Leur manière fut, de bout en bout, sans frime et sans grandiloquence. Tout fut dit qui devait l'être, avec courage et rigueur. La rigueur n'est pas chose innée. Quant au courage, il est l'honneur même de la profession d'avocat.

Mais, si la défense est à louer, le magistrat qui présida ces débats dif-ficiles, M. Jacques Martin, ne doit pes l'être moins, qui mena sans faute ce procès compliqué et fut le premier à y relever ce qu'il en appela, dès le premier jour, « des contradic-

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'enquête sur les attentats revendiqués par Action directe

Marina Da Silva est inculpée d'association de malfaiteurs

Interpellée, mercredi 24 septembre, dans l'enquête sur les récents attentats à Paris, pour lesquels eile a été mise hors de cause, Mª Marina Da Silva, vingt-huit ans, proche de Frédéric Oriach, le militant d'extrême gauche propalestinien interpellé lui aussi, a été inculpée vendredi par M. Gilles Rivière, juge d'instruction chargé de l'enquête sur plusieurs attentats revendiques par Action directe, d'association de maifaiteurs et de complicité de destrucbiens immobiliers et d'objets mobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive. Elle a été placée sous centrôle judiciaire.

Cette inculpation fait suite à la découverte au domicile de Marina Da Silva d'une machine à écrire qui, selon la police, aurait pu servir à la frappe de plusieurs revendications d'attentats commis per Action directe, et notamment celle de l'attentat à la voiture piégée contre l'OCDE le 21 juillet dernier. Le rapport écrit du laboratoire de la préfecture de police devra cependant confirmer cette première indication.

Remise en liberté de Frédéric Oriach

De son côté. Frédéric Oriach, lui aussi remis en liberté, a été inculpé par M. Claude Grellier, juge d'ins-truction, d'obtention indue de documents administratifs (un passeport pour lequel il avait présenté une fausse déclaration de domicile) et

Marina Da Silva a déjà été condamnée à seize mois de prison ferme et à 900 000 francs de dommages et intérêts par le tribunal cor-rectionnel de Paris, le 10 novembre 1983, pour sa participation - qu'elle a toujours niée - au saccage du musée de la Légion d'honneur à Paris, le 22 avril de la même année. Elle avait été libérée au printemps.

Cette denzième inculpation vise une interview à Europe 1, le 12 juin der nier, au cours de laquelle Frédéric Oriach avait déclaré qu'il ne regret-tait pas la mort du général René Audran, tue dans un attentat revendiqué par Action directe, parce que d'apologie de crimes et de meurtres. c'était « un trafiquant d'armes ».

M. Chalandon: les assises pour Abdallah

M. Albin Chalandon, garde des sceaux, a fait vendredi 26 septembre, en marge du congrès de la Chambre nationale des huissiers de justice auquei il assistait à Dijon, la déclaration suivante :

«Le gouvernement rétière sa posi-tion de sermeté et son resus de toute négociation avec des terroristes. L'information judiciaire actuelle-ment diligentée à Paris doit être menée à son terme dans les plus brefs délais.

J'ai prescrit au procureur de la République de prendre des réquisi-tions afin de faire renvoyer Abdal-lah devant la cour d'assises. La chambre d'accusation devrait ainsi être saisie dans un délai de moins d'un mois et elle aura, conformément à la loi, deux mois au maximum pour statuer.

Dans ces conditions, et sous réserve de l'appréclation des juges qui, en toute indépendance, auront à connaître de cette affaire, le procès Abdallah s'ouvrirait en février pro-chain, devant la cour d'assises de Paris. » Quatre mois après son évasion de la Santé Michel Vaujour est arrêté au cours d'un hold-up

Quatre mois jour pour jour après sa spectaculaire évasion (à bord d'un hélicoptère piloté par son épouse) de la prison de la Santé, Michel Vaujour est retombé entre les mains des policiers après un hold-up manqué, le vendredi 26 septembre, dans le vingtième arrondis-sement de Paris.

Vers 15 beures, armés de gros calibres, Michel Vaujour et deux complices - tous trois grimés et por-tant postiches - pénètrent dans une agence du Crédit lyonnais rue Beigrand. Après s'être emparés du contenu de la caisse, les malfaiteurs, prenant une employée en ouge, ten-ver nez à nez avec des policiers : une équipe du commisseriat de Cha-

 Greenpeace » : M. Bianco et le général Saulnier se décistent de leur action contre VSD. — Les procès en diffamation intentés à l'hebdomadaire VSD par le général Jean Saulnier, chef d'étzt-major des armées, et M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, n'auront pas lieu, les deux plaignants s'étant désisté de leur action.

Dans un article intitulé : « Coulez le Greenpeace : caux qui ont donné l'ordre », publié dans le numéro daté du 15 août 1985, VSD citait plusieurs personnes, dont M. Bianco et le général Saulnier, à l'époque chef d'état-major particulier de la prési-dence. Une citation à comparaître devent le dix-septième chambre correctionnelle de Paris avait été adressée à VSD pour « diffamation publique envers un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions », et les plaignants demandaient le versement du franc symbolique de dommages et intérêts.

tent de gagner la porte de Bagnolet où les attendent deux motos relais. Mais à deux reprises ils vont se trouronne qui effectuait une ronde, puis un fourgon de police alerté, semble-t-il, par la banque. Policiers et mal-faiteurs échangent des coups de feu : l'employée de la banque est blessée au bras et au dos (on ne sait par qui elle a été atteinte, gangsters ou poli-ciers), un gardien de la paix gravement touché au ventre devra être évacué par hélicoptère, trois autres sont légèrement atteints par des éclats de verre.

Parmi les trois malfaiteurs appréhendés, deux sont blessés. Grievement atteint à la tête, Michel Vaujour est reconnu grâce à ses empreintes digitales et à ses tatouages. Le butin a été récupéré. Les policiers recherchent un quatrième complice qui aurait pu attendre à bord d'une voiture à proximité de la banque. Nadine Vaujour, qui avait épousé Michel Vaujour en prison - avait organisé l'évasion de son mari en mai dernier, a été interpellée en Dordogne, tôt samedi matin. Après avoir appris à piloter un hélicoptère, elle avait réussi à lui faire quitter la cour de la prison de la Santé accroché au patin de son appareil. Depuis, selon les policiers, ils auraient quitté la France pour l'Amérique du Sud, A cours d'argent, ils seraient revenus pour se remettre à flot. Après une dizaine de condamnations pour vols de voitures et attaques à main armée, Michel Vaujour avait été condamné en 1983 à une peine de dix-huit ans de réclusion pour une tentative d'homicide sur un policier qu'il a toujours niée. Se sixième belle n'aura duré que quatre mois.

L'hebdomadaire « VSD » condamné à dissimuler la photo des gardiens de Georges Ibrahim Abdallah

tribunal de grande instance de Paris, a ordonné, le vendredi 26 septembre, en référé à l'hebdomadaire VSD de dissimuler l'image des doux gardiens de la prison de la Santé dont la photo, prise clandestine-ment, alors qu'ils sont en compagnie de Georges Ibrahim Abdallah, est publice dans le dernier puméro de l'hebdomadaire.

Les deux gardiens, MM. Daniel Lhussier, surveillant chef, et Noël François, surveillant, avaient demandé, vendredi, la saisie du jour-

Le magistrat a pris cette mesure sous astreinte de 50 francs par numero vendu en infraction. Il a en outre attribué une provision de M. Francois.

Lors de l'audience, Me Chanut et Herzog avaient plaide qu'il n'était pas admissible que des gardiens de prison soiera photographies pour vendre du papier. On n'imaginerait pas que les juges d'instruction charges de ces offcires de terrorisme le soient, or ils courent les mêmes risques que les gardiens ». M: Illouz, conseillé de VSD, aveit souligné, pour sa part, que la saisie serait inefficace, le journal étant en vente depuis deux jours, et les gardiens n'étant pas vraiment recon-

M. François Siegel, directeur de publication de l'hebdomadzire, a dre .

maissables.

M. Pierre Culié, vice-président du 70 000 francs de dommages-intérêts indiqué son intention de faire appel ibunal de grande instance de Paris, à M. Lhussier et de 35 000 francs à de cette décision. « Les de cette décision. - Les 400 000 exemplaires du journal ont été mis en vente jeudi. Il nous est impossible d'aller dans les 40 000 points de vente et de retoucher la photo des deux gardiens dans chaque exemplaire encore sur le marché. . M. Siegel a en outre - contesté » la décision du juge des rélérés, estimant qu'ail devient de plus en plus difficile de faire de la presse et de publier des informotions .. Tout cela, a-t-il conclurelève d'un processus couramment admis, qu'on peut taper sur les jounaux et qu'il y a de l'argent à pren-



Le débat sur la résolution finale a fait apparaître les difficultés de la coopération internationale

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Denx conventions signées, une résolution adoptée : l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et les gouvernements des pays membres « ont bien travaillé » concluait, le vendredi 26 septembre, un délégué français à l'issue de la première conférence extraordinaire de l'Agence réunie pendant trois jours à Vienne. Cette nouveile rénnion de l'après-Tchernobyl doit surtout être le « point de départ d'un nouveau processus de coopération internationale sur la sureté nucléaire », a indiqué, pour sa part, le ministre ouest-allemand de l'environnement, M. Walter Wallmann.

Les représentants de cinquante et an pays (sur les quatrevingt-quatorze présents) se sont solennellement succèdé sous les lustres du palais impérial de la Hofburg pour parapher les textes de deux conventions. La première Oblige tout Etat signataire à avertir - sans délat - en cas d'accident nucléaire, les pays voisins qui pourraient être physiquement touchés par les rejets radioactifs. Ce texte couvre toutes les installations nucléaires civiles et militaires, à l'exception des armes et effets atomiques. Cependant, les cinq puissances nucléaires militaires - Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS - se sont publiquement engagées à prendre en compte ces derniers.

Il s'agit là d'un . document important ., selon M. Gerard Errera, le gouverneur français à l'AIEA. La catastrophe de Tchernobyl n'eurait, selon lui, « pas provoqué la même angoisse et la même panique dans les pays d'Europe occidentale si les Soviétiques avaient plus rapidement fait toute la lumière sur l'accident ». L'attimde de Moscou - a mis en relief le manque d'accord politique interna-tional », relatif à l'information rapide, a souligné M. Errera. Voilà cette lacune comblée par un texte qui pourra entrer en vigueur trente jours après sa signature.

La seconde convention concerne - l'assistance mutuelle en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique ». Elle pré-cise que les services rendus peuvent, dans certains cas, être remboursables par le pays assisté. Cette dispo-

sition a fortement déplu au gouver-nement luxembourgeois, qui trouve « profondément injuste » que l'Etat assistant, s'il est à l'origine de l'acci-dent, ait la possibilité de demander aux pays voisins le remboursement de son aide. Sur cette déclaration luxembourgeoise planait évidem-ment l'ombre de la centrale mosellane de Cattenom, même si la France - particulièrement concernée » par ces propos, a fait preuve d's une attitude de compréhension et d'ouverture ». Le Laxembourg s donc refusé d'approuver cette convention - toute comme la pre-mière - mais il est resté minoritaire.

> Seize amendements

Si l'adoption de ces conventions s'est faite sans grande difficulté, il en a été tout autrement pour l'appro-bation de la résolution finale de la session ministérielle. Ce texte, général et vague, réaffirme la responsabilité de chaque Etat engagé dans des activités aucléaires civiles ; il appelle à un renforcement de la coopération internationale sur la sûreté, souligne l'importance du rôle de l'AIEA dans ces domaines...

Pourtant, sur ce « dénominateur commun -, selon les termes de M. Errera, ont été déposés seize amendements. Le premier paragra-phe, reconneissant que « l'énergie nucléaire va continuer à être une

importante source d'énergie pour le développement social et économique », n'était par exemple pas du goût de pays comme la Suède. Quant au Mexique, parlant au nom d'un certain nombre de pays en voie de développement, il réclamait des « échanges d'informations entre pays fournisseurs (d'installations nucléaires) et Etats bénéficiaires sur la sureté nucléaire » et demandait en quelque sorte que soient rendus obligatoires les transferts de

Il a finalement été décidé que toutes ces propositions scraient examinées plus tard par le conseil des gouverneurs de l'Agence et, après de nombreuses heures de discussions, la résolution a pu faire l'objet d'un

La semaine prochaine, une session ordinaire de l'Agence discutera de l'expansion du programme de sureté de l'AIEA et du budget qui lui sera accordé. En novembre, un groupe d'experts réfléchira sur le plus long terme et réexaminera les normes de sureté internationale. « Des centaines de réunions de techniciens seront organisées », a indiqué le directour général de l'ALEA, M. Hans Blix. Et cela dans l'espoir que la triste expérience de Tchernobyl ne se renouvellera pas. Même si, comme l'a dit M. Blix, - la sureté d'une installation nucléaire ne pourra jamais être assurée à 100% ».

ELISABETH GORDON.

Comment en sortir?

«Arrêtons l'énergie nucléaire maintenant. Greenpeace veut un avenir sens nucléaire » : les Viennois qui, tôt dans la matinée du jeudi 25 septembre, arpentaient les allées du perc d'attractions de la capitale ont pu lire cette déclaration aur une large bende-role que les militants de l'organisation écologiste avaient accrochée au plus haut de la roue géante. Les autres ont pu suivre sur leurs écrans de télévision cette manifestation pacifique contrôlés par quelques policiers, turtout inquiets d'un éventuel

Vendredi, c'était au tour d'une centaine de membres du mouvement Anti-atom international de manifester. Une vingtaine d'entre eux ont été interpellés par la

directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique une déclaration résumant leur contre-réunion sur el'(in)sécurité nucléaire». Ils y explorent les « voies de sortie »

« De nombreuses études de différents pays montrent que cette sortie est possible à court terme, indique Anti-atom international dans sa déclaration finale. Un système rationnel d'énergie qui utilise les surcapecitée existantes ainsi que des économies d'énergie et le développement des ressources renouvelebles pourrait permettre de s'affranchir des besoins en énergia nucléaire. »

MÉDECINE

Un ou deux vaccins contre la grippe?

Le virus A/Singapour/6/86 va-t-il toucher l'Europe cet hiver ? Les responsables de la santé publique aimeraient bien connaître la réponse à cette question, car d'elle dépend la manière dont on va vacciner contre la grippe cette année. Le problème est simple : soit le virus Singapour reste confiné en Extrême-Orient, là où on l'a détecté au début de l'été dernier. Dans ce cas, le vaccin anti-grippal est prêt, sa formule étant A/Mississippi/85, B/Ann-Arbor/86, A/Chili/83. Soit, au contraire, il se décide à voyager jusqu'en Europe. Il faudra alors peo-céder à une deuxième vaccination. dès que le centre de référence international pour la grippe, qui se trouve à Londres, aura repéré sa présence à nos frontières.

La composition de vaccin antigrippal est déterminée vers le mois de mars. Cette année, les spécia-listes ont, par rapport à l'an dernier, procédé à deux changements, le virus B/Ann-Arbor remplaçant le virus B/URSS et A/Mississippi chassant le A/Philippines. Immédiatement, commence alors la fabrica-tion des lots de vaccins. Il était donc trop tard pour intégrer dans ce vaccin le virus Singapour, dont on n'avait pas noté la présence depuis plus de vingt-cinq ans. • De ce fait, explique le professeur Claude Han-noun (directeur du Centre national de la grippe, Institut Pasteur), il nous a fallu preparer, à titre de précaution, un vaccin monovalent, dirigé contre ce seul virus Singa-DOUT. »

On ne connaît pas encore la viralence de ce nouveau virus, de type H 1 N 1. On sait seulement qu'il a tendance à s'attaquer, de préférence aux personnes jeunes, donc a priori celles chez lesquelles la grippe est la moins grave. S'il s'avérait malgré tout qu'il existe un danger quelconque, il faudrait vacciner une deuxième fois contre ce seul virus les personnes déjà immunisées. Ce deuxième vaccin est en cours de fabrication, et tout sera prêt au début de l'hiver en cas d'alerte.

Ce n'est pas la première fois qu'un virus surprise se manifeste tardivement. En 1976, des milliers de lots de vaccin contre la grippe porcine avaient été préparés en toute hâte. En vain, le virus ne s'étant pas manifesté dans nos

Rappelons que la vaccination contre la grippe est particulièrement recommandée aux personnes âgées et à certains malades chroniques souffrant d'affections cardiaques, respiratoires, rénales, endocriniennes... Elle est gratuite pour les plus de soixante-quinze ans.

DÉFENSE

1 800 réservistes en manœuvre

Les maquis de Bourgogne

DIJON

de notre correspondant

Les collines de l'Anxois, à l'ouest de Dijon, ont vécu trois jours au rythme des escarmouches de tirs d'armes automatiques, de passages rasants d'hélicoptères et des spectaculaires débarquements de commandos disparaissant en quelques instants au plus profond des forêts locales. Mardi 23 septembre, l'encadrement du 10 régiment interarmes divisionnaire (RIAD) se réunissait à Sens et à Digoin (Saône-et-Loire). Le lendemain, c'était au tour des hommes du rang de rejoindre leur unité. Tous les effectifs de ce 10º RIAD, encadrement comme hommes de troupe, sont des réservistes, placés sous l'autorité du lieutenant-colonel Staghelimi, commandant l'école militaire d'Autun. Il allait avoir, pendant trois jours, à défendre le territoire bourguignon dont tous ses hommes (environ 1 800) sont issus contre un emetni figuré par une unité de gendarmes mobiles ou par une poignée

d'hommes du contingent. C'était la première fois que ce 10-RIAD évolusit sinsi sur le terrain. Il n'a été constitué qu'à la mi-1985 et on hi a remis son drapeau le 7 juin de cette année-là, à Alésia, haut lieu historique de Bourgogne. C'est pour le moins un symbole. Après l'exercice Maconge, dit le général Hailaud, commandant la 64º division militaire territoriale, le

10 RIAD est véritablement devenu le régiment de Bourgogne. »

Nouvelle, cette conception d'affectés constitués de réservistes régionaux et appelés à combattre sur lenr terrain? Pas tout à fait, répondent les hommes de l'étatmajor, mais il s'agit tout de même d'une totale réorganisation de la

En fait, tout au long de l'exercice Maconge 86, l'accent a été mis sur la nécessaire coopération qui devrait s'établir entre la gendarmerie, la population et le 10° RIAD. « En cas de menace », pent-on lire sur le « message à faire passer à la population - diffusé avant la manœuvre par la 64 division militaire, « la population et les unités de l'armée présente sur le terrain auront comme but la défense de nos libertės ».

En cas de conflit, la rapidité et l'efficacité des moyens de guerre actuels feraient que le territoire pourrait être investi fort rapidement. La bataille ne serait plus alors un face-à-face entre unités strictement militaires. Il n'y aura plus de front, mais une sorte de corps à corps entre un envahisseur et des

D'où ces unités qui tiennent tout à la fois de supplétifs des corps francs et des anciens gardes nationaux. D'où, aussi, cette toile d'araignée que constituent les régiments interarmos divisionnaires accrochés à leur propre terrain.

DIDIER CORNAILLE.

EDUCATION

Les universités à la découverte de la télématique

sités » organisé avec le soutien du Monde, vient de réunir pendant trois jours à l'université Paris-Dauphine phis de deux cents participants, universitaires (responsables de cellules d'information, informaticiens, responsables administratifs) et professionnels du secteur privé. L'ampleur - inattendue - de cette participation dit assez l'intérêt des universités pour les nouvelles technologies de la communication et l'espoir qu'elles placent dans la télématique pour améliorer et développer leur politique de communication.

Les exemples de premières réalisations télématiques en milieu universitaite (le Monde-Campus du 24 septembre) et le contrepoint permanent des services vidéotex grand public qui se multiplient acruellement, ont surtout permis de montrer aux universitaires que la télématique suppose pour être viable, voire rentable, une appréciation sérieuse des missions qui lui sont confiées et des publics visés, et des méthodolo-

Le colloque « Vidéotex et univer- Antant de terrains sur lesquels les universitaires manquent d'expérience et ont tout à gagner à multiplier les réseaux et les partenariats.

Comme l'a rappelé en conclusion M. Denis Varloot, directeur de la DBMIST (Direction des bibliothèques des musées et de l'informatique scientifique et technique, au ministère de l'enseignement supérieur), - même si l'écart existe entre les utilisations de la télématique dans les entreprises et à l'universté, les universitaires ne doivent pas se décourager, mais, au contraire, s'appuyer sur l'expérience des autres ». Le ministère entend bien poursuivre son action de sensibilisation, d'information et de formation, et aussi d'incitation financière, mais de manière non directive. « Le développement du vidéotex à l'université ne relève surtout pas d'une politique centralisatrice, a déclaré M. Varloot. La communauté universitaire tout entière doit savoir s'approprier les moyens télématiques en évitant gies rigoureuses de conception, de que ce soit la chose d'un seul service mise en cenvre et de marketing. ou d'une seule équipe.

DES JANVIER ETUDIEZ AUX

heberg, repes, un semestre à partir de 4600 \$, Doc. contre 5 timbres. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC. USA-French-Office, 57, ros Charles-Latfitts, S2200 Navilly, 47-22-94-94

Un long cri d'amour pour le Roi-Soleil...

Le talent, l'érudition universitaire, le sens du détail, l'entrain endiablé de sept décennies parcourues au galop, tout cela fait de cette œuvre l'une des meilleures biographies louis-quartorziennes publiées à ce jour.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

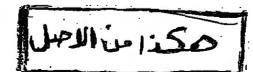
Le projecteur Bluche illumine le Roi-Soleil... Résultat, une réhabilitation en règle; une biographie monumentale, passionnante.

Arnould de Liedekerke, Le Figaro Magazine

Pleins feux sur l'astre solaire... Aucun livre, me semble-t-il, n'a l'importance, la conviction, la force d'argumentation de celui que je viens de lire.

Georges Blond, Le Figaro





Le Carnet du Monde

Naissances

 M. Jacques LOUVET
 Marie-Raphaèle GROCHE laissent à Guillaume la joie d'ausone la missance de

le 18 septembre 1986.

26, rue de l'Yvette, 75016 Paris.

Décès

- Jacqueline Chabrol et sa famille,
- Bernard Henri et sa famille, Dominique Henri
- et sa famille, Alain-Noël Fienri l == lamille, Les familles Briquet-Lesluin, Vido,
- Le conseil d'administration
- La directrice, Le personnel et les élèves de l'Institut ttional des jounes avougles,
- Le président, Le conseil d'administration et les membres de l'Association Valentin-Hafly pour le bien des aveugles,
- Le président, Le conseil d'administration et les membres du Groupement des tacis aveugles ou amblyopes,
- ont la douleur de faire part du décès de

Pierre HENRL

professeur honoraire à l'Institut national des jeunes avengles, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques,

survenn le 24 septembre 1986, dans sa quatre-vingt-huitième année.

On se réunira le mercredi 1" octobre à 15 h 30, en l'église Saint-Jacques de Montrouge, pour lui dire un dernier adles et prier.

34, avenue Emile-Boutroux, 92120 Montrouge.

- M. et M= Patrick Joussanne Edouard et Valérie, M. et M= Daniel Azoulay, Karine et Lionel,
- Le docteur

 te M= Bernard Joussanme,
 Bustien et Aurélie,
 M= Katherine Joussanme, es enfants et petits-enfants,
- ont la douleur de faire part du décès de

doctour André JOUSSAUME

survenn le 25 septembre 1986, dans sa soixante-douzième année. L'inhumation anna lieu an cimetière d'Angers (49000), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part,

8, Maplebranch Path Etobicoke M9F 3T5 (Out) 3, rae Jales-Simo 92100 Boulogne.

Place de l'Eglise, 83150 BandoL 2, rme Corot, 75016 Paris.

- M= Hélène Kressmann et sa fille, Muriel, Les familles parentes et alliées,

out la profonde douleur de faire part du décès de

M. Henry KRESSMANN,

enlevé à leur affection, le 24 septembre 1986, dans sa soizante-dix-neuvième Les obsèques auront lieu le mardi 30 septembre, à 14 h 30, au temple pro-

estant de Guebwiller. Selon la volonté du défunt, son corps sera incinéré. Les families en deuil : Kressmann, Bourcart, Engelbach,

68500 Guebwiller.

~ On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean STTRL chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 21 septembre 1986, à Baroc

De la part de M= Jean Sitri, son éponse, M. et M= Jean-François Sitri, Jean-Daniel, Anne et Laure, M= Claude Sitri,

M. et M= Marc Farge Mathicu, ses culants et petits-enfants, M= Pierre Vaz,

Les obsèques ont eu lieu à Barcelon-nette (Alpes-de-Haute-Provence), dans la plus stricte intimité.

04400 Barcelonnet 91380 Chilly-Mazaria. 75116 Paris. 95300 Pontoise.

- M= Lucien Uzan, née Neily Beliatche, M. et M= Michel Uzan et leurs filles,
- et seuts tures, M. et M∞ Claude Uzan et leurs fils, Les familles Uzan, Sarfati, Guez, Seibon, Bellaïche,

ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

M. Lacies UZAN.

Les obsèques aurunt lieu le hundi 29 septembre 1986.

Réunion à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 14 h 30.

Anniversaires

- Que coux qui can connu et nimé Jacques et Cécile GUEZ

alent, en ce jour anniversaire, une pen-16e émne à leur intention.

Michel POMEY,

Le prix Michel-Pomey - Fondation de France, a été attribué le 21 janvier 1986, à Jean Chapot pour son film le Regard dans le miroir.

Son souvenir reste vivant dans nos - Pour le premier anniversaire du

André SUBES,

ane messe sera celébrée à son intention le lundi 29 septembre 1986, à 18 heures, en l'église Notre-Dame de Clignancourt, à Paris-18*. Légion d'honneur

Sout nommés chevalier à titre pos-thume;

- Marcel Basdevant, commiss principal de la police nationale, tué le 9 juillet fors d'un attenuat d'Action directe contre le siège de la brigade de répression du banditisme à Paris.

- Jean-Pierre Davenet, pilote Roland Denard, mécanicien; Jack Lebel, mécanicien, et Jacques Ogier pilote, tous tues le 19 juillet, en combat-tant à bord d'un bombardier d'eau DC-6 un incendie de garrigues dans la pro-vince de Gérone (Espagne).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnes du Monde -, sons priès de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de

Sports

VOLLEY-BALL

Sans-faute français

L'équipe de France de volley-ball a réussi un parcours sans faute à Montpellier, au premier tour du championnat du monde, en se qualifiant, sans concéder le moindre set, pour la suite de la compétition à Toulouse, du 29 septembre au 1^{er} octobre. Après avoir battu les Vénézueliens et les Chinois, les Français ont triomphé, vendredi 26 septembre, des Italiens, troisième aux Jeux olympiques de Los Angeles, par 3 sets à 0 (16-14, 15-7, 15-5), en moins d'une

beure et demie de jeu. Après un départ très laborieux, les Français, crispés par l'enjeu out rétabli la situation en fin de premier set, pour s'imposer avec l'entrée en jeu d'Eric Bouvier, écarté du début de ces championnats par une contracture au mollet (le Monde du 27 septembre). Maigré quelques imperfections, notamment à la réception, ils out ensuite pris l'ascendant sur les Italiens, dont les plus jeunes éléments, vicechampions du monde espoirs en 1985, ont perdu une partie de leurs moyens face à la furie française, soutenne par le public en délire.

Les genoux dans la glace

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Jean-Luc Guédé rêvait de succéder à Ivan Carkovic ou à Jean Castaneda dans les buts de l'Association sportive de Saint-Etienne. Trois siages infractueux chez les «verts» l'ont persuadé que son avenir était plutôt dans la kinésithérapie. Mais c'est la rencontre avec des volleyenrs au Bataillon de Joinville qui l'a incité à changer de sport et à se mettre, à vingt-cinq ans, au service de l'équipe de France pour sa préparation du championnat du monde. Une présence qui n'était pas super-

 Les volleyeurs sont beaucoup plus sollicités physiquement que les footballeurs, estime-t-il. Au Mundial, les footballeurs avaient au moins trois jours de repos entre deux rencontres. En compétition, les volleyeurs jouent tous les jours, avec des durées de match qui peu-vent atteindre cinq heures. Or, même s'il n'est pas un sport de contact, le volley-ball ne met pas ses pratiquants à l'abri des blessures, le plus souvent au niveau des articulations (entorses de cheville, de doiets, blocage du dos) et des tendons (tendinites d'épaule, du genou, du quadriceps, ou du tendon rotu-

lien). Pour les valleyeurs de l'équipe de France, en stage depuis dix-huit mois, ces risques étalent encore acerus par le passage de trois ou quatre entraînements hebdoma-daires à deux séances quotidiennes, auxquelles se sont ajoutées les fatigues de tournées en Asie, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Europe et des cent douze rencontres internationales disputées en un pen moins de cinq cents jours.

Préparer les organismes

« Avec les entraîneurs et le médecin. Charles Marcovitch, nous avons orienté notre travail vers la prévention, en s'efforçant de préparer les organismes à mieux supporter ce surcroît de travail et de fatigue», explique Jean-Luc Guédé. Pour prévenir les tendinites, le kinésithéra-peute de l'équipe de France a insti-tué des exercices d'étirements spécifiques, en fonction des séances de musculation, de sant ou d'entrainements plus techniques. Genoux et épaules sont systèmatiquement enveloppés de sachets de glaçons à la fin des entraînements et des Dans le même but, le corps médical fait aussi appel à la diététique.

Une manyaise alimentation et un manque d'hydratation penvent, en effet, favoriser l'apparition d'une tendinite, même s'ils n'en sont pas la cause. Les joueurs sont donc invités à éviter les viandes rouges, les abats, les graisses animales. Des massages systématiques réduisent aussi les

effets de la fatigue musculaire. Plus délicate est la prévention des problèmes au niveau des articula-tions. Ces dernières et le dos sont très sollicités en volley-ball. Pour attaquer ou contrer, un joueur peut effectuer près de cinq cents sauts dans un match en cinq sets. Le ren-forcement de la musculature et la recherche de la perfection du geste technique peuvent ici limiter les sources d'accident. Les Français procèdent en particulier à un travail proprioceptif sur des plateaux instas, pour renforcer la musculature péri-articulaire des genoux et des chevilles, tout en améliorant lour

Le talon d'Achille des volleyeurs reste pourtant... les doigts, amenés à contrer le ballon, qui peut dépasses 200 kilomètres-heure sur un smash «Cela peut provoquer des petits arrachements osseux ou des frac tures et, plus fréquemment, des entorses du pouce ou des œutres doigts, explique Jean-Luc Guédé. Lè aussi, on applique de la glace pour réduire les phénomènes congestifs et la douleur et on fait un bandage simple pour limiter les mouvements extrêmes. Cela fait très mal, mais cela n'entraîne de forfait qu'en cas d'arrachement

nentaire ou osseic.> GÉRARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS POULEA

Montpellier) Chine b. b. Italie, 3-0. Venezuela, 3-0; France Class. - 1. France, 6 pts; 2. Italia, 5:3. Chine, 4:4. Venezuela, 3.

POULEB (Tourcoing) Pologne b. Taiwan, 3-0: URSS b. Cube, 3-1.

Class. - 1. URSS, 6 pts; 2. Caba, 5; 3. Pologne, 4; 4. Taiwan, 3. POULE C (Clermon-Ferrand

Bulgarie b. Egypte, 3-0; Bréail b. Tchécoslovaquie, 3-0. Class. - 1. Bréail, 6 pts; 2. Bulga-rie, 5; 3. Tchécoslovaquie, 4; 4. Egypte, 3.

POULE D (Oriéans) Japon b. Grèce, 3-0; Etate-Unis b. Argentine, 3-0.

Class. - 1. Etats-Unis, 6 pts; 2. Argentine, 5; 3. Japon, 4; 4. Grèce, 3. CYCLISME: nouveau record

du monde pour Francesco Moser.

— C'est le temps de la «recordite».

L'Italien Francesco Moser a battu le record du monde de l'heure en basse altitude, vendredi 26 septembre au vélodrome Vigorelli de Milan, en effectuant 48,543 kilomètres. Il détensit déjà la meilleure perfor-mance en altitude avec 51,151 kilométres boucles, le 23 janvier 1984 à

Météorologie

Evolution probable du temps en France entre le samedi 27 septembre à 0 beure et le dimanche 28 septembre à

Les hautes pressions vont prédominer sur la France. Mais, en bordure du cou-rant perturbé sur les îles Britanniques, le nord du pays sera touché par des pas-sages nuageux. D'antre part, l'air insta-ble en Méditurranée ne concernera plus que le Coure.

que la Corse.

Dismanche : de la Bretagne et des pays de Loire au Bussin pariescu et Flandres, la matinée sera auser mageuse, et le ciel sera même souvent couvert du Cotentin au Nord. Du Sud-Ouest au Lyonnais, Bourgogne et tout le Nord-Est, des banes de brouillard se forme-ront pà et là. Enfin, sur la Corse, des one la Corse.

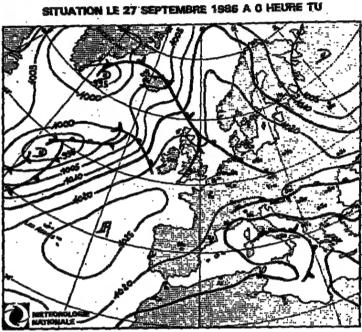
Pour la journée, les moins favorisées seront les régions du Pes-de-Calsis et de

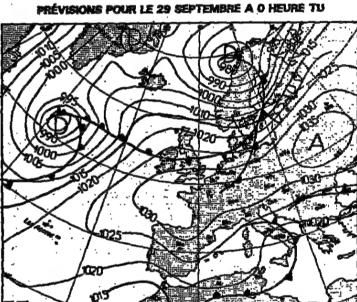
la Somme aux frontières du nord, où les nuages prédomineront. Par ailleurs, les brouillards aurom du mal à se dissiper près du Lyonnais et dans les vallées de l'Anvergne. Sur les autres régions, il fera bean. Le ciel sera par moments voilé des côtes de la Manche au Bassin partsien, à l'Aisace et au Jura. Les Alpes et les côtes méditerranéemes auront, par contre du soleil dès le auront, par contre, du soleil des le

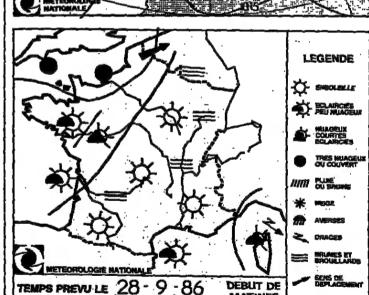
la Somme aux frontières du nord, où les

Côté sessperantes: les minima tout de 4 à 6 degrés du Nord-Est au Massif Central (et même localement 2 degrés), jusqu'à 6 à 10 degrés dans le Sud-Ouest, et 8 à 12 degrés sur le Nord-Ouest et la Méditerranée.

Les maxima seront de saison sur la moitié nord du pays, avec 16 à 20 degrés, ils atteindront 22 degrés du Midi-Pyrénées à la basse vallée du Rhône, et 24 à 26 degrés sur la Provence et sur la Corse.







MATINEE

- * -

1. 20

	_	-	_			
Val	ture.	ench	-	mexima - minima s relevées entre x le 27-9-1986 à 6 h TV	le 26-9-1996	
FRAN	ICE		-	TOURS 18 5 . S	LOS ANGELES 21 13	Ś
AUACOO	23	16	N.	TOULDUSE 16 12 . C	LUXEMBOURG 16' 7	5
MARRITZ	18	15	N	KORUBAE 23 23 S	MONDRID 20 8	S
DOPOEAUX	20		. 5	ÉTRANGER	MARRAKECH 29 16	Š
KURCES	18		· 3-	EIGNIGEN	MEXICO 24 13	Ā
BEST			B	ALGER 29 14 S	MILAN 21 15	ĉ
CAEN	16	7	. B .	AMSTERDAM 17. 7 B	MENTRÉAL 18 8	2
CHEMICALS	15		N	ATHENES 27 20 S	MOSCOU 6 0	•
CENOVER	15	7	B	BANGEOK 33 25 N		S
DOON	18	.7	\$	MACHONE 22 16 C.	NARIORI 30 14	
GENORE SALE	16	13	C	SELGRADE	NEW-YORK 29 19	0
THE	17	6.	B.	MERLEN	0810 12 -2	S
LDAOGES	16	11	S	MOXELES 16 5 N	PALMADEMAL 26 14	N
LYON	15	9 .	3	LE CARE 32 21 S	PEXIN 25 10	S
MARSELLEMAR	22	13	N	COMPRESAGUE 13 9 C	RIODE LANGERO 23 28	P
NANCY	17	: 4		DAKAR	ROME 24 17	0
NAMES	19	. 7		DELE 25 22 N	SENGAPOUR 31 24	0
NE	23	16	. 5	DF-24 27 . 22 N.	STOCKHOLM 8 4	S
WIES-HONES	19	. 8	В	GENETE 17 9 C	SYDNEY 25 19	S
PAU	18	1	C	HONGRONG 36 26 N	TOEYO 26 18	·N
PERMITAN	77	17	N	ESTANGED 25 14 C		N
TENES	12	6		ENGSAEN 28 19 S	VARSOVIE 12 4	Č
SI-EIRIGE	.25	9	B	LESCHOE 23 16 S	VENEE 21 13	Č
STRASBOURG	- 38	5	. 3			
		_	_	I necessary reserves 11 3 . C.	TENER 16 7	. 5

averte brame convert magent orage * TU = temps universel, c'est-à dire pour le France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

P

5

·T

0

C

· N

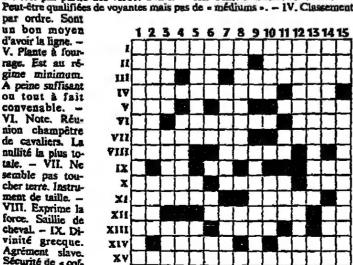
MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4322

HORIZONTALEMENT I. Du grand art pour une petite œuvre. - II. Une étape pour un coureur. Ne fait pas partie des verbes actifs. - III. Témoin lumineux. Personnel.

par ordre. Sont un bon moyen d'avoir la ligne. -V. Plante à fourrage. Est au régime minimum. A peine suffisant ou tout à fait convenable. -VI. Note. Réunion champêtre de cavaliers. La nullité la plus to-tale. – VII. Ne semble pas toucher terre. Instrument de taille. -VIII. Exprime la cheval - IX Divinité grecque. Agrément slave. Sécurité de « cof-

fres . - X Mar



que de passage d'un alpiniste. En voilà un qui ira loin! Série d'arti-cles. - XI. Sorti tout droit d'une fable. Débarrassée d'un poids ou encombrée d'un fardeau. -XII. Préposition. Peuvent donc être condamnées mais ne sont pas châ-tiées. Symbole. - XIII. Loupe ou peut tout faire louper. Domaine qui conneît plus d'un essor. Fait un grand tour et puis s'en va. -XIV. Qui consomme beaucoup d'énergie. N'a rien à nous montrer. — XV. Eventail de collection.

VERTICALEMENT

I. Est à ranger dans la classe des taupes. - 2. Un maître de la defense. Fleuve d'Italie. -3. Punaises de lit. Dicter sa loi. Ni oui ni non. - 4. Dans le coup. Bas de caisse. Consuma en consommant. 5. Peut se faire en piquant ou en
piqué. Négation. Cran de ceinture. 6. Couper le souffle. Symbole de l'étain. Jalon. Cent divisé par deux. - 7. Cite, Surface de « garage ». Ne vous fait pas craindre les « éclats » de verre. - 8. Avoir un regain

d'affection. Lettre grecque. 9. Passé heureux. Emis par un sif-flet. - 10. Gaulois et Romains se la mirent à dos. Sort de l'ordinaire. -11. A toujours le mot pour rire. Elu abrêgé. Sol mineur. Abréviation hôtelière. - 12. Question qui reste rarement sans réponse. Ville d'Alle-magne occidentale. - 13. Un tiers de trop. Fleuve. - 14. Mettait bien des gens au pas. Symbole. Bande dans le milieu. - 15. Entraînent donc un surcroît de population. Réa-

nime la flamme. Solution du problème et 4321

Horizontalement I. Bureau. Ca. - II. Usés. Sari. III. Vis. Lérot. — IV. Anus. R.A.U.

V. Rille. ITE. — VI. Détartrer. —

VII. Reloue. — VIII. Os. — IX. An.

Mineur. — X. Roi. Outra. —

Verticalement 1. Buvard. Mari. - 2. Usinier. Non. - 3. Résulte, IS. - 4. Es. Slalom. - 5. Erosion. - 6. User. Tu. Nos. - 7. Araire. Eté. - 8. Crofite.

Curé, - 9. Ait. Ere. Ras. GUY BROUTY.



Culture

OPÉRA

« Le Rêve dans le pavillon rouge »

Une histoire triste en opérette

Le second spectacle chinois par le Festival d'automne est influencé

par l'exemple européen. par l'exemple européen.

Pour donner une idée du monde qui sépare les deux spectacles d'opéra chinois présentés au Théâtre Mogador par le Festival d'autonne : le Pavillon aux pivoines et le Rève dans le pavillon rouge, il faudrait mettre en parallèle un opéra-ballet français du dix-septième siècle, interprété selon les conventions du temps, et le Pays du sourire, de Franz Lehar, à cela près que l'histoire de Lin Daiyu et de son cousin Jia Baoyu finit plus mal que celle de la compagnie yneju de Shanghai participe autant de la pantomine et de la danse que du théâtre chanté.

Fondé au début du siècle, rénové

Fondé au début du siècle, rénové Fondé au début du siècle, rénové dans les années 40, le yueju s'est rapidement distingué par une préférence marquée pour les sujets sentimentaux, par la grâce un pen facile de sa musique et par le fait que tous les rôles sont tenus par des femmes. Un petit orchestre, dans la fosse, accompagne les airs où s'expriment les sentiments des respenses en les sentiments des personnages; entre les airs, les percussions souli-guent certains moments cruciaux des dialogues et certains gestes brusques avec un synchronisme parfait.

La musique respecte les valeurs traditionnelles : gamme pentatoni-que, voix de fausset, modes de jeu et instruments caractéristiques, mais,



dans les moments pathétiques, enri-chie à l'occidentale. Le jeu des acteurs, le goût des décors réalistes et des costumes d'époque ont été influencés par l'exemple européen en sorte que, malgré l'obstacle de la langue, le spectateur français suit sans peine les épisodes de cette tragique histoire d'amour contrarié tirée du

coups de son père, le désespoir furieux du jeune homme en appre-nant le départ de sa cousine, puis la mort trop réelle de cette deruière qu'il croyait épouser alors qu'une autre avait pris sa place sous le voile de mariée. Le soin et l'art avec lequel le moindre geste est réglé font de chaque soène un tableau vivant auguel l'harmonie colorie des décors auquel l'harmonie colorée des décors et des costumes ajoute un charme roman de Cao Xueqin. Il y a des moments très forts : lorsque Jia Baoyu manque de mourir sous les ne permet pas de parler d'art

mineur, même si c'est plus ou moins de cela qu'il s'agit. Cela tient sans doute aux qualités intrinsèques de cette troupe fondée en 1955 et diri-gée depuis par Yuan Xuefen, qui fut précisement le réalisateur du genre uneix en 1942. yueju en 1942.

GÉRARD CONDÉ. ★ 27, 28, 29 septembre au Théâtre Mogador, les 3 et 4 octobre à Grenoble, 7 et 8 octobre à Villeurbanne, 12 et 14 octobre à La Rochelle, 18 et 19 octo-bre à Nancy et le 23 octobre au Havre.

CINÉMA

« La Rage de vivre », de Moshe Mizrahi

L'amour dans la tourmente

Heurs et malheurs d'une famille juive polonaise pendant la demière guerre, ou quand la réalité vous prend à la gorge.

Pendant l'été 1939, à Varsovie, Jacek, adolescent juif, s'éprend de sa jeune voisine, Halina. La guerre éclate, le père d'Halina l'emmène loin de la capitale bombardée. Puis les nazis occupent la Pologne et parquent les juifs dans les murs, construits exprès, du ghetto. Jacek devient voleur et contrebandier pour survivre, retrouve Halina, qui a perdu sa famille et se cache chez des catholiques. Elle le rejoint au ghetto. Ils en affrontent les horreurs

Moshe Mizrahi a tirê ce film d'un

nosne mizrati a tre ce ini d un recrit autobiographique de Jack Eisner, qui fut Jacek, seul survivant, avec sa mère, d'une famille juive polonaise exterminée, comme tant d'autres, par les nazis. La comparaison avec Au nom de tous les miens s'impose car, de Martin Gray à Jack Eisner, c'est la même épouvantable expérience, la même - rage de vivre », en effet, contre la faim, les persécutions, les déportations, le monde des bourreaux et des massa-creurs. Sauf qu'ici le récit se ter-mine en 1945 et que l'histoire d'amour arrive telle une chronique de l'adolescence, au premier plan de la fresque. Le côté romantique et

sentimental de Moshe Mizrahi senumental de Moshe Mizzani y trouve son compte, et la sincérité, la sensibilité, la fongue de Sebastian Keneas et de Kyra Sedgwick, émeuvent, bouleversent, même si la soène finale rappelle plus les mélos hollywoodiens que le drame historique.

Romanesque et bonnes intentions

D'ailleurs - Jack Eisner luimême étant producteur, Menahem Golan et Yoram Globus distribu-teurs, – on sent, tout au long du film, la volonté de toucher le public par les moyens qui réussirent si bien, naguère, à Hollywood : grands senti-ments, grand spectacle, alliance de l'intimisme et des tableaux de genre, de foule.

Les scènes de persécution, l'insur-rection enfiévrée du ghetto, les trains de déportation et les camps de la mort (ce qui concerne Varsovie a été tourné à Budapest) sont mis en images de façon à frapper fort. A peine s'étonne-t-on de voir, long-temps, bien habillés, tous les Polonais écrasés sons la botte.

On ne peut pas chicaner les conceptions trop romanesques et les bonnes intentions appuyées de cet ouvrage, car les crimes du nazisme restent si intolérables qu'au-delà du spectacle la réalité des années 40 déborde et vient nous prendre à la

JACQUES SICLIER.

THÉATRE

« Selon toute ressemblance », à la Gaîté

La famille, encore

Une jeune femme en mal de famille. un vieux couple en mal d'enfant une ressemblance. C'est la seconde pièce de Denise Chalem.

Denise Chalem avait écrit une première pièce, A cinquante aus elle découvait la mer, qu'elle a inter-prétée avec Isabelle Sadoyan, sous la direction de Gabriel Garran. Ce récit d'un amour exaspéré, qui se nourrit de culpabilité, entre une fille et une mère, était simple, émouvant, et a été très bien accueilli.

Avec sa seconde pièce, Selon toute ressemblance, Denise Chalem retrouve un thême voisin. Il s'agit d'un vieux couple (Marthe Villalonga et Gilles Segal) de juifs errants, qui pensent avoir trouvé

enfin une stabilité, et se sont installé à Marseille. Les enfants ont essaimé un peu partout dans le moude, comme depuis toujours la famille. Ils s'apprétent à finir leurs jours dans la solitude, mais ne s'y résignent pas, et commencent à gamber-ger sur le visage d'une comédienne vue à la télévision, le portrait craché de la tante Chra.

Leur rencontre, c'est encore la confrontation de deux générations de la Diaspora, celle qui est née lei, celle qui est née ailleurs. Deux mentalités, presque denz cultures. Mais les traditions jamais apprises font surface chez la jeune femme, qui enseigne à la mère éternelle à prendre soin de sa vie. Et peu importe si en fin de compte, les spéculations familiales se révèleut fausses. L'ami-

Denise Chalem a écrit pour faire rire et pleurer. Pour s'émerveiller du

destin du peuple juif, déchiré, mais qui se rejoint et se reconnaît autour d'un livre saint, d'une boulette de viande aux épices, d'une photo d'enfance. Un peuple d'artistes, de psychanalystes et de tailleurs... Denise Chalem empoigne les clichés avec bonne conscience, ce ne serait pas grave si quelqu'un les avait montrés avec humour. Seulement, Denise Chalem a cru pouvoir se passer d'un metteur en scène. Elle en a assumé la tâche, sans savoir comment s'en sortir. Elle n'a pas le sens du rythme, ne sait pas placer les acteurs qui s'arrêtent de parler dès qu'ils font un mouvement. Ils sont coinces, même Marthe Villalonga, ça doit être la première fois que ça

COLETTE GODARD.

★ Galté-Montparnasse, 20 h 45.

Problèmes autour de l'héritage Magritte. La Belgique se mobilise pour éviter

ARTS

une « catastrophe culturelle nationale » : la dispersion des tableaux

du peintre surréaliste aux quatre coins du monde.

René Magritte est mort en 1967 et sa femme Georgette en février dernier. Pas d'béritters directs. Pas dermier. Pas d'héritiers directs. Pas de testament définitif, seulement quelques legs à des musées belges, au Centre Georges-Pompidou. Restent cent trente tableaux, aquarelles et dessins du peintre estimés à 13 millions de francs français et une douzaine de parents éloignés. Ceuxcipeuvent bénéficier de l'héritage moyennant le versement de taxes d'environ 75 % de la valeur de leur part. Le paiement des droits de succession en œuvres d'art n'étam pas encore possible en Belgique — une loi sur les dations existe depuis peu, mais non les arrêtés pour la faire appliquer, — le risque est grand

L'affaire Magritte

publique et leur rachat par des musées et collectionneurs étrangers.

Face à cette probable dispersion de l'héritage Magritte, le ministre belge des finances, M. Marc Eys-kens, le ministre communautaire flamand de la culture, M. Dewael, et le ministre-président de l'exécutif de la communauté française, M. Monfils, se sont mis d'accord pour créer une association chargée de collecter les foods permettant de racheter les œuvres aux héritiers. Les partici-pants à ce fonds devraient bénéficier d'abattements fiscaux importants.

Si cette - catastrophe culturelle nationale - (pour reprendre les termes employés par M. Eyskens) que serait le départ des Magritte hors des frontières semble réunir Flamands et Wallons dans un même combat, l'affaire n'en déclenche pas moins quelques polémiques à propos de la gestion du patrimoine. Ainsi M. Monfils qui, de son côté, a déclaré avoir déjà trouvé de 80 à 100 millions de francs belges (soit environ de 12 à 15 millions de francs français) pour Magritte (le Soir du 25 septembre), ne manque-t-il pas de critiquer, à l'occasion, la construction coûteuse du nouveau

musée d'art moderne de Bruxelles, alors que celui-ci ne dispose que de six misérables millions - pour acheter des œuvres d'art.

Par ailleurs (et toujours dans le Soir du 25 septembre), le poète Marcel Marièn, vieux complice de Magritte, s'amuse visiblement de la situation. Selon lui, il va de soi que les instances en émoi - se fichem du quart comme du tiers de Magritte, leur logique électorale ». Et d'ajou-ter qu'on surestime l'héritage, que c'est » pour affoler les marchands, une sorte de coup publicitaire », comme cela s'est déjà produit autour de Magritte dans les années 60. Pour lui - militer pour que Magritte rentre au musée revient à le dénaturer . L'important étant son capital spirituel, . il suffit d'avoir des reproductions, et que ses écrits soiem publiés ». Et Mariën de trouver enlin » un peu fort qu'un pays qui s'accommode si bien, la plupart du temps, de n'être qu'un tout petit pays dans tous les sens du terme, ait de temps à autre des soubresauts ridicules et s'étonne

que ses musées n'aient pas des moyens comparables à ceux des États-Unis ».

L'année prochaine à Paris

Strehler, l'Odéon, l'Athénée, le TEP

Le Théâtre de l'Europe reste à l'Odéon. Giorgio Strehler en a présenté le programme. Francis Huster ira à l'Athénée et il est question du TEP pour Robert Hossein.

Giorgio Strehler invite au Théâtre de l'Europe, le Portugal (du 9 au 14 décembre) avec un *Dom Juan*, de Molière, mis en scène par Jean-Marie Villégier. Le Piccolo Teatro Marie Villegier. Le Precolo Teatro de Milan avec la Grande Magie, d'Eduardo de Filippo (du 6 au 18 janvier). l'URSS, du 4 au 15 février, avec la Cerisaie, les Basfonds, deux mises en scène d'Anatoli Efros, successeur de Lioubimov à la Tongue de Maron, (deux sièces Taganka de Moscou (deux pièces que Strehler a lui-même mises en scène il y a quelques années). Un comédien soviétique parlam fran-çais, Serguei Yourski, donnera parallèlement un spectacle poétique et en collaboration avec le Gœthe Institut, le Théâtre de l'Europe pro-pose une soirée « carte blanche » à de grands acteurs allemands — Mathien Carrière, Ingrid Caven, Edith Clever, Andrea Jonasson, Jutta Lampe, Bernhard Minetti,

Angela Winkler... Angela Winkier...
Giorgio Strehler monte sa nonvelle version de l'Opéra de
quatisous au Châtelet (du 31 octobre au 8 février) parce que la
grande salle de l'Odeon est en travaux. Mais le Petit-Odéon est disponible, Michel Touraille y présente
des textes d'Albert Cohen, du
14 octobre au 15 novembre, du
25 novembre au 27 décembre, ce
sera une pièce de Danièle Sallenave,
par Brigitte Jacques, du 6 au 31 janvier le Maître-nageur, de JacquesPierre Amette, par Jean-Louis Jaco-

pin, du 3 au 28 février, Paysages humains, de Nazim Hikmei («La Divine Comédie contemporaine ».
dit Strehler.), par Mehmet Ulusoy
— le programme a été établi avec
Lucien Attoun.

Strehler dit qu'il admire les acteurs français de pouvoir jouer dans une salle aussi minuscule et mal commode que le Petit-Odéon. Mais enfin elle est là, et il est heumais emin elle est ia, et il est heu-reux d'avoir réussi à s'entendre avec Jean Le Poulain pour que le Théâtre de l'Europe reste à l'Odéon, non plus de septembre à mars, mais en fin de saison. Les nouvelles dates convien-nent mieux aux déplacements des grandes troupes étrangères. Il sou-haite cependant pour le Théâtre de l'Europe, avec ou sans lui, un financoment du Parlement européen et coment du Partement europeen et une salle à part emière; il est vrai-ment regrettable que la Galté-Lyrique soit transformée en centre de loisirs...

Francis Huster, quant à lui, va prendre la succession de Josiane Horville à l'Athénée, à la fin de la saison 1987, et Robert Hossein serait d'accord pour diriger le TEP dans sa nouvelle salle. Son actuel directeur (et fondateur) Guy Rétoré souhaite garder celle où il s'est installé en attendant que la construction soit achevée. Encore faudrait-il que les problèmes d'accès et de sécurité soient réglés de façon

Autre salle à problème, le Théâtre Autre saile a propieme, le 1 neatre de Paris. Eliane Lublin en a pris la direction artistique, mais son contrat est précaire, la question des dettes précédentes reste en suspens, de même le financement de travaux indiseaurables. Pour coni fautail indispensables. Pourquii faut-il attendre toujours que les bâtiments soient complètement délabrés pour qu'on s'inquiête et qu'on sasse les

VARIÉTÉS

A l'Olympia

Catherine Lara magique

Conservatoire de Paris et qui, à la aortie de celui-ci, découvre les musi-ques populaires, part dans une lon-gue quête de soi, engrange des vibrations, accumule rencontres et échanges, multiplie les expériences, d'abord en accompagnant Claude Nougaro en tournée avec un quatuor classique, puis en se frottant au jazz avec John McLaughlin, au folk, au hard rock, à la musique orientale, aux recherches polyphoniques. Catherine Lara roule ainsi sur la route dans les années 70, sans jamais s'arrêter en chemin, sans s'enfermer dans un cul-de-sac ou se prendre de nostalgie. Ce vagabondage fécond (elle a publié une quinzaine d'albums depuis 1973) ne se fait pas évidemment sans folies ni sans déprimes. Mais avec le bonheur aussi de s'appuyer peu à peu sur un public - pas vraiment nombreux

sans doute - mais fidèle. Et puis, au début des années 80, la vitalité de Lara rencontre la puision rock et trouve son harmonie. Dès lors, tout change. Elle d'abord, plus heureuse que jamais d'écrire et de chanter, plus belle dans le succès (la Rockeuse de diamants, Nuits magiques) et dont l'extraordinaire énergie a soudain moins de dureté, laisse de la place à de la douceur, de la tendresse, voire parfois une émo-tion au bord des larmes. Le public, ensuite, qui se multiplie, s'élargit massivement aux douze-dix-huit

Le spectacle, dans un bel écrin de glaces et de lumières, que Catherine Lara offre à l'Olympia est superbe. Les chansons sont des bijoux d'har-

Drôle d'aventure que celle de Catherine Lara, premier prix de violent et de musique de chambre au cale et une belle fraîcheur d'âme. Le concert, très rigoureux, plein de chaleur et de swing, raconte aussi une histoire d'amour avec un public qui fait ici un triomphe à chaque titre.

> CLAUDE FLÉOUTER. * Olympia, 20 h 30, jusqu'au 5 octo-

Calendrier variétés-rock

Ousmane Kobyate au New-Morning, samedi 27 septembre; Pan African System à la chapelle des Lombards, samedi 27 ; Karim Kacel à l'Olympia, la 29 ; ZZ Top au Palais omnisports de Bercy, les 29 et 30, à Brest le 1º octobre, au Palais des sports de Lyon le 3, aux arènes de Fréjus le 4, aux arènes de Nimes le 5: Jacques Higelin parraine deux jeunes groupes français au Splendid, les 28 et 29 septem-bre: Peter Murphy à Paris Opéra-Night, le 30; Pierre Desproges au Théâtre Grévin, à partir du 1s octobre ; Marianne Sergent au Palais des glaces, depuis le 26 septembre; l'Orchestre national de jazz au Festival des musiques du vingtième siècle, au Centre des congrès d'Angers, le 4 octobre; Level 42 à la Bourse du traveil de Lyon, le 1º; au Théâtre de verdure de Nice, le 2; au Théâtre du moulin de Marad Theate did model to Mar-seille, le 4; au Grand Odéon de Montpellier, le 4; Woodentops à Lyon, le 1°'; à l'Élysées-Montmartre, le 2.





SORTIE LE TOCTOBRE

SA SYMPHONIE POUR IMAGES ET SONS



D'après la bande sonore originale de LEOPOLD STOKOWSKI nouvel enregistrement digital steréo dirigi par RWIN KOSTAL DOLBY STERED ®

مكذا من الاصل

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqué LES FEMMES SAVANTES, TEB Boslogne (46-03-60-44), sem. 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMEDIE SANS TITRE OU LA RÉGÉNERATION, Th. de Marais (42-78-03-53), 20 à 30. (42-78-03-53), 20 h 30.

Y A-T-IL UN OTACE DANS
L*IMMEUBLE? Dannon (42-61-69-14), sam. 21 h. dim. 15 h.

LA CLÉ, Chailint (47-27-81-15), sam.

20 h 30, dim. 15 h.

TEL QUEL Sudio des Champs-Etysées (47-23-35-10), sam. 18 h, dim. 15 h 30. LILA, Th. d'Ivry (46-72-37-43), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

LE HORLA, Escalier d'Or (45-23-15-10), sam. 18 h 30, dim. 17 h 30. MON PANTHÉON EST DÉCOUSU. Gymusse (42-46-79-79), sam. 20 h 40, dim. 16 h.

L'HOMME GRIS, Fetit Marigny (42-56-04-41), sum 21 h. dim. 15 h. 18 h. LA TOUR DE NESLE, Carté Silvia Monfort (42-77-50-97), sam.

20 h 30, dim. 16 h.

DEX ANS DE SES VICES,
MARIANNE SERGENT, Palais des
Glaces (46-07-49-93), 20 h 30. B. 29, Porte Saint-Martin (46-07-37-53), sam. 18 h, 21 h, dim. 15 h. HÉLOISE ET ABELARD, Th. de l'Aquarium, Cartoucherie (43-74-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (Palais Garater) (47-42-57-50), sam. Il h 30 : Don Carton. COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15), dim. 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme ; sam. 20 h 30 : Un chapean de palite d'Ita-lie : dim. 14 h 30 : Bérénice.

THÉATRE SILVIA MONFORT (42-77-50-97), sam. 20 h 30, dim. 16 h : la Tour de Nesle, d'Alexandre Dumas. CHADLOT (47-27-81-15), sam. 20 h 30, dim. 15 h : La Clé, d'Eugène Labiche et Alfred Duru.

Les autres sailes

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) sam, 20 h 30 : la Repusseuse. ANTOINE (42-08-77-71) szm. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Lily et Lily. ARCANE-THÉATRE (43-38-19-70) sam. 20 h 30, dim. 17 h : Motos-Théatre

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

EL PICADOR 80, bd des Batignolles, 174

ROYAUMON (Val-d'Oine) Serredi 4 octobre à 20 h 45 Lec.: 30-35-30-

MÉLODIES FRANÇAISES F. KATZ, mezzo M.-P. TALBOT, pieno J.-F. GARDEL, beryton S. EIOI, pieno

ATELIER (46-06-49-24) sam. 18 h 30, dim. 15 h 30 : Adriana Monti. BOUFFES DU NORD : voir Feat. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24) sam. 21 b, dim. 15 h 30 : les Ameureux de Molière.

de Molière. CARRÉ SILVIA-MONFORT (42-77-50-97) 20 h 30 : la Tour de Nesle.
CARTOUCHERIE, Aguariem (43-74-72-74) sam 20 h 30, dim. 16 h. :
Héloise et Abélard, - Jours tranquilles en
Champagne ».
CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-44-60 cm. 20 h 30 dim. 17 h.

71-44-50) sam. 20 h 30, dim. 17 h.: Buddy et Fladdo brûlent les planches. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60) 20 h 30 : la Parpaillotte - Souricotte -l'Histoire du tigre.

CITHEA (43-57-99-26) sam. 20 h 30 : Savez-vous faire cuire an oraf? - Syl-phido. COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24) sam. 17 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Clérambard.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-43-41) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elyade. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11) sam. 17 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Poil de carotte.

CRYPTE SAINTE-AGNES (47-00-19-31) 20 h 30 : Phèdre. DAUNOU (42-61-69-14) sam. 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immemble ? EDOUARD-VII (47-42-57-49) sem. 16 h 30, 20 h 30, dim. 15 h 30 : ia Répéti-

ESCALIER D'OR (45-23-15-10) sam. 21 h. dim. 15 h : Scapin : sam. 15 h 30, dim. 17 h 30 : le Horis. ESPACE CARDIN (42-66-27-81) sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : la Villa bleue. ESPACE MARAIS (42-71-10-19) sam.

20 h, dim. 17 h: Thestre de fou. ESSAION (42-78-46-42) sam. 17 h, 20 h 30, dim. 17 h: Aux armes citoyens. FONTAINE (48-74-74-40) sam. 17 h: Vingt ans de pianos forcés. GAITÉ-MONTPARNASSE (42 - 22 - 16 -

18) sam. 20 h 45, dim. 15 h : Selon toute GALERIE 55 (43-26-63-51) sam. 21 h :

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61) sam. 19 h : P. Léautand, ce viell enfant perdn ; sam. 21 h : Loup entouré de chiens à la tombée de la nuit. GRAND EDGAR (43-20-90-09) sam. 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu pur ses célibataires, même. GRAND HALL MONTERGUEIL (42-

96-04-06) sam. 20 h 30 + dim. 18 h ; la Moute. HUCHETTE (43-26-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chanve ; 20 h 30 : la Leçon.
A BRUYERE (48-74-76-99) sam. 18 h

LUCERNAIRE (45-44-57-34) sam. 1:
19 h 30: Embrassous-nous Folieville;
21 h 30: l'Amour goût. — II: 19 h 45:
Arlequin servitour de deux maîtres;
22 h 15: Ecoute petit homme.

MADELEINE (42-65-07-09) sam. 16 h 30, 21 h, dim. 15 h : le Silence éclaté. MARIGNY (42-66-20-75) sam. 21 h, dim. 14 h30, 18 h 30 : les Brumes de Manches-

MARGE-STUART (45-08-17-80) sam. 18 b 30 : Dad; 20 h 30 : la Bête dans la jungie ; 22 h : le Lieutenant Gustel.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) servation et prix préférentiels avec la Carte Club

Spectacles

Samedi 27 - Dimanche 28 septembre

Les concerts

SAMEDI 27 SEPTEMBRE

DEMANCHE 28 SEPTEMBRE

Egilae Salut-Merri, 16 h : P. Marrouflet (Bach, Mozart, Chopin...).

Notre-Dane, 17 h 45: G. Krogh (Bach, Linzt, Gade)...

Eglise des Billstres, 17 h : Ph. Polissier, O. Bensa (Haendel, Telemann, Par-

Geleric Peisseure fraiche, 18 h : Ch. Raif, F. Maciocchi (Wagner, Schubert).

(42-96-12-27)

Megador, sum. 20 h 30, dim. 14 h 30 et. 20 h 30 : le Rêve dans le pavillon rouge.

Thistre anticuel de Chellet, sem. 20 h 30, dim. 15 h : Twyin Tharp.

Vitry, Stadio-Thélitre, sem. 20 b 30, dim. 17 h : in Métaphysique d'un venu à doux

Contre G.-Pompidos, sam. 20 h 30 : Images Dance Company.

AULNAY-SOUS-BOSS, Espace J.-Prévert (48-68-00-22), dim. 16 h : Furia anda-loute.

CHEVILLY-LARUE, CC (46-86-54-48), sem. 19 h 30: Caberet conteurs. MARNE-LA-VALLEE, Troisième Festi-val de juzz (60-05-64-87).

SCEAUX, Vingt-huitième Festival de l'Orangerie (46-60-07-79), sum. 17 h 30 :

Ensemble vocal M. Piquemal (Schubert, Brahms); dim. 11 h : J. Bourges-Maunoury (Schubert); 17 h 30 : P. Rostangross, J.-C. Pennetier (Becthoven).

En région parisienne

effen da Nord, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Bobigsy, MC 93, sun. 21 h, dim. 16 h : Al-

FIAP, 19 h 30 : Musique de l'Indo.

Festival d'automne

MATHURINS (42-65-90-00) sum. 20 h 45, dim, 15 h 30 : les Perins O'iscans. MICHEL (42-65-35-02) sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour siz.

EAMILIA 27 SET LENGER.

La Table verte, 22 h : P. Silvestre (Chopin Ravel, Prokofiev...)

Egise St-Merri, 21 h : V. Lorand, Th. Poson (Bach, Alsin, Mensiacu).

Zgise suidelisa, 18 h : M. Rodin, M. Nystrom (Steahammar, Petersson-Berger).

Centre Bisendorier, 18 h 30: L. Lopen-Contani (Soler, Beethoven, Chopin);

21 h : F. Corna (Bach, Mozart, Chopin). 21 h 40, dim. 15 h 30: Pyjama pour sez.

MODERNE (48-74-10-75) sam. 17 h 30,
21 h, dim. 16 h : l'Entretien de M. Descartes avec M. Pascal le joune.

MONTPARNASSE (43 - 22 - 77 - 74)

Grande salle : sam. 17 h 30, 20 h 45, dim.
15 h 30 : la Maison du lac ; Petite salle :
sam. 21 h, dim. 16 h : Violences. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99) sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : le Mal court.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais ŒUVRE (48-74-43-52) sam. 20 h 45, dim. 15 h : l'Escafier.

15 h: Fescalier.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81) sam.
18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30: PLAINE (42-50-15-65) sam. 20 h 30, dim. 17 h : Un bain de ménage — Mon Ismé-

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53) sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B 29. POTINIÈRE (42-61-44-16) sam. 21 h : les Aventuriers de la gauche perdue.
TAI THÉATRE D'ESSAI (42-78-20-79),

ACL LEEA LEE D'ESSAI (42-78-20-79), I : som. 20 h 30, dim. 15 h : Antigone; sam. 22 h, dim. 17 h : Flenme des jours, — II : sam., 20 h 30, dim. 17 h : Hais clos. RENAISSANCE (42-08-15-50) sum. 21 h : la Maison des Jesme et de la

ALLE BEAUMARCHAIS
29-60-22) sam. 20 h 30 : les Vagues. THÉATRE D'EDGAB (43-22-11-02) sam. 20 h 15 : les Babes cadres ; 22 h + 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de

THEATRE SAINT-GEORGES (48-78-63-47) sam. 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve. TINTAMARRE (49-87-33-82) sam. 20 h 15 : A Star is beur; 22 h 30 : Mémoire à suivre.

TOURTOUR (48-87-82-48) sam.18 h 30: Namouna: 20 h 30: le Petit Prince; 22 h 30: la Nuit des morts de rire. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40) sam. 21 b : American Bullalo. VARIETES (42-33-09-92) sam. 18 b 30 et TRISTAN-BERNARD 21 b 30, dim. 15 b 30 : le Tombe

Danse

BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Kazuo CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), sem. 20 h 30, dim. 17 h : Avoc Rainer Maria Rilke. PALAIS DES CONGRÉS (47-58-14-94),

sam, 14 h 30 et 20 h 30, dim, 15 h et 20 h 30 : Ballet Bolchol. 18-THEATRE (42-26-47-47), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Compagnie Hors

RIVE DROITE

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-24) SAMEDI 27 SEPTEMBRE SAMEDI 27 SEPTEMBRE

Septembre 36, les films à l'affiche: 15 h,
Koenigsmurk, de M. Tourneur; 17 h 15, les
Mutinès de l'e Elseneur», de P. Chenal;
19 h, Liobelei, de M. Ophilis (version allomende); Hommage à Georges Franju;
21 h, les Rideaux blancs, de G. Franju; Un
chien de se chienne, de G. Franju; Une
chance sur un million, de G. Franju.

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE Les grandes restaurations de la Cinéma-thèque française. Pilma primitifs du cinéma français : 15 h. Don Quichotre; Werther, de H. Pouctal; la Dame aux camélias, de H. Pouctal et A. Calmettes; Medame Sans-Gène, de H. Desfontaines et A. Calmettes;

17 h, Toboggan, de H. Decoin : Septembre 36, les films à l'affiche : 19 h 15. Une cuit à l'Opéra, de S. Wood : Hommage à Georges Franju : 21 h, la Ligne d'ombre, de

BEAUBOURG (42-78-35-57) SAMEDI 27 SEPTEMBRE

15 h. Les Gaz mortels, de A. Gamee:
17 h. A Bill of Divorcement, de G. Cukor
(v.o.): 19 h. la Mariée des Andes, de
S. Haui: 21 h 15, l'Amour à vingt ans, de
F. Traffaut, R. Rossellini, S. Ishihara,
M. Ophäls, A. Wajda.

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 15 h. Maldone, de J. Gremilion; 17 h. Ivan, de A. Dovienko (v.a.); 19 h. Gengis Khan, de L. Salvador (v.f.); 21 h. The Crimson Kimono, de S. Failer (v.o.).

LES FILMS NOUVEAUX

AUTOUR DE MINUIT, (îm franco-américain de Bertrand Tavernier, v.o.: Gaumant Halles, 1° (42-47-49-70); Gaumant Opéra, ≥ (47-42-60-33); Hantsfeutle, 6° (46-33-79-38); I4-Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont Chemps-Dysées, № (43-59-04-67); I4-Juillet Barille, 11° (43-57-90-81); Gau-mint Paranse, 14° (43-35-30-40); I4-Juillet Beaugrenolle, 15° (45-75-79-79); Mazulot, 17° (47-48-06-06). – V.f.: Français, 9° (47-70-33-88); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 19° (45-74-93-40); Pathé Chichy, 18° (45-22-46-01).

HOUSE, film eméricain de Stephen C. Miner, v.o.: Forum Orient Expres, 1e (42-33-42-26); UGC Odéon, & (42-25-10-30); UGC Emitage, \$ (45-63-16-16). - V.f.: Ret. \$ (42-36-83-93); UGC Mon-pernases, & (45-74-94-94); UGC Bonkevard, \$ (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Innages, 18 (45-22-47-94).

NUIT DIVRESSE, film français de Bernard Naser: Forum, 1* (42-97-53-74); Rex, 2* (42-36-39-3); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Mantparnasse, 6* (45-74-94-94); Ambassado, 8* (43-59-19-08); Seim-Lazure Pasquior, 8* (43-87-35-43); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16); Paramoun Opfra, 9* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Fauvetta, 13* (45-80-18-03); Miramar, 14* (43-20-89-52); Mistral, 14e (45-39-52-43); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Wepler Pathé, 18* (45-74-93-40); Wepler Pathé, 18* (45-22-46-01); Scorétan, 19* (42-(45-22-46-01); Scoretan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-36-10-96).

NUIT DE NOCES CHEZ LES FANTOMES, film américain de Gene Wilder, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) : UGC Danton, 6 2" (42-71-52-36); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Rotorde, 6" (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40), - V.I.; Rez. 2" (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9" (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12" (43-36-23-44); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Images, 13" (45-22-47-94); Secrétan, 19" (42-41-77-99).

(45-22-47-94); Secrétas, 19 (42-41-77-99).

LA RAGE DE VIVRE, film américain de Moshe Mizrahi, v.o.: Forum Orient Exprets, 1= (42-33-42-26); Hantefeuille, 6* (46-33-79-38); George-V, 8* (45-62-41-46); Marignan, 2* (43-62-41-46); Maxignan, 2* (43-92-282), — V.f.: Impérial, 2* (47-42-72-52); Maxéville, 9* (47-70-72-86); Bastille, 19* (43-07-54-40); Fauvette, 13* (43-20-32-20); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00).

LE TANGO DE NOTRE

4

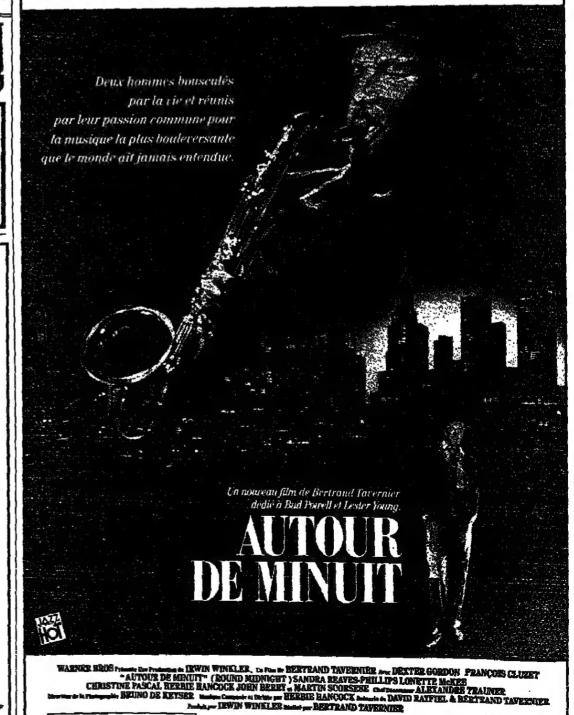
62-43-76).

THERESE, film français d'Alain Cavalier: Cloé Beaubourg. 3' (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts, 6' (43-26-48-18); UGC Odéon, 6' (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6' (45-74-94-94); Pagode, 7' (47-05-12-15); UGC Biarritz. 8' (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9' (45-74-95-30); 14-Juillet Bastille, 11' (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13' (43-36-23-44); Gaumont Convention, 13' (48-28-42-27); Images, 18' (45-22-47-94).

AVANT-PREMIÈRE MISSION, film britannique de Reland Joffé: Clab de l'Etoile, 17-(43-80-42-05), sam. 20 h et 22 h.

CLINT EASTWOOD (L'EXPRESS)

"Autour de Minuit me rend envieux".



"Du grand art vraiment... et une technique irréprochable".

DINERS

usicale B Oychestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J., H. : ouvert jusqu'à... heures

Déj., diner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zartuela, gambas becalao, estamares tinta. Envirou 145 F. Formule à 79.30 F s.n.c. avec spécialités

"Un grand moment d'émotion".

"La couleur pourpre est un de ces grands films romanesques comme on ne croyait plus possible d'en faire".



UN FILM DE STEVEN SPIELBERG



Le Monde **ECONOMIE**

La privatisation des soixante-cinq entreprises nationales prévue au programme gouvernemental entre en application. Saint-Gobain, Paribas les Assurances générales de France seront les premières; mais, parallèlement, le gouvernement commence vendre des actions d'ELF pour ramement sa part environ 50 %. Le passage de impropriété collective du capital à la propriété arient sur la Bourse pour ferse pour ment sur la Bourse pour résessir le gouvernement compt ferment sur la Bourse pour résessir le capital à la propriété arient sur la Bourse pour résessir le capital à la propriété arient sur la Bourse pour résessir le capital à la propriété arient sur la Bourse présent la propriété arient sur la Bourse présent la pré capital à la propriété privée représente une rupture très importante. Le « moins d'Etat » est destiné, selon le gouvernement, a augmenter les libertés économiques et 1 faire reculer le « dirigisme ». Après avoir miné quelles pourraient être les conséquences de la privatisation pour l'industrie, les banques 📦 les assurances, modalités (« le Monde de l'économie daté 23 sep-tembre), la seconde partie du dossier est consacrée à l'accueil que réservent les épargnants et les salariés des sociétés à l'opération.

Le gouvernement veut financières fermement invitées et démocratiser » la quitter le secteur public. Sans Bourse, rendre les Français propriétaires de grandes entreprises et les encourager à partici-per » en développant

an image

LE LANCEMENT DE LA PRIVATISATION

La Bourse au coup par coup

naturel de capitaux - pour réussir son opération de privatisation. Encore faut-il que la bonne santé dont elle fait preuve actuellement (les actions françaises ont grimpé de 48 % au cours des sept derniers mois et de 400 % environ depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir) ne soit pas compromise par une arrivée massive de capitanx sur un marché incapable de les

Les sommes en jeu sont colossales pour cette opération de privatisation, la plus importante jamais menée par un gouverne-ment en un lapa de temps aussi court (cinq ans). De quelque 140 milliards de franca, lorsque les premiers calculs ont été établis (le Monde de l'économie du compter les 2 à 5 milliards de francs — personne ne se hasarde à avancer la moindre hypothèse chiffrée — provenant de la privati-sation de TF 1.

De quoi susciter des interrogations face à une Bourse qui, certes L'enjeu en multier socio- I per du poids, mais où l'avalanche de nes valles deplusiones decikum de certificats de l'arrente-

sement, de titres participatifs et de quantité de produits obligataires plus III and que les autres fait craindre I certains observateurs un « effet Plies gnoir » préjudiciable I l'inverse de l'« effet d'entonnoir » qui avait dopé la mis en ini-ini. La mise sur le marché des entreprises environ 40 milliards - Incompar a, qu'il faut rapprocher des 68 milliards d'actions nouvelles émises en 1012 = de quelque 80 milliards escomptés pour la Rue de Rivoli ne Manhi par préoccupés outre

« Je ne vois pas de difficulté

vise, fait, I man le pays I Le propos est noble.

énorme face il cette masse ili

Le risque d'éteindre um marché una sollicité Man qui un s'abattre sur un un parisien montée 🛦 puissance », affirme, en privé, M Edouard Balladur, « A Manna opération, notre stratégie

🚃 qui représentera alam 💵 🖫 👪

DM

PANCHO

Lim hu réalisées les principales privatisations, la capitalisation land actions françaises (calculée en multipliant le nombre de en circulation par leur prix Bourse) avoisi-france,

ainsi la France au voisinage ou mieux encore La Etats-Unis (44 %), espérer toutefois rejoindre le Japon le Suisse, al ce was me de plus de

Dans le même temps, l'action-nariat diam - une de fixe des pouvoirs publics - devrait forteprogresser, accentuant l'intérêt manifesté par le Fran-cais l'égard de la literal depuis qu'elle leur le permis d'engranger des plus-values substantielles. Joue and is coup de pouce donné l'épargne publique par le lance-ment, en 1978, des fameuses « Sicav Monory », aujourd'hui transformées en comptes d'éparone was called (CEA), en arretion si l'on en croit quelques propos officiels.

Les premières ventes

Il faudra I l'investisseur — français 🖼 étranger — ainsi que le maris 🚅 l'entreprise, 💌 procéder and première mais d'actions. Les chiffres précédemment évoqués doivent, ce sujet, être proposés au public, c'est en un chiffre inférieur qui sera concerné, compte tenu 🖦 la présente dan le public. A use d'exemple, sur une distant de prochainement privatiet qui totalisent environ 175 milliards de l'arm de capitalimiter scarcing a cites scules, co

produit intérieur brut (PIB), his- sont moins de 140 milliards de francs qui devraient normalement se palais Brongniart (voir tableau page X).

De plus, in loi de privatisation du 7 août dernier prévoit l'échange d'emprunts d'Etat mente de actions d'entreprises dénationalisées, Il façon I atténuer i recours I l'- argent frais .. Lorsqu'il est innuit aux procédures du marché financier, « 🍱 titres d'emprunt d'Etat ou les titres d'emprunt and la service m pris en charge par l'Etat and admis en paiement was actions par l'Etat, à man chaque acquisition », précisent

Reste le problème de la décote (différence entre l'estimation du prix d'au entre et en prix de proposé public, généralement inférieur afin de stimuler l'intérêt de l'acheteur) que certains experts, proches de l'actuelle majorité, n'avaient 20 %. relia (maximum) sur le prix de marks a effectivement and results par le gouvernement, il s'applique seules actions vendues au personnel de entreprises privatisées. Pour la reste, il mi clairmans indiqué que la prix d'offre at de cession, ainsi que les parités d'échange, de l'économie, mais il est entendu 👊 • ces prix 🖽 parités ne peuvent au inférieurs l'évaluation faite par la comand a la privatisation ..

SERGE MARTI

(Lire in mile page 12.)

Chez Saint-Gobain: ni chaud ni froid

ES immenses machoires grises des refroidisseurs ✓ Robertson prennent

—— jours en tenaille un pan de ciel mouillé au-dessus des trois fours. Aux portes de Cognac, la verrerie Saint-Gobain gronde en sourdine pour couver ses I 000 tennes quetidiennes de bouteilles. Rien n'a changé depuis quelques années, sinon que l'usine plus le premier employenr du canton. Le cognac la talonne et la devance en saison. Un signe des temps. Avec ses IIII salariés, Hennessy a dépassé de la emplois la verrerie Saint-Gobain.

l'actionnariat populaire.

logique qu'économique.

Rien n'a changé, à un 🔤 détail près. Depuis 1982, comme les 149 000 salariés du groupe, les verriers de l'usine de Cognac appartiennent | entreprise nationalisée. Plus pour longtemps, il est vrai. Les voici donc aux rives d'un deuxième changement de privés, nationalisés, bientôt privés a nouveau. Le tout en quatre ans. La révolution permanente.

Autant revenir au privé »

La révolution? Ils éclateraient de rire. Eux, n'ont rien vu. A se demander si la nationalisation autre qu'une 🚵 langage à usage politique. 🖾 agent in maîtrise de cinquante un ans, qui travaille à la fusion, ne cache pourtant pas qu'il avait espéré: « En 1981, je voyais ե nationalisation was un minsocial. allait ires Renault en un compétitifs. Et je n'ai rien vu. . Importe désormais: La nationalisation m'a déçu. Alors au privé. »

ARS 1978 : la victoire la ganche aux élections législatives paraît assurée. Au programme commun : la nationalisation de grandes entreprises industrielles et financières. La ganche ne l'emportera que trois ans plus tard, et les nationalisations ne se feront qu'en 1982. Aujourd'hai, le chemin est percouru en sens inverse, et le groupe Saint-Gobain, nationalisé I 100 % sous le gouvernement Mauroy, sera le premier privatisé.

En mars 1978, une enquête avait été menée par le Monde dans deux usines du groupe pour prendre le pouls du personnel, la veille de l'éventuelle nationalisation. Les salariés de la verrerie de Cognac (Charente), comme ceux de la verrerie de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), vivaient « entre le Pinquiétude » (le Monde daté 19-20 mars 1978). Le rêve d'un

Son cadet, grosse moustache, trente-huit spécialiste de pyrométrique, n'en pense pas moins. Phitôt davantage, même; mr. lul. a quitté la CFDT : « Comme c'était un gouvernement 📠 gauche qui nationalisait, on un plus. Sur le dialogue avec la direction, sur II 🕦 🔳 📠 des petits trucs, du bouillon de moules, comme les conseils d'unite Mai je in jamais eu 📥 🕰 🖦 🖦 d'atelier pour exiger qu'on change le papier aux WC. »

L'amertume avec la déception. Du coup, on frise le paradoxe. Un ouvrier électromécanicien, présent à la verrerie depuis quatorze ans, ne reme rien de son appartenance I la CGT. Ce qui ne l'empêche pas de lâcher tout enle ment: « Le retour au privé ? C'est un bien. » Et M développer: «Avec l'Etat, ... pouvait faire huit ans de grève, ça ne gênait personne. Mes des capitalistes, ils perdront & l'argent. Alors, ils

Les deux agents de maîtrise

« Autrefois, on which whe augmentation de salaire à quelqu'un qui voulait gagner de l'argent. Au was la la nationaon nous and ne

illi pays. » € Pour voir »

revendiquez pas trop, vous aggra-

rentre las difficultés de la boite et

Peut-être du MM des employés? Ils sont une trentaine dans cette usine qui compte moins de dix cadres. Et peu de femmes. Secrétaire, all ici depuis vingt-deux ans. « Francisco ? Nationalisation? Ca m'est indifférent. » S'il fallait à tout prix choisir entre les deux termes, elle pencherait finalement en faveur de la dénationalisation, « pour voir »...

Dans la jeune génération. qui aborde la vie active et découvre Saint-Gobain, son cloche. Electrotechnicien, titulaire du 🚾 F3, 🕶 ouvrier 📥 vingt-deux ans, fils d'agriculteurs, persuadé que « la Manuelle lumin ce sera bilana - Pourpouvoir plus partagé au sein de l'entreprise. L'inquiétude d'une erté de manœuvre mise 🛮 mai devant un avenir incertain.

Huit ans plus tard, il était tentant de refaire l'enquête aux mêmes lieux. Entre-temps — avant la nationalisation — les deux verreries out vu leurs effectifs tomber de 1 200 salariés à 883 il Cognac, et de 1 000 🛦 825 🛦 Sucy-en-Brie. Les productions ont augmenté sans changer fondamentalement de line : 1,8 million de bouteilles de vin chaque jour A Cognac, 3 millions de flacons pour la pharmacie ou la parfamerie courante i Sucy-en-Brie.

La rêve de lentement brisé, tandis que l'inquiétude changeait d'objet et se faisait plus diffuse. Après quatre années de nationalisation, ouvriers, agents de maîtrise et cadres tiennent à peu près un même langage de déception et de

de Mirai pour augmenter il at in opérations in diversifisalaires, pour améliorer in pro- cation ». A quoi il ajoute : « Pour duction. . l'usine 📥 Cognac, 📗 dénationali-

· Pour licencier aussi? » La Mila sera sans conséquence. La question ne provoque aucun embarras ; la réponse est là. entendes chez d'autres, aperts de maîtrise, salut : "S'il fout licencier, Il faut licencier. Natiocalin ou pas. Le qui compte, c'est in résister i la concurrence. » Tout au plus, l'un d'eux concède-t-il : . I plus facile in nous licencier, plus violent peut-être, wall a cause an noulois, pas qu'on sera une bolte privée.

Les raisons ne sont pas les mêmes, il l'opinion coîncide, als le directeur de l'usine. Guy Beys arrivé L Cognac en février, ncian que la privatisation la Saint-Gobain se profilait à l'horizon - qui ne mall pas une allergie and nationalisations puisqu'il venait d'une filiale d'ELF-Aquitaine.

Le privé offre, cependant, à ses yeux - plus grande liberté PARKS poor an arrays did to a peu près la même chose: quoi ? - Les patrons auront plus and au options stratégiques

Seule définitive de définitive per un jeune ingénieur: la 🗪 tionalisation risque de - réactiver i tensions sociales endormies ».

seule chose importante est la

nécessité d'èire performant.

A Sucv-en-Brie, la proximité 🗪 Pieri n'a par inili i 🚾 aux anciennes Verreries de la Brie, devenues Saint-Gobain Desjonquères, une couleur quasiment provinciale. La tradition ouvrière. la syndicalisation, la réputation de y demeurent néanmoins vivaces. Et pourtant, l'état d'esprit des marie fort i celui i verriers i Cognac.

CHARLES VIAL

(Lire 🖿 suite page 12.)

VOTRE PROCHAIN MICRO, UN PORTABLE? C'EST A LA REGLE A CALCUL.

and the figure of the second o Un COMPAG PORTABLE II a absciument mans im qualités - et au-dels - im mellieurs e portable. PUISSANT. Equipé du Parantina le COMPAG PORTABLE II 📹 phénoménalemen

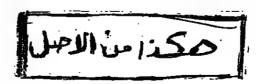
rapide wous disposez jusqu'à 4,1 mèga-Disque der intègré 10 ou 20 méga-octets. COMPATIBLE. 🔤 sa disquette 💷 🐃 ko, 🗉 COMPAO PORTABLE II échanger IBM PC-AT, PC/XT, et

PORTABLE. IM COMPAG PORTABLE II Vous suit partout où vous IIII Si vous avez IIII d'un ordinataur. 🖩 COMPAD PORTABLE II va vous changer la 📟 en toute sécurité : armature eu aluminium renforcée, coque anti-choc.





A LA REGLE M CALCUL, PRIX SICOB JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1986, COMPAG TANIAL II MO (H.T.) au beu de 39950Frs (A.T.). 67 bld Saint Germain 75005 PARIS Tel. (1) 43.25.68.88



ACE à 📥 critiques plus politiques que techniques, le Conseil constitutionnel s'efforce, avec raison, maintenir www jurisprudence aussi insensible que possible Lux aléas conjoncturels. Mais ce qui est bon en général peut dur mauvais dans un domaine particulier privatisation où l'on peut craindre que l'enfer un soit pavé des bonnes intentions des neuf « sages ». C'an même précisément & souci excessif Ma continuité, en imposant le carcan juridique la la nationalisation la réalité économique e financière différente de la privatisation, ainsi qu'en entrant excessivement dans les détails que le Conseil constitutionnel semble trop loin.

Le premier point sociétés privatisables. En interdisant la veus en de du prix d'équilibre, le Conseil peut entraver la privatisation et même faire perdre de l'argent I l'Etat. En effet, en affirmant que des entreprises publiques se seuraient lire « céale pour de prix inférieurs à leur valeur - = que la déclaration de droits in l'homme = protège in propriété privée de particuliers, mais aussi, il titre égal, la propriété de l'Etat a des personnes publiques ., le Conseil semble n'admettre les privatisations qu'à un seul prix, qu'on peut identifier sur un marché boursier au prix d'équilibre entre une infire et une demande «normales». Quoi de plus juste en apparence? Le Conseil ne fait qu'appliquer sa jurisprudence sur la national

l'opération inverse. Toutefois, la vente en dessous prix d'équilibre peut se révéler La dénationalisation n'est pas, financièrement parlant, le pendant is la nationalisation. Cette dernière ressemble à une vente forcée et il est normal que le Conseil constitutionnel protège l'actionnaire défense que l'Etat peut voier légalement, alors que ila dénationalisation, acheteur et vendeur we un pied d'égalité. Le gouvernement

peut même ne privatiser si les circonstances lui paraissent défavorables at l'actionnaire est libre d'acheter 🖿 non 🛮 un prix donné.

La privatisation s'apparente plutôt à l'introduction en Brans le succès illpend arma de l'argent qu'elle reporte au vendeur, aussi a la vente de la totalité 🗀 dir= offerts, ainsi que d'un d'introduction dont le niveau prudent n'hypothèque pas la carrière ultérieure de l'action. En outre, quand on vend d'un seul coup un nombre de titres très supérieur aux transactions habituelles, il est parfois nécessaire de proposer un prix inférieur au cours normal pour décider rapidement l'acheteur en lui laissant espérer une plus-value.

Certains inconvénients

Certes, la vente en dessous du prix d'équilibre, qui a été souvent utilisée aussi bien lors des dénationalisations britanniques que introductions sur le marché parisien, présente certains inconvénients. Le prix d'offre avantageux peut provoquer un excédent considérable de la demande sur l'offre et poser de redoutables problèmes de répartition de la pénurie de titres. De plus, cette méthode ne permet pas en principe à l'Etat vendeur de maximiser ses

M la e au prix d'équilibre peut présenter des risques su-Comme le prix d'offre n'est, par définition, pas incitatif, les acheteurs muvent manquer d'enthousiasme et l'Etat et ses intermédiaires risquent de ne pas vendre tous les titres offerts. Or, garder invendues un nombre important d'actions peut finalement rapporter moins à l'Etat q'une bre de la totalité and titres.

Si l'action après l'introduction, premiers acheteurs risquent d'estimer qu'on a abusé par DIDIER PÈNE (*)

Les neuf sages peuvent faire perdre de l'argent à l'Etat Afin de comprendre ce point, il

de leur bonne foi et leur réaction peut jeter le discrédit un la privatisation elle-même. Le manque gagner pour l'Etat cas, encore plus important. Enfin, la recherche d'un premier unit coté qui 🔐 même 🚃 le prix d'équilibre n'est pas un pro-

blème techniquement simple. choix méthodes une question d'opportunité qui devrait relever, pour cha-que de professionnels. Or, en excluant les ventes en dessous du prix d'équilibre, le Conseil annul tutionnel imposerait des contraintes dont, exemple, M= Thatcher n'a [souffrir. Il prendrait le risque de faire échouer la dénationalisation, risque d'autant plus grand que le

marché 🔤 plus maussade. On en a eu un aperçu an printemps IVM quand la BNP et le Crédit lyonnais ont émis des certid'investissement à un prix pourtant jugé avantageux, mais à un moment où le marché a malheureusement baissé 👪 15% 🛤 quelques semaines. Après une ouscription enthousiaste, le cours a diminué au lieu 👪 monter et les émetteurs ont été obligés d'acheter massivement pour éviter que le titre ne descende trop en dessous du prix d'émission.

Des entreprises peu performantes

Le second point concerne les techniques mêmes de l'évaluation de l'entreprise. La décision III Conseil risque de rendre inconstitutionnelle la privatisation de sociétés peu ou moyennement performantes, ce qui serait un tifs de la dénationalisation est précisément de rendre plus efficaces des entreprises qui ne le sont pas

faut entrer un pen dans les techniques d'évaluation. Pour simplifier,

on peut dire qu'il faudra, selon le Conseil constitutionnel, prendre en considération, d'un côté la valeur patrimoniale (actifs, béné fices passés, filiales), Matre, la valeur réelle de rentabilité (perspectives d'avenir, valeur boursière) et interdire le transfert dans le cas où le prix proposé par les acquéreurs ne serait pas supérieur ou au moins égal à l'évaluation résultant d'une pondération appropriée à chaque cas de ces

عكذا من الاصل

Ce raisonnement paraît logique, mais il néglige un point capital. Les spécialistes de l'évalustion savent que valeur patrimoniale et valeur de rentabilité coincident rarement. La leur patrimoniale reflète le coût remplacement des biens de l'entreprise. Si l'a estime que celle-ci générera plus d'argent que le de la lacon nécessaires pour le gagner, la valeur de rentabilité sera supérieure à la valeur patrimoniale. Si l'on pense, contraire, que la firme sera incapable de récupérer les sommes dépeude pour matérir ces biens, la valeur patrimoniale sera supérieure i sa valeur de rentabilité.

Una entreprise performante a donc une valeur de rentabilité supérieure à sa valeur patrimoniale. Pour celle-ci, il n'y a pas de difficultés. Le cours boursier, qui reflète, comme la valeur de rentabilité, les perspectives d'avenir et les revenus futurs de l'entreprise, a toutes les chances d'ête supérieur à moyenne pondérée des valeurs patrimoniales et de rentabilité. Si l'entreprise perfora une valeur de rentabilité de 1 000 et une valeur patrimoniale de 500, un cours pro-

Professeur au centre HEC-ISA.

1 000 sera supérieur à la moyenne de 1 000 et de 500, soit 750.

Mais, dans le cas d'une entreprise dont la valeur patrimoniale serait supérieure à la valeur de rentabilité, le cours et donc le prix proposé par les acquéreurs aura toutes les d'être inférieur à la moyenne des valeurs 🖮 🚾 rentreprise B, peu performante a, à l'inverse de la précédente, une valeur patrimoniale de 1 000 et une valeur de rentabilité de 500, un cours proche de la valeur de rentabilité de 500 sera inférieur à la moyenne de 500 et de 1 000, savoir 750, quelle que soit la pondération des deux valeurs. Or une vente à ce cours risque d'être inconstitutionnelle!

La menace

Comme la liste des sociétés à privatiser comprend un certain nombre d'entreprises fragiles, la menace existe bien. Et si le marché est médiocre, le nombre de sociétés dont le cours baissers en dessous de leur valeur patrimoniale ne peut qu'augmenter.

C'est sans doute pour parer à cette menace que le gouverne-ment a renforcé dans la loi qui a remplacé l'ordonnance L dispo tions qui multiplient les possibilités de privatisation complexes ou hors Bourse des sociétés. On voit ainsi apparaître des modalités comme des augmentations de capital contre apport de titres ou d'actifs, des dissolutions et liquidations d'entreprises, des transferts de portefeuilles, etc.

Ces nouveaux moyens de transfert de propriété ont deux points en commun. Le premier est de permettre d'échapper aux comparaisons entre une valeur calculée par des experts et un cours boursier, et d'éviter ainsi qu'un écart entre les deux aux dépens de l'Etat ne provoque la réprobation du constitutionnel. Le second est d'obliger de s'en remettre totalement & l'avis

niers présente, en matière de d'outrepasser ses droits.

- la multiplicité 🗀 valeurs que l'expert du vendeur trouve toujours une valeur supérieure I celle de l'expert Ir l'acheteur. Et un troisième expert appelé comme arbitre trouvera une autre valeur

- le risque de manipulations comptables; la tentation de faire descendre la valeur patrimoniale au niveau de la valeur de rentabilité pour éviter les foudres du Conseil sera, dans certains cas, très forte:

enfin. l'aptitude, si besoin est, à concevoir des montages financiers tellement cor Jexes que les experts sont seuls capables de les comprendre.

Ainsi, la décision du Conseil risque d'empêcher la réussite de la privatisation, soit en limitant excessivement la marge de maaccuvre du gouvernement, soit en obligeant ce dernier à recourir à des manipulations qui susciteront au mieux la suspicion, au pis des contentieux interminables. Resterait la vente la la d'actions à des acquéreurs prêts à payer une prime pour in prise in contrôle in l'entreprise. Mais la généralisade ce procédé serait contraire la volonté 🖚 gouvernement 🚢 démocratiser l'actionnariat.

Pour éviter ces inconvénients, faudrait, d'abord, que 🖬 souci 😋 vendre l'entreprise à 🗷 valeur réclle n'exclue pas des prix d'offre telle est la condition de la de l'ensemble des au meilleur prix possible pour l'Etat ; enne pas prendre le terme de pondération, que le Conseil, semble t-il, n'utilisait d'ailleurs pas en 1982 au pied de la lettre.

Le parrantie public et la liberté de maratte du gouvernement sersiont and respectés. La privatisation aurait une chance supplémentaire le man et le constitutionnel perdrait Or l'intervention de ces der- une occasion de se fairn

CHEZ SAINT-GOBAIN

Ni chaud ni froid

(Suite de la page ! 1.)

Le circule, en tout cas, après quatre am de nationalisation. Un ouvrier chaudronnier quarante-neuf trois reprises. . Aujourd'hui, c'est deception...» Le man privé, ça passe bien, puisqu'il y déception La déception, on m s'en relève pas comme ça . Il confie encore:
« Avant la dénationalisation, il avait plus de participation du personnel, par exemple à des commissions pour = restructura-

Il reconnaît que = les devenus individualistes ». Mais il s'accroche, comme s'il voulait se rassurer, attraper quelques débris d'espoir. « Les verriers ne laissepas faire n'importe quol Décus, mais pas passifs... >

Les mêmes problèmes

Anna, cependant, s'avoue " résignée -. Pour | to ouvrière visila dénationalisation « ça fait ni chaud ni froid -. Le jeune délégué du personnel CFDT confirme: - Les gens s'en foutent parce qu'ils n'ont rien gagné Quand je parle avec my pere retraité, qui a longtemps travaillé ici, je m'aperçols que mes problèmes m = qu'il avait les

mēmes. La résignation, le « fatalisme ». comme disait un ouvrier E Cognac, ou, selon propre expression le - réalisme . La délégué les explique sans mal: « J'ai une copine qui a 🕼 bac, elle 🔳 trouve pas de boulos. Alors moi qui n'ai pas M diplome, je n'ai pas intérêt perdre ma place. •

PROSPECTIVE

PLANIFICATION

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Un chef d'équipe serrurier à l'usine Cognac, ancien militant CGT, confiait: . Ce qui compte pour moi maint c'est boulot et ma paie. Les temps ont changé; des prises de conscienme nées. Nous sommes une guerre économique », rappelle Alain Kéraudren, qui à trente ans, dirige l'usine de Sucy-en-Brie. « Et la guerre durcit les gens . constate en ___ chef = sécurité.

L'enjeu = leur échappe pas. "Ce compte, c'est d'avoir commandes .. entend-on répéter. René Caussignac, responsable de l'atelier de parachèvement à Sucy-en-Brie, a la fierté d'être « né dans l'usine ». Il y travaille depuis trente-cinq ans et se définit comme « un amoureux de la verrerie . Dans quelques mois, il ouvrira le musée de la verrerie qu'il aménage au sein de l'usine.

Sa position sur la dénationalisation résume celle de beaucoup d'antres: «Si la fait de flacons pas chers, is statut, is circuit de l'argent importent peu. peut wi juste concerner · les grosses têtes » comme le dit Guy, ouvrier fraiseur. . Les PDG. là-haut, siège - selon la formule d'un chef de quart, responsable de soixante-dix-sept ou-

Pour faire de bons flacons pas chers, pour avoir il commandes, ils s'en remettent à « leur bonne vieille maison . Annie, agent de maîtrise coloriste, n'a pas d'inquiétude. Son entreprise, née à Saint-Gobain au temps de Colbert, en a vu d'autres. La dénationalisation, elle apable de supporter ça. »

CHARLES VIAL.

La Bourse au coup par coup

(Suite de la page 11.)

A cet égard, le cas d'Elf-Aquitaine sera porteur d'ensei-gnements. La part de l'Etat dans cette compagnie pétrolière (dont la capitalisation boursière avoisine les 35 milliards de franca) sera ramenée de 68,8 % à un peu plus de 50 % dans le cadre d'une opération la plusieurs voiets récemment annoncée . Officiellement mise en place le 22 septembre, la Commission de privatisation a été appelée à se prononcer sur ce dossier préalablement à la première «vraie» privatisation, celle du groupe Saint-Gobain, prévus pour la fin de l'année.

On se trouve confronté à un double problème : déterminer (au vu des renseignements fournis par les cabinets d'audit et les organismes financiers retenus comme conseillers » (Paribas et la BNP) un juste prix à l'action Elf-Aquitaine au regard des paramèapplicables aux autres grands noms du secteur pétrolier interna-tional, et, parallèlement, fixer un prix de vente très légèrement inférieur à cette première évaluation (afin de motiver les 7 millions de porteurs de valeurs mobilières en France, dont la moitié sont des détenteurs directs). Il s'agit d'éviter une «fourchette» trop basse qui prêterait inévitablement le flanc à la critique, l'opposition pouvant alors reprocher aux pouvoirs publics d'avoir dilapidé les biens de la nation.

Avec prudence

Aussi, gouvernement a-t-il prudemment choisi procéder au coup par coup avec le tiercé Saint-Gobain, Paribas ≡ les Assurances générales de France (AGF). Le groupe de M Jean-Louis Beffa offre le double avantage d'englober une série d'entreprises industrielles et de services bien connues du grand public et d'avoir réalisé, à la suite de sa récente émission de certificats d'investissement sans droit de vote, une opération voisine de m que souhaite le gouvernement.

Saint-Gobain, dont la capitalisation boursière est d'environ 15 milliards de francs, a émis en juin dernier huit millions de certi-ficats d'investissement au prix de

souscrits par le public. Pour sa part, la demande des investisseurs étrangers & été satisfaite & hauteur de 17 K un pourcentage proche de la barre de E E line par la loi. Le personne de la firme, qui fait actuellement l'objet d'une consultation sur l'opportunité de souscrire i de futures metione Saint-Gobain, a réservé un ac-

300 F chacun, 18,30 € ont se vanter d'avoir vu les deux tiers émission de certificats d'investissement, le Crédit lyonnais, qui procédait de même quelques semaines plus tard (dans un contexte boursier, il w vrait très dégradé), était contraint de racheter une partie in titres un marché, pour éviter une chute excessive des cours. La part du per-

Un cinquième des actions dens le public

(Début juin, en millions de francs)

	Capitaliestion boursière potastielle totale	issection à la com
BNP UAP Parib88 Susz AGF Rhône-Poulenc Société générale GAN Pechiney CIC	27 181 26 863 23 677 19 685 17 490 16 927 15 813 12 835	5 599 (20.6 %) 6 716 (25.0 %) 5 919 (25.0 %) 4 000 (20.3 %) 4 373 (25.0 %) 1 357 (8.0 %) 2 670 (8.7 %) 3 209 (25.0 %) 1 812 (18.3 %) 1 223 (24.0 %)
Totai	175 (-10)	

(Source : Bulletin mensuel de la Société Générale).

cueil favorable à cette émission, sans être aussi empressé que l'auraient souhaité les dirigeants.

Parmi les 7 500 cadres, sur les 75 000 personnes que compte Saint-Gobain en France, la moyenne des souscriptions a été m witres. En culte pour la aucatégories la salariés, la proposition qui avait été faite (un prix de faveur de 3 % inférieur au prix d'offre, avec un délai de paiement jusqu'à la fin L l'année, cutrainant en contrepartie une nonnégociabilité avant cette date) n'a pas essentic comme suffisamment attrayante, car 🔳 quota maximum de 10 1 réservé aux salariés «n'a pas 💴 entièrement satisfait », concède M. Jacques-Henri David, directeur financier de la compagnie, dans un entretien accordé au magazine financier Investir.

Cette question de 🖿 réceptivité de l'actionnariat salarié = importante et on a line conscience, dans les milieux financiers et Rue de Rivoli, que tous les candidats à la privatisation ne sont pas logés à la même enseigne. Si Paribas peut

sonnel ayant participé à la souscription atteignait péniblement 3 to des titres offerts.

Pour la dernière catégorie d'investisseurs, la plus volumineuse, celle du grand public, 🔛 interrogations and moins aussi nom-A croire le tout dernier sondage relief sur ce sujet par l'Express, 7 % seulement des personnes interrogées s'affirment impatientes d'acheter des actions de sociétés privées, tandis que 23 M d'entre elles se disent vaguement intéressées, le plus fort pourcentage - 11 - n'ayant que faire de mus nouvelle race de titres. Investir, qui s'adresse, lui, à une clientèle de financiers, offre une série de réponses très différentes: 85 % des lecteurs se disent intéressés par l'acquisition to 114 ou 25 principaux groupes (à tres de sociétés à privatiser, alors commencer par 7 ou 8 d'entre eux que 67 % d'entre eux répugnent à cu deux ans) pour que l'ensemble investire de TF l. Quant aux se trouve « libéré » la tutelle investire III TF 1. Quant aux types d'entreprises privatisées qui a la préférence, assurances viennent III (52 %), suivies par les banques, M holdings financiers | | | groupes industriels rassemble dans un mouchoir de

poche, avec 37 1 a 1 d'avis favorables chaque cas.

Voilà de quoi inciter à la réflexion les artisans de la privatisation. Au demourant, ceux-ci met CHARLE OR IAM IS SHAPE OF HERE de Bourse on RFA, qui a pagné, juillet dernier, l'an-nonce de la prochaine dénationaliparticipations étatiques Volkswagen, 🚾 équivalents d'ELF-Aquitaine - Renault.

Le l'autre côté de la Manche. la «dame in fer» aborde aven prudence is suite is son programme de transfert au prive quasi-totalité des la la des la la des l'Etat dans La entreprises publiques. L'opposition travailliste beau jeu, en effet, d'invoquer la l'action British Telecom (30 % depuis le début de l'année) pour programmer d'ores et déjà la renationalisation du géant les télécommunications - si porte les prochaines élections.

Imperturbable, Mac Thatcher envisage pour janvier prochain la privatisation II British Airways. qui figurait pourtant en tête de fiste sur son programme de déna-tionalisations établi en 1979. Prévue pour 1986, la privatisation de Rolls Royce est, elle, reportée avril prochain. Entretemps, il faudra mettre sur le marché British cet et ses 6 milliards de livres, l'équivalent les cessions opérées depuis cinq ans.

Le gouvernement français, lui, entend calendrier et état du marché boursier, en l'agrémentant au besoin de quelques mesures supplémentaires d'incitation l'épargne. Son engagement est formel : les & entreprises prévues - (auxquelles il faut aiouter TF 1) - privatisées. Mais il n'a jamais été in qu'elles seraient toutes introduites en Bourse...

15. garage

-

~z.

.

Par le simple jeu des participa-tions, il suffit de dénationaliser de l'Etat: Il y a là davantage qu'un simple exercice de style. C'est tout le succès IL l'opération de privatisation qui repose == == bases beaucoup plus réal

SERGE MARTI.



in de San Banas (Inglish and San Inglish (Inglish and Inglish (Inglish and Inglish (Inglish and Inglish and Inglish and Inglish (Inglish and Inglish a

4 7 ----

1 xy

Since the second

-

Fig. 14

At state in .

Same of the same of

i i. . . .

The same of the same of

. . د د د د د د د د د د د د د

Action in the contract of the

in the second

M. Wall Co.

Berfeine .

francisco en

المراجدة الإستار المتراك محصي

The Toward

を発発し ナー・バー

E Bertein

<u>(a.</u>

MARIE FAIR F

and the second

-

海流性 叶

 $g \to 2 h^{-1}$

3.1

 $(x,x')_{\mathcal{F}}=x$

. . . .

or the second

....

Service Service

milimas

par coup

稀种 27. وارم المؤوالية

-

* - . .

40.

The second

of states or

LE LANCEMENT DE LA PRIVATISATION

Des millions d'actionnaires?

HÈME cher à l'héritage gaulliste, l'actionnariat populaire devrait entrer prochainement dans les faits vis la mise progressive sur le mar-ché du capital des entreprises publiques. A l'occasion de l'émission télévisée «L'heure de vérité», M. Edouard Balladur a réaffirmé, le 10 septembre, qu'à travers les privatisations le gouvernement voulait *e diffuser* la propriété entre des millions d'actionnaires » (10 % des acd'actionnaires » (10 % des actions devraient être réservées au personnel). Le développement de ce « capitalisme populaire » devrait être favorisé également par un nouveau texte qui doit « toiletter » l'ordonnance du 7 janvier 1959 sur l'intéressement et celk. Lu 17 août 1967 sur la « participation aux fruits » (système obligatoire pour les entreprises dont l'effectif atteint ou dégagent des résultats).

Les accords de participations

Les accords de participation qui peuvent prévoir, après homologation interministérielle, une formule de calcul dérogagoire - étaient au nombre de 10336 en 1985 et concernaient 4594900 salariés, ca qui a traduit une légère diminu-tion per rapport à 1984. La réserve spéciale de participation est indisponible pendant cinq ans (1) — mais l'ordonnance pourrait ramener cette durée à trois ans, moyennant un nou-veau régime fiscal — et elle doit être gérée de façon à procurer un revenu aux salariés.

Le rachat

Les sommes de la réserve spéciale (47,2 milliards da francs en cumulé de 1968 à 1962 inclus et 6 milliards en 1983) sont ainsi placées soit en comptes courants bloqués et obligations (56,83 % en 1982), soit en parts de fonds communs de placement (42,27 %), soit en SICAV (0,53 %), soit en attribution d'actions de l'entre-prise (0,37 %). Le revenu dé-gagé pour le salarié est exonéré d'impôt à condition d'être réin-

D'après un rapport du Conseil national du crédit, 40 % des salariés dont les droits sont gérés par des fonds communs de placement (plus de 3 000) s ne réclament pas le rachat de leurs parts à l'expiration de la période d'indisponibilité». Mais la participation « aux fruits » a un court budgétaire important, en raison des moins-values fisa-

un système facultatif de plans d'épargne d'entreprise (environ 1 200) qui recueillent des verse-ments volontaires des salariés (qui ne peuvent excéder le quart de leur rémunération annuelle et un abondement de l'entreprise). L'ordonnance pourrait porter cet abondement de 3 000 F par an et par salarié à 10 000 F.

Deux mécanismes

Sur le modèle des estocksoptions » du droit américain, la loi du 31 décembre 1970 a institué les « plans d'option sur actions», celle du 27 décembre 1973 les « plans de souscrippremier mécanisme permet à des salariés d'acheter des actions de leur société. La loi de 1984 sur l'initiative économi-que a levé pour l'essentiel les obstacles juridiques et fiscaux, et cent plans ont été soucrits

Très peu utilisé, le second mécanisme donne la possibilité aux sociétés cotées de rendre leurs salariés actionnaires individuellement ou collectivement (avec une exonération d'impôt dans la limite de 3 000 F par an et un abondement équivalent de l'entreprise). Participant aux as-semblées générales, les salariés actionnaires peuvent par conséquent être élus au conseil d'administration.

Quant à l'intéressement de l'ordonnance de 1959, il est d'une philosophie différente ce qui randrait difficile une efusion » avec l'ordonnance de 1967 - car, comme le souligne le Conseil national du crédit, « il s'inspire devantage de considé-rations tendant à compléter la rémunération des salariés par d'autres moyens que le salaire fixe que d'une volonté de favoriser l'épargne ». Les entreprises distribuent des primes calculées sur leurs résultats ou leurs gains de productivité, qui sont déductibles fiscalement et exonérées de charges sociales.

Les salariés en bénéficient immédiatement, mais doivent les inclure dans leur revenu imposable. Ce système facultatif est en progression constante depuis 1980 : en 1985, 1 180 accords couvraient 364 500 salariás. Sur cette formule, comme sur les autres, le gouvernement pourrait proceder à qualques simplifications.

MICHEL NOBLECOURT.

cales résultant des exonérations (évaluées globalement à 5,3 militards de franca) auquei s'ajouta la coût des exonérations de charges sociales.

A côté du système obligation de participation, il existe (1) Lorsque la bénéfice de l'exercice diminué de l'impôt contentinate de capitaux propres, le produit de la moitié de cet excédent par le rapport des salaires à la valeur ajoutée constitue la « néserve spéciale de participation».

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 22 au 26 septembre

Un round d'observation

VEC l'amonce officielle de la cession au public de 11 % du capital d'ELF-Aquitaine (10,8 millions de d'ELF-Aquitaine (10,8 millions d'actions), la Bourse s'est mise à l'heure des privatisations. Aussitôt comma le prix de vente des titres offerts (305 F l'unité), les professionnels ont tempour «quasi certaine» la réussite de ce galop d'essai. Sous les lambris, mul ne voulait donner écho à la polémique alimentée par les socialistes, qui jugent insuffisant le prix fixé. Les boursiers se réjonissent au contraire de la décision de la leudeur et de l'action préstable de la M. Balladur, et de l'estimation préalable de la commission de privatisation (elle avait recommandé un plancher de 300 F). A leurs yeux, ce choix d'un prix modéré laisse au titre une marge de progression non négligeable — le dernier cours comm était de 339 F, — susceptible d'attirer les investisseurs, en particulier les petits porteurs.

envesusseurs, en particulier les petits porteins.

«Tout a été fait pour favoriser le petit

«ctionnaire», entendait-ou près des piliers. Outre

le prix de cession jugé attractif, certains notaient

avec satisfaction que les demandes des personnes

physiques françaises ou résidentes ne dépassant

pas dix titres seraient servies en totalité.

Il apparaît, dès lors, et c'est de bonne guerre, Il apparaît, des lors, et c'est de bonne guerre, que le gouvernement a voulu donner un bon départ aux privatisations, convaince que l'opération ELF fera figure de test pour la suite. En prenant le pouls de la Bourse, très irrégulier ces temps derniers, les pouvoirs publics out probablement conclu qu'il ne fallait pas placer la barre trop haut pour éviter de décourager les acheteurs. Cette altégeance au marché a-t-elle prévalu sur l'impératif de ne pas «brader» le capital? Le Pimpératif de ne pas « brader » le capital ? Le débat, ouvert jendi, devrait rester en filigrane des prochaines étapes de la dénationalisation.

Si on a beaucoup bavardé cette semaine autour de la corbeille, l'activité est en revanche restée de la corbeille, l'activité est en revanche restée finitée. Une fois n'est pas continue, les boursiers n'ont porté qu'un intérêt modéré au tableau numineux, l'indicateur de tendance ne brillant guère, il est vral, par son relief. Au lendemain de la liquidation négative de septembre (-4,10%), la cote a surpris son monde en gagnant brusquement 2,52% mardi. Le marché réagissait au podressanages intervann la veille à Wah Street au edressement intervenu la veille à Wali Street, et bénéficiait des achats qu'effectuent habituellement les opérateurs au début de chaque mois boursier. Mais dès mercredi, la stagnation reprenait le dessus, reflétant un réel attentisme des investisseurs. A la clôture du 25 septembre, la tendance restait ainsi étale : 0,00... Au terme de la dernière séauce, en recul de 1,3%, le score hebdomadaire s'établissait en légère hausse (+0,8%)_

Les appétits de De Benedetti

Les appétits de De Benedetti

Pen motivés par l'évolution des cours, les boursiers ont été, en revauche, tenus en haleine par les événements touchant des sociétés françaises. Outre ELF-Aquitaine, les Presses de la Cité, Usinor et Sacilor et Hervillier (repris par DMC) out ainsi défrayé la chronique. Dès mardi, le marché était chaufié à blanc avec la suspension du titre Presses de la Cité. La veille, 13,8 % du capital auraient changé de mains. On apprenait rapidement que M. De Benedetti moutrait ainsi sou appétit pour le numéro deux de l'édition en France. Par le biais de la bolding CERUS, sou bras séculier dans l'Hexagone, et de Pechelbronn (groupe Worms), l'industriel italien soubaite acquérir au total environ 34 % du capital des Presses. Une offre publique d'échange (OPE), sur la base d'une action Presses de la Cité pour trois titres CERUS, à laquelle s'ajoutera un complément en espèces (soulte), payé par

Pechelbronn, devrait lui permettre de parvenir à ses fins. On se souvient qu'en juin dernier M. De Benedetti avait finalement obtenu l'autorisation des pouvoirs publics de prendre le contrôle de Valoo (leader français de l'équipement automobile) aue la passibilité de norter de 19 % à automobile), avec la possibilité de porter de 19 % à 30 % sa participation dans le capital. Cette opération avait renforcé l'assise de la CERUS, cette entité dirigée par MM. Claude Pierre-Brossolette et Alain Minc, et qui vient précisément de copiloter l'affaire des Presses. Valéo a par ailleurs refait parler d'elle en annonçant une prochaine augmentation de capital. Son résultat net a été bénéficiaire au premier stre 1986 de 131 millions contre une perte de 43 millions de francs au premier semestre 1985.

Autre sujet brûlant pour les investisseurs concernés, la réduction à zéro du capital social d'Usinor et Sacilor, destinée à apurer les pertes, d'Osnor et Sacuto, destaute à par la dévalorisation complète des titres détenus par les porteurs. Cette opération « aumule les actions existantes et réduit à zéro leur valeur. L'actionnaire ne possède plus rien, sauf le droit de souscription à l'augmentation de capital », ont fait savoir les dirigeants. Devant l'émotion de nombreux petits porteurs, qui avaient misé, souvent lourdement, sur ces titres, la Commission souvent lourdement, sur ces titres, la Commission des opérations de Bourse (COB) va se pencher sur la manière dont l'information ayant trait aux actions Usinor et Sacilor a été faite. Il semble, en l'espèce, que les sociétés n'out jamais caché leur situation précaire aux actionnaires. Les publicités décrivant l'acier comme un produit d'avenir, destinées à l'origine à recruter des cadres pour ce senteme out ceneralem qui être percaes par des secteur, ont cependant pu être perçues par des petits épargnants comme un indice de la meilleure santé des industries sidérurgiques. La COB précise sante des industries sidèrurgiques. La CUB précise néanmoins que, dès les premières réductions de capital d'Usinor et Sacilor, elle avait informé les actionnaires des risques liés à la détention de ces titres. Son enquête devrait s'orienter vers certains intermédiaires qui auraient (ce n'est qu'une bypothèse) seasibilisé une clientèle crédule et pen vertie à ces placements.

Dans un marché où les grandes manœuvres se sont aissi succédé, les boursiers ont joué de prudence et de sélectivité, réservant leurs faveurs aux sociétés affichant des résultats positifs. L'Air aux societes affichant des resultats posturs. L'Air liquide (qui vient de proroger an 20 octobre son DPA sur Big Three) a ainsi tiré parti de l'annonce de son bénéfice net consolidé semestriei, publié pour la première fois, qui atteint 616 millions de francs contre 555 millions de francs l'an dernier (chiffre reconstitué). Le bătiment (Maisons Phénix, GTM-Entrepose, Bouygues) a, de son côté, confirmé son retour en grâce.

A l'inverse, Imetal (-14,9) a été sanctionné, victime du manvais effet provoqué par la chute de son bénéfice semestriel à 0,6 million de francs, contre 107,1 millions de francs an premier semestre 1985 (1). Olida Caby (-4,51%) a, de son côté, fait les frais des rumeurs concernant une perte de 160 millions de francs pour 1986. Si un démenti de la direction a empêché le titre de céder plus de terrain, cet épisode a montré combien le marché est redevenu très sensible aux résultats. Il est vrai que les boursiers devront bientôt faire preuve d'une extrême vigilance, pour juger sur pièces les titres qui leur seront proposés dans le cadre de la privatisation.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) Poclain (-29,1%) et Fives-Lille (-23,5%) ont subi des revers encore plus importants, pour des motifs similaires, cette dernière venant d'annoncer qu'elle cédait sa participation dans NASA Electronique.

MATIF

Notionnel 1	0 %. – Co	tation en p	ourcentage	du 26 sept	embre
			CHÉANCE		
COURS	Sept. 86	Oct. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Premier		111,05	111,90	111,85	111,60
+ hant		111,05	112,30	112,28	111,80
+ bas		111	111,90	111,85	111,50
Dernier		111,05	112,25	112,20	111,89
Compensation .		111,65	112,25	112,20	111,80

sbres de contrata : 4 624.

1							
J	LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)						
l		22 sept.	23 sept.	24 sept.	25 sept.	26 sept.	
١	RM	1964901	1728292	1 428 600	1 194763	•	
١	R. et obl Actions	6 336 677 289 865	7 129 576 263 991	6782328 153135	5 564 337 345 408		
١	Total	8 591 443	9 121 859	7 364 063	7 104 508	-	
	INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)						
	Françaises Etrangères	144,5 110,4	148,2 112,9	148,1 112,8	142,8 112,8	_	
	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1985)						
	Tendance .		146,5	147,8	149,5	147,9	

Le Monde

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements:

45-55-91-82, peste 4330

(base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. 1 350,1 | 388,8 | 387,8 | 389,3 | 386,4 MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours 19 sept. 26 sept. 91 950 92 550 551 400 596 528 532 671 955 350 1 800 1 005 3 475 631 560 3 360 88 500 88 900 548 401 579 501 661 858 330 3 270 1 552 1 065 3 360 646 540 360

Pièce suisse (20 fr.) ... Pièce intine (20 fr.) ...

voirs publics. Jean Loyrette, Editions Dunod, 190 pages, 85 francs.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Peugeot SA Moët-Hennessy Lafarge-Coppes Michelia Thomson CSF Schneider SA Total Carrefour Chargeurs BSN Dumez Midi L'Oréal Navigation mixto Air Liquide Source Petrier Club Méditerran.	299 960 98 975 157 516 65 767 116 223 200 100 356 115 38 505 94 680 29 645 74 374 16 040 26 430 79 767 104 742	289 430 611 210 543 50 209 751 87 199 567 53 154 658 89 129 492 73 122 153 33 117 453 72 115 424 68 109 066 27 96 561 64 11 86 780 89 80 817 59 80 \$11 72
Bancaire	51 921	59 870 69
[(*) 1241/344 11]4		

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)				
Valous	Hausse %	Valeurs	Baisse %	
Maisons Phénix GTM-Entrep. Peckelhecon St-Louis Bouch. Compt. Mod. Legrand Alsac. Superm. Bouygues Valeo	+ 15,8 + 13,6 + 13,2 + 13,2 + 12,5 + 11,8 + 11,2 + 10,2 + 10 + 9,8	Pociain Fives Lille Min. Penarroya Imetal Schnerder Nord-Est CFDE VIC UJFB Vallourec	- 29,1 - 23,5 - 20,4 - 14,9 - 8,1 - 6,3 - 5,7 - 5,2 - 5	

BONS DU TRÉSOR Séance du 26 septembre 1986

Echlesces		Plans bas	Compes- sation	Variation (jour/veille) en pts
D&c	93,20	93,16	93,17	- 0,63
Mars 87 .	93,39	93,37	93,39	_
Juin 87	93,41	93,39	93,39	- 0,82
Sept. 87	93,40	93,40	93,40	-0,01

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Hésitant La tendance est demeurée volatile la semaine passée à Wall Street dans un marché calme. L'indice des valeurs industrielles a terminé avec des gains de 7,17 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 769,68.

vendredi dernier, à 1 769,68.

Toute reprise s'est en effet accompagnée d'une faible activité et a porté sur des titres dits secondaires on bénéficiant de situations particulières, les valeurs vedentes étant négligées. Par ailleurs, la faiblesse des indices boursiers risque de déclencher à tout moment les ventes en arbitrage des institutions financières. Un tel mouvement avait amplifié, le 11 septembre dernier, l'effondrement des titres boursiers. L'indice avait alors accusé une perte record absolue de 86,62 points et il faudra un certain temps avant que le malaise suscité par

	Cours 19 sept.	Cours 26 sept.
Alcoe ATT Boeing Chase Man. Beak Da Post de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Texaco UAL Inc. Union Carbide	36 1/2 23 1/8 54 5/8 37 81 53 1/8 65 52 3/4 71 1/2 68 1/4 137 1/4 49 1/8 59 31 1/2 31 1/4 55 5/8 21 1/2	36 3/4 23 53 1/2 36 5/8 79 1/2 54 1/8 65 3/4 50 7/8 72 5/8 68 1/2 32 1/2 135 1/2 48 36 5/8 53 1/4 33 5/8 56 3/4 20 3/4
US X Corp Westinghouse Xerox Corp	20 1/8 53 1/2 53 3/8	23 5/8 52 3/8 52 3/8

LONDRES

Effritement La demande s'est raientie pendant la La demande a'est raiente pendant a semaine écoulée au Stock Exchange de Londres, à cause de l'émission de la Trustee Savings Bank (TSB), la plus grosse émission que le Stock Exchange an comne jusqu'à présent si l'on exclut les privatisations du gouvernement, qui e congé une grande partie des liquia épongé une grande partie des liqui-dités, son montant de 1,5 milliard de dités, son montant de 1,5 milliard de livres ayant été couvert cinq fois. Ce facteur et le spectre d'un relèvement du cost du crédit bancaire par suite de la baisse record du sterling ont pesé lour-dement sur la cote, entraînant une baisse de 30,7 points de l'indice Financial Times des vedettes industrielles, qui a terminé vendredi à son plus bas niveau depuis le début d'août, soit 1 238,4. Le volume des transactions a diminué à 99 862, contre 101 748 la semaine précédente.

Indices - F.T. -, industrielles : 1 238.4 contre I 269.1; mines d'or. 328.3 contre 331.2; fonds d'Etnt, 83,39

	Cours 19 sept.	Cours 26 sept.
Beecham Bowater Brit. Petroleum Charter Courtaulds De Beers (*) Free State Gedal (*) Glato Gt. Univ. Stores Imp. Chemical Shell Unilever Vickers War Loan	893	935 14 1/8 10 13/16 898 17 51/64 393
(#) Endollers		

FRANCFORT Raffermissemen

Le marché a évolué en dents de scie Après ua bon démarrage en début de semaine sous la conduite des valeurs automobiles et des grands magasins, la baisse de Wall Street ainsi que l'incertitude sar le résultat de la réunion du groupe des Cinq ont ensuite incité les boursiers ouest-allemands à une extrême boursiers duest-alternatos à tute extreme prudence. Les valeurs ont toutefois pro-gressé en moyenne de 1,5 %. L'indice de la Commerzbank a clôturé à 1 985,1 points, soit 30,8 de plus que vez-dredi dernier.

	Cours 19 sept.	26 sept.
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebenk Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	305,50 271,50 291,50 333 772 260 421 177 667 480	309 274,19 294 315,50 787 260 435 167,80 679,50 477,50

TOKYO Reprise

forte baisse, la Bourse de Tokyo a connu une nette reprise, les hausses étant conduites par les valeurs à forte capitali-

L'indice Nikkel a fini la semaine à 18 181,21 yens contre 17 523,45 le vendredi précédent. L'indice général s'est établi à 1 529,81 (contre 1 447,24). compensant ainsi largement ses pertes de la semaine précédente (51,67

Cours 19 sept.	26 sept
375	363
660	620
960	945
1 700	1 700
1 290	1 210
1 650	1 670
585	590
3 280	3 190
1 890	1 890
	375 660 960 1 700 1 290 1 650 585 3 280

BIBLIOGRAPHIE

Privatisation. L'art et la manière.

Dans le contexte général de la privatisation, l'ouvrage réalisé par le COPS (Centre d'observation et de prospective sociale), sous la direction d'Edonard Cointreau, présente une approche thématique et pratique qui, sans avoir la prétention d'être exhaustive, a le mérite de la clarté et de la concision. Après une brève présentation par secteurs, les grandes lignes du programme de privatisation dans dix-neuf pays y sont examinées, ainsi que dix exemples concrets parmi lesquels British Telecom, Telefonica, et plus bizarrement la Lufthansa et Médiamétrie, bien qu'appartenant toujours au secteur public.

COPS, Editions L'Harmattan, 188 pages, 90 francs.

Techniques de privatisation des entreprises publiques.

Guide exclusivement consacré aux techniques et aux modalités juridiques de la privatisation. De très nombreux aspects de droit public et privé y sont abordés sons des formes diverses. Entreprises publiques de premier rang, filiales, émission ou cession d'actions, introduction en Bourse : toute cette matière complexe est abondamment développée et commentée. Un manuel destiné aux juristes d'entreprises publiques on privées concernés par la privatisa-

tion, ainsi qu'aux nombreux étudiants en droit des affaires. Lucien Rapp, Librairies Techniques 118 pages, 135 francs.

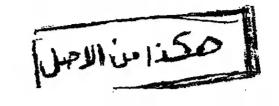
Dénationaliser, les leçons de l'étranger.

Dénationalisations au Japon, privatisations en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, motivations, financement, processus, et enfin bilan de ces expériences, tels sont les nombreux aspects rétrospectifs développés dans la perspective de l'actualité de

Ouvrage collectif sux éditions Economics, 309 pages, 95 francs.

Comment réussir la privatisation.

Ecrit par un orfèvre en la matière (le cabinet de Jean Loy-rette a apporté son concours technique à certains opposants aux nationalisations de 1982, avant de travailler d'arrache-pied sur les privatisations), cet onvrage a le mérite de s'attarder sur la capa-cité d'absorption du marché financier et sur la participation des salariés. Des deux mesures proposées par la droite et reprises par l'auteur, la première (le rapprochement des régimes d'imposition des obligations et des actions) est entrée dans les faits. La seconde (la création de comptes individuels d'épargneretraite à impôt différé), inspirée des «Sicav Monory», n'a pas encore retenu l'attention des pou-



Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Sous le signe du Taureau et de l'Ours

Si le calme est provisoirement rétabli sur le marché international des capitaux et sur les principales la réunion annuelle du FMI à Washington, l'atmosphère reste toutefois empreinte d'incertitude. Nul ne sait très bien dans quelle direction les taux d'intérêt vont se diriger, tandis que l'équivoque changes. Pour combattre cette irresolution, l'instrument à double tête chercheuse que sont les émissions · haussières/baissières · (Bull & Bear, le Taureau et l'Ours) a vu son champ d'action s'amplifier au cours des derniers dix jours.

Jeudi, le royaume de Suède a lance au pair, sous la direction du CCF, un emprunt Bull & Bear sur cinq ans. D'un montant de 800 millions de francs français divisés en deux tranches égales dont l'une haussière et l'autre baissière, son remboursement sera lié à l'indice publié par la Compagnie des agents de change (CAC), c'est-à-dire à celui de la Bourse de Paris, où sera également cotée la transaction. La tranche haussière sera remboursée à un prix qui sera ie pair multiplié par le prix de l'indice final du CAC après un an, divisé par l'indice initial en vigueur lors du lancement. Le prix de remboursement de la tranche baissière sera deux fois le pair minoré du prix auquel sera remboursée la tranche haussière. Le prix maximal de remboursement ne pourra excéder 140 % et le prix minimal 60 %. Le coupon sur les deux tranches sera de 3,75 % pendant la première année, puis de 8 % par la suite, l'ensemble est assorti pour les banques d'une commission globale de 1.875 %.

La grande innovation de l'emprunt suédois par rapport à l'émission Bull & Bear lancée au début du mois par EDF est que le prix du premier sera fixe dans un an et non pas à échéance, c'està-dire au bout de cinq années. Cela combiné avec le choix pour la Suède d'un coupon - brise - qui permet en quelque sorte après douze mois de transformer en emprunt euro-obligataire ce qui au départ est une option sur l'évolution de la Bourse de Paris - a plu, tout particulièrement à certains investisseurs institutionnels. La tranche haussière est attrayante pour ceux qui, n'ayant pas d'enga-gements en actions libellées en francs français, sont assurés par suite du coupon de 3,75 % d'une rentabilité supérieure au rendement moyen net de la Bourse de Paris, qui est inférieur à 2%. La tranche baissière devrait, pour sa part, tout particulièrement intéres-ser les investisseurs désireux de Un porte-parole de ELF a déjà laissé

protéger leurs positions en actions françaises.

Il faut noter que l'emprunt sué-dois B & B, ou H & B si l'on préfere s'exprimer en français, a vu le jour en remplacement d'une euro-émission traditionnelle à taux fixe en francs français pour BSN. Cette dernière y a apparemment renoncé parce que le marché de l'eurofranc a taux fixe est dans un état déplorable par suite de la persistante faiblesse de la devise française au sein du SME. Dans les circonstances actuelles, BSN aurait dù certainement offrir un coupon d'autant plus onéreux que ce groupe français est encore très peu connu sur la scène financière inter-

Profitant du renouveau d'attraction pour l'or, le royaume de Danehaussière/baissière dite « dorée » parce qu'indexée sur le prix du métal jaune. D'une durée de sept ans et d'un montant de 120 millions de dollars divisé en deux tranches égales, l'une haussière (Bull) et l'autre baissière (Bear), la proposition danoise a été lancée avec un coupon annuel de 3 % sur un prix de 100,125. Sous la formule retenue pour déterminer le prix de remboursement, le plus élevé peut être de 228 % si le cours de l'or passe de 430 à 820 dollars pendant les sept prochaines années. Le plus bas sera de 50 % si le prix du métal jaune fléchit, durant la même période, de 430 à 170 dol-

mark avait, quelques jours aupara-

Société générale, une émission

ELF le bon génie

En avant-goût du mouvement de privatisation en France, ELF Aquitaine a, jeudi, lancé avec beaucoup de succès une euro-émission sur sept ans de 200 millions de dollars dotée de warrants qui permettront d'acquérir des actions du groupe pétrolier français. A chaque euroobligation de 5 000 dollars assortie d'un coupon annuel de 3 % sont attachés 170 warrants, Chacun d'entre eux donne au porteur la possibilité d'acheter, au cours des quaire pro-chaines années, une action ELF à un prix de 315 francs français. Paribas dirige ce placement international, qui s'inscrit en parallèle avec la vente directe par ERAP de 10.8 millions d'actions ELF, à un prix de 305 francs par titre, sur le marché

Les investisseurs étrangers ont d'emblée préféré l'europroposition qui s'est tout de suite traitée avec une décote de 1,50-1 sur le marché gris. C'est très peu par rapport à la commission bancaire globale de 2,25 % et encore dans les limites de la seule eurocommission de ventes de 1,50 %. Le succès de l'euroémission réside principalement dans le fait que les warrants attachés aux euro-obligations peuvent être exercés sur quatre ans, tandis que les actions directement cédées par ERAP doivent être libérées immédiatement. Une période de réflexion de quatre ans confère un levier de décision qui n'a pas de prix. Indé-pendament de cette considération, l'action ELF Aquitaine a des charmes intrinsèques évidents. Le bénéfice net par action ELF devrait atteindre 45 francs en 1986. Sur cette base, le PER, c'est-à-dire le ratio rapport/prix, n'est que de 6,8.

sous-entendre qu'il n'était pas impossible que, dans l'avenir, ELF modifie sa politique de dividende, c'est-à-dire se montre plus généreuse dans ce domaine.

Le produit de l'euro-émission ELF sera de l'argent frais qui va permettre à la compagnie pétrolière française de «casser la baraque». Il va lui donner la possibilité de resinancer une partie de sa dette à un coût très bas, puisque de 3 % seule-ment. Outre les 200 millions de doilars de l'emprunt euro-obligataire, ELF obtiendra également 320 mil-lions de dollars si tous les warrants

Signalors pour terminer la très intelligente opération mise sur pied par la Société générale pour le compte du Crédit national. D'une durée de dix ans, elle s'élève à 300 millions de dollars et se présente sous la forme d'une ligne de crédit à options multiples (MOF) destinée à cautionner l'euro-émission ultérieure de papier en dollars ou ECU ou d'avance bancaire à court terme. La transaction comporte une commisdant les cinq premières années, puis de 0.05 % par la suite. Etant donnée la prime que commande la République française, garante de l'opéra-tion, des conditions encore plus sévères pour les prêteurs auraient été possibles. Néanmoins, le Crêdit national n'a pas voulu leur tordre le cou. La politique plus réaliste de l'agence tricolore est de réunir un syndicat bancaire dont la solidité s'exprimera au travers du . Tender Panel . c'est-à-dire du syndicat soumissionnaire aux euronotes que le Crédit national entend émettre en attendant sa venue sur le marché de l'europapier commercial.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

« Arrêtons d'utiliser les médias pour influer sur le cours du dol-lar », demandait, lundi 22 septembre, M. Gerhard Stoltenberg, ministre quest-allemand des finances, appelant ainsi à une pause sur le front des déclarations. La semaine précédente, M. Karl Otto Poehl, le président de fer de la très sourcil-leuse Bundesbank, avait réitéré un · nein » vigoureux à toute diminu-tion supplémentaire des taux direction supplémentaire des taux direc-teurs de la banque, laissant entendre que le deutschemark pourrait encore monter per rapport au dollar, comme contribution au redressement de la balance commerciale des Etats-Unis. De l'autre côté de l'Atlantique, M. James Baker, secré-taire américain an Trésor, avertis-sait qu'une nouvelle baisse du dollar scrait nécessaire ai l'Allemagne fédérale et le Japon ne prenaient pas des mesures énergiques pour relan-cer leurs économies, nouvelles «locomotives» de l'expansion mon-diale. Du coup, on le sait, le dollar plongeait à moins de 2 DM et tou-chait 6,50 F, tandis que le deutschemark s'envolait, au grand dam des autres monaics du système moné-taire européen (SME), qui avaient bien du mal à le suivre. Le Banque de France avait du intervenir très vigoureusement pour bloquer la hausse de la devise ouest-allemande

Pour apaiser ces tensions inquié-tantes au sein du SME, il fallait donc faire quelque chose : ce fut le communique commun des ministres des finances des Douze, réunis pen-dant le weck-end à Green-Eagles, hant lien du golf écossais, aux termes duquel les membres de la CEE rendaient publique leur volonté de stopper la baisse du dol-lar, en fait la bausse du deutsche-

Cette annonce fut tout à fait effi-cace et, le lundi suivant, le dollar remonta illico an-dessus du senil des

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 au 26 SEPTEMBRE

| No. | No.

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 26 septembre, 4,3404 F contre 4,2811 F le vendredi 13 septembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'attente

2 DM, cotant 2,0250 DM et 6,63 F. Les jours suivants, il se raffermit encore un peu, à 2,04 DM-2,05 DM et 6,70 F. A Paris, la Banque de France pouvait rester l'arme au pied, avec un deutschemark se cantonnant, sans intervention, un peu en dessous de 3,2760 F, seuil vigoureusement défendu le semaine précé-

Le mercredi, M. Paul Voicker, déposant, du haut de ses 2 mètres, devant une commission du congrès, estimait que le dollar avait assez baissé, et qu'un recul supplémentaire serait de nature à relancer l'inflation outre-Atlantique. Il assurait qu'il fallait prendre d'autres mesures pour réduire l'énorme déficit commercial de son pays, comme consommer moins, exporter plus et diminuer le déficit budgétaire : Depuis cinq ans, les Américains vivent dans un paradis artificiel», a-t-il averti, fidèle à son rôle de Cassandre. Ces propos, qui n'eurent qu'un effet fugitif sur les cours du dollar, s'inscrivaient en contradiction avec ceux da secrétaire au Trésor. Mais, selon les milieux washingtonieus, cette contradiction n'est qu'apparente; comprenne qui pourra. A vrai dire, les officiels américains nous ont habitués aux propos fracassants et

A la veille du week-end, il est vrai, dans un calme trompeur, les milieux financiers internationaux attendaient qu'un résultat filtre des discussions engagées entre les représentants des grands pays industrialisés, réunis à Washington avant l'onverture de la session annuelle du Fonds monétaire international (lire page 00). Les entretiens devalent y être empreints de «franchise», c'est-à-dire qu'on silait s'y lancer les assisttes à la figure. A la veille de cette réunion tenue, presque jour pour jour, un an

Nervosité et inquiétude

dépréciation supplémentaire du dol-lar par rapport au deutschemark.

c'est l'attentisme qui prévaut, dans un climat de nervosité et d'inquié-

tude. Les opérateurs européens ont

les yeux fixés sur les Etats-Unis, essayant d'interpréter les soubre-sauts du marché new-yorkais et le

comportement erratique, notam-

ment, de l'emprunt-phare (bellwe-ther), le 30 ans 2010 qui, en fin de

semaine, cotait un peu plus de 94 %

de sa valeur nominale avec un ren-

dement de 7,70 % environ. Le résul-

tat est qu'à Paris le MATIF a oscillé

entre 112 et 112,30 sur l'échéance

de décembre, surtout que le marché

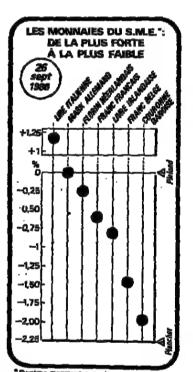
obligataire est pris dans une épaisse

Fort bien, mais dans l'immédiat,

après celle du Piaza à New-York, qui avait décidé la baisse spectaculaire du doilar, les pronostics étaient réservés. Les optimistes tablaient sur des concessions réciproques : les Etats-Unis cessaient de réclamer un nouveau recul du dollar en échange d'une diminution des taux d'intérêt allemands. Les pessimistes assuraient qu'il ne sortirait rien de tout cela, la RFA restant campée sur ses positions et refusant de céder à la menace d'une guerre des parités

Pendant ce temps, la livre sterling subismit de nouvelles attaques qui contraignaient la Banque d'Angleterre à intervenir massivement sur sa devise. Très magvaise surprise, la balance commerciale britannique accusait le plus fort déficit mensuel de son histoire, 1,49 milliard de livres (près de 15 milliards de francs) pour le mois d'août ; celui de la balance des palements, après inclusion des services, atteignait 886 millions de livres (un peu moins de 9 milliards de francs), nouveau record. Les exportations de pétrole rapportent moins, les importations augmentent et M. Thatcher risque de perdre les prochaines élections : il y a de quoi rendre la livre vulnérable. Cene évolution affaiblit le clan des tisans d'une entrée de la devise britannique dans le système monétaire européen. Ce dernier est sonmis à des tensions déjà suffisantes sans qu'il soit urgent d'en ajouter d'antres...

FRANÇOIS RENARD.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Du blé français pour Moscou?

pris ces deruiers mois l'allure d'un encéphalogramme plat, fluctuant à peine autour de 260 cents par boisseau (27,216 kg).

Cette inertie du marché traduit en bonne partie celle des Soviéti-ques. Depuis la proposition des Etats-Unis, faite le le août, de leur vendre 4 millions de ronnes avec un rabais de 13 dollars par tonne, ils n'ont toujours pas manifesté leur intention de prendre livraison, même partielle, de la marchandise. Les conditions posées par Moscou pour accepter le blé américain sont telles qu'aucun négociant international ne veut de surcroît se risquer à endos-ser financièrement une transaction de ce genre. Dès les premiers jours d'août, les grands marchands de grains ont reçu un télex de la société commerciale soviétique Exporthleb. chargée entre autres des achats

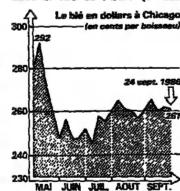
COURS DU 26-09
960,50 (+ 8) Livres/tomes
215.50 (+ 9.5) Livres/tonne
2 637 (+ 22) Livres/tonne
1 202 (+ 71) Francs/coane
2 473 (= 10) Livres/100.pc
2 000 (- 158) Dollars/tonne
- (-) Cents/boisseau
189,50 (+ 24,75) Cents/boisseau
150,90 (- 3,20) Dollars/t. courte

Les cours du blé à Chicago ont céréaliers de l'URSS. Il était précisé que, dorénevant, elle ne paierait plus que 95 % du chargement à embarquement (contre 100 % jusque-là) et verserait les 5 % restant à la livraison. Surtout elle s'arrogeait la possibilité de renvoyer la marchandise aux frais des négociants si ses experts décelaient un taux exagéré d'humidité ou d'infestation (insectes, parasites végé-

> Devant le tollé ainsi provoqué, Exporthleb a ensuite proposé de payer la marchandise seulement trente jours après réception des documents d'embarquement. Dès lors qu'il faut quatorze à seize jours à un navire parti des Etats-Unis pour gagner les ports de la mer Noire, cela supposait que Moscou pourrait garder pendant près de deux semaines le blé américain (et plus encore le blé européen) sans l'avoir payé, avec la possibilité de le rejeter si la qualité était jugée défectueuse. Une fois le grain en leur possession, les Soviétiques disposaient, dans cette hypothèse, d'un moyen de pression considérable pour obtenir un rabais de prix supplémentaire.

. Aucun négociant, qu'il soit ou non américain, ne veut courir un tel risque, car le coût d'une affaire avec Moscou est incalculable -, explique le fournisseur de l'URSS. Alors que l'offre des Américains doit expirer le 30 septembre. Moscou ne bronche pas. Selon certains professionnels, seul le Canada aurait déjà vendu aux Soviétiques une quantité de blé comprise entre 1.5 et 4 millions de tonnes. Mais d'autres affirment que la société Interagra de M.Doumeng a écoule ces jours-ci 1 million de tonnes vers l'URSS. Une mission française de la DREE (direction des relations économiques extérieures) devrait se rendre à Moscou début octobre. Or il est fréquent que ce type de réunion soit précédé d'un bon geste de la part du Kremlin. Dans la soirée du 26 septembre, on apprenait qu'un opérateur vensit d'accepter les restitutions offertes la veille par Bruxelles (127,5 ECU par tonne), pour 1 million de tonnes de blé livrables à Moscou.

Les conditions draconiennes posées à l'achat de grain étranger, dont on dit qu'elles viennent du plus haut niveau de l'Etat (et non



d'Exporthleb), seront-elles durablement maintenues, et ont-elles été appliquées au vendeur français, s'il existe? Face à ces trois inconnues, le commerce international du blé, qui va en s'amenuisant (88 millions de tonnes l'an passe contre 104 millions pendant la campagne précédente), est affaibli. Les prix aussi.

ERIC FOTTORINO.

 Un séminaire sur les ma-tières premières à Paris. - Le Centre de recherches sur les matières premières (CREMMAP) organise pour l'année 1986-1987 son cycle d'enseignement « matières premières et échanges internationaux s. Portant sur l'étude du fonctionnement des marchés et de la stratégie des opérateurs, cet ensemble d'anseic

opposé par la Bundesbank à toute diminution supplémentaire de ses taux directeurs. Dans le même temps, M. Henry Kaufman, économiste en chef de la firme newyorkaise Salomon Brothers, et « gou-rou » réputé de Wall Street, réitérait ses proponstics quant à une diminution supplémentaire des taux américains, qu'il voit baisser à une, ou même deux reprises d'îci au milieu de l'année 1987. En outre, il exclusit une récession ou une reprise pro-chaine de l'inflation. Enfin, de l'autre côté du Rhin, la Dresdner Bank, faisant écho à M. Lebègue, décèle encore, elle aussi, un poten-

• Il y a un potentiel de baisse en

Europe, et nous ne sommes pas par-venus en bout de course en matière

de toux d'intérêt », a affirmé, cette semaine, M. Daniel Lebègue, direc-

teur du Trésor français, à l'occasion

du vingt-cinquième anniversaire de

la Société française des analystes financiers (SFAF). Il se hátait

d'ajouter que la France seule ne pou-

vait mettre en œuvre ce potentiel, faisant allusion au refus energique

des professionnels pouvant justifier d'une bonne expérience en ce do-Pour tous renseignements : secré-tariet du CREMMAP, CNAM, 292,

· glu -. Cela vent dire en argot de spécialistes que les emprunts en cours se placent difficilement. La moitié de leur montant n'est pas encore classée, ou reste à la disposition du chef de file. Ainsi, il reste en stock 2 milliards de francs pour la CAECL et 800 millions de francs pour la Banque européenne d'inves-tissement (BEI), dont l'emprant de tiel limité de désescalade des taux 1.5 milliard de francs à 7,20 % en Allemagne, en raison d'une évolution des prix exceptionnellement favorable. Elle estime que la Bunnominal et 7,60 % actuariel a bien été lancé la semaine dernière, à

desbank pourrait, tôt ou tard, se l'inverse de ce qui avait été annoncé par erreur. Même l'émission de la Caisse de refinancement hypothétrouver dans l'obligation d'abaisser ses taux directeurs, afin d'éviter une caire (CRH), dite « mu robinet », et pour laquelle 1,93 milliard de francs est ouvert à des universitaires et à ont été collectés, s'avère d'un placement très difficile. En fait, avec 268 milliards de france déjà levés an 22 septembre, depuis le début de l'année, avec des perspectives très incertaines sur l'évolution des taux rue Saint-Martin, 75141 Paris ceet une quinzaine de miliards de francs d'émissions diverses prévues dex 03. Tél. : 42-71-24-14, poste pour le mois d'octobre pour plu-

sieurs sociétés, Elf Aquitaine notamment, le marché apparaît bien encombré et même bien surchargé. Le Trésor le sait bien, qui voit sa dernière émission d'obligations assi-milables (OAT) se traiter au-dessous du pair, à 98,95 %, avec des montants disponibles encore très importants, le . papier . reste cher (7,46 % de rendement) en comparaison des emprunts d'Etat récents disponibles sur le marché seconre, dont les rendements frisent les 7,80 %. C'est bien pourquoi on note une pause dans le calendrier des émissions, avec, en suspens, un emprunt EDF de 4 milliards de francs, dit-on, et une autre émission prévue pour CDF Chimie.

بيسية

A vrai dire, même au cas où une concession de la Bundesbank permettrait de dégeler les taux à court terme français, et de laisser la Banque de France abaisser au-dessous de 7 % son taux d'intervention (7 % depuis juin dernier), ou peut se demander quelle marge de dimina-tion réelle subsiste pour les emprunts à long terme. Le rendement de ces derniers n'est plus supérieur que d'un demi-point à celui du loyer de l'argent au jour le jour actualisé (7,40 %), ce qui est historiquement bas et très inférieur à l'écart allemand entre le court terme et le long terme (2 points). Le senti-ment qu'en France on arrive près du plancher pour les taux longs en vient à gagner le public. La nette reprise qu'on observe actuellement pour la demande de crédits au logement en témoigne, comme si les candidats emprunteurs, encore attentistes avant l'été dans l'espoir d'une nouvelle baisse, se résolvaient à passer aux actes sans plus hésiter.



REPÈRES

Activité industrielle

Reprise confirmée en France

La houssa de la production amor-cée au deuxième trimestre s'est poursuivie durant l'été selon l'anquête mensuelle auprès des chefs d'entreprise publiée par l'INSEE. Cetta croissance bénéficie è toutes les branches, à l'exception de bises d'équipment, profession des biens d'équipement profes

nente, ainsi que la demande gio-bale. Les industriels prévoient pour la fin de l'année une hausse de leur production dans toutes les branches pour la fin de l'année.

Pour les voitures particulières, la demande étrangère continue de croître et se situe maintenant à un niveau qu'elle n'avait pas atteint depuis 1979.

Production industrielle

Diminution de 2,4 % au Japon

Les conséquences de la flambée . du yen depuie plus d'un an n'ont

pas fini de se faire sentir. La produc-tion industrielle japonaise a baissé, en soût, de 2,4 % par rapport à jul-let. Il s'agit de la plus force baisse enregistrée au Japon depuis octo-bre 1982. La chute avait alors atteint 2.8 %.

Prix

+ 0,1 % en septembre

Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en septembre; mais sur douze mois la tendance reste à le baisse en RFA avec un rythme de 0,5 %, annonce l'Office fédéral des statistiques sur la base de chiffres provisoires. En août, les prix avaient issé de 0,2 % sur un mois et de 0,4 % sur un an. les chiffres provisoires de l'Office, qui résultent de relevés effectués dans quetre des dix Länder d'Allemagne fédérale, sont très généralement confirmés lors de la publication de l'indice définitif, une dizaine de jours plus

Les assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale

L'esprit du Plaza ne souffle plus sur les conférences monétaires internationales

WASHINGTON de notre envoyé spécial

Fort malmenée ces dernières semaines au cours desquelles le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, n'a pas hésité à menacer les Allemands d'une baisse supplémentaire du dollar, la coopé-ration internationale en matière de changes risque de ne pas faire meil-leure figure dans les réunions monétaires qui commencent officielle-ment à Washington ce samedi 27 septembre, en prélude à l'assem-blée générale du FMI (Fonds moné-taire international) et de la Banque

Les ministres des finances des Sept devaient publier ce samedi 27 septembre un communiqué : ils devraient y exprimer la volonté des grandes puissances de ne pas se désintéresser de l'évolution des marchés des changes (cours du dollar) ni de celle des marchés monétaires (taux d'intérêt).

Cependant, tout laisse à penser que la déclaration commune ne comprendra ancun engagement précis, ni de la part des Américains au sujet de la stabilisation de leur monnaie ni de la part des Allemandsde l'Ouest allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a mis une fois de plus en avant le danger d'inflation.

Les marchés se contenteront-ils des affirmations rassurantes, mais creuses, d'un tel communiqué? L'expérience suggère un certain scepticisme. L'a esprit du Plaza » (hôtel de New-York où les ministres des finances des Cinq avaient exprimé leur volonté, le 22 septembre 1985, de laisser baisser le doliar), qu'on n'a pas manqué d'évoquer, semble ne plus souffler. Mais ce n'est pas seulement une question d'acroit.

Tant qu'il s'agissait de recomai-tre une évidence - la surévaluation du dollar – et les conséquences à en tirer, ou pouvait s'entendre sans trop de difficultés. Cette entente n'impliquait pas, en effet, autre chose que la création discrète des conditions propres à un glissement du dollar (par une politique monétaire plus relâchée de Washington), et corrélativement à une remontée du deutschemark (par une politique relativement plus contratte à Boan).

Aujourd'hui, les Américains demandent aux Allemands d'obtenir

en ce qui concerne la baisse des taux cette rigueur tout en laissant le que M. Baker réclame en vain. Le ministre des finances ouest-L'exigence ne pourrait se réaliser L'exigence ne pourrait se réaliser que si les Américains relâchaient encore un peu plus leur politique monétaire. D'après cette logique, M. Stoltenberg n'a pas tout à fait tort d'agiter la menace d'un retour de l'inflation, sauf à considérer que l'économie mondiale tout entière est entrée dans un processus de défiation d'une telle vigueur que le seul devoir des gouvernements devrait être de le neutraliser.

des indicateurs

Cependant les Onze, malgré l'enthousiasme verbal qu'ils mani-festent depuis le printemps dernier à l'idée (attribuée à M. Baker) qu'ils pourraient donner en quelque sorte une forme objective à leurs discussions - grâce à l'observation de certains indicateurs, - ne semblent guère disposés à s'engager dans cette voie. La délégation française, pour sa part, serait prête à envisager une procédure de consultation automatique au cas où tel ou tel indicateur important (taux de change, taux d'intérêt, déficit budgétaire)

viendrait à dépasser les objectifs

Mais les Britanniques ne sont pas disposés à accepter un tel méca-nisme qui ne comporte aucun autre engagement que celui de se rencon-trer et de discuter. Plus que jamais, ils semblent allergiques à toute for mule qui les obligerait à intervenir sur le marché des changes pour stabiliser la livre sterling, actuellement fortement attaquée.

La voie proposée est pleine de pièges: on peut faire dire aux indi-cateurs à peu près ce que l'on veut. Ne s'agirait-il pas d'un moyen de pression supplémentaire?

Le système des indicateurs rappelle les « clignotants » du plan français an temps où celui-ci avait encore un certain prestige... L'idée était que, lorsque certains clignotants concernant le commerce extérieur, le taux d'inflation, etc. venaient à s'allumer, cela devait Mais on ne conduit pas une écono-mie comme une automobile à l'échelle d'une nation, a fortiori du

PAUL FABRA.

A STATE OF THE STA **AFFAIRES**

......

Contraction of the contraction o

P ST DE ST

1.00

and the second second

1 27 75

- -

Privatisations

« Le juste prix »

Dès la première opération de dénationalisation, le Parti socieliste dénonce le « bradege » des biens publics. Le prix de 300 F fixé par la commission de privati-sation, puis celui de 305 F retenu en définitive par M. Balladur pour le cession per l'Etet de 10,8 millions d'actions d'ELF-Aquitaine (solt 11 % de son capital) « apparaît notoirement insuffisant par rapport au critère définipar la loi », s'indigne M. Michel Charzet, secrétaire national du PS, chargé du sectaur public.

Et d'expliquer que la loi de privetisation, suivant les directives du Conseil constitutionnel, prévoit que le « justs prix » de cession doit être calculé par une commission de sages à pertir de la valour boursière des entreprises, mais aussi de « la valeur des actifs, des bénéfices réalisés, de l'existence des filiales et des perspectives à venir ». Or, pour-suivent les socialistes, 305 F correspondent à une décote de 13 % par rapport à la valeur des cours en Bourse (339 F le 24 septembre), de 30 % sur l'évaluation faite à partir des l'estimation des actifs nets. Pressé de « boucler son budget » avec les sommes recueilles par cette vente (3,3 milliards de france), le gouvernament est, selon les socialistes, coupable de spoiier la collectivité et de ne pas respecter la loi. Et il est vrai que le collectif budgétaire pour 1986, qui n'est toujours pes finance, prévoit 8 milliards de france de recettes au titre de la

Une pratique « normale »

La montée au créneau des socialistes était attendue. Le débat sur la privatisation qui a eu lieu avant les élections de mars, puis lors du vote de la loi, avait laissé les Français indifférents. Ayent réintroduit les entreprises nationales en Bourse par le biais de titres divers, les sociali avaient aussi ouvert le voie à la privatisation. Ile étaient donc eux-mêmes vulnérables sur ce

La question de la sauvegarde des intérêts nationaux vie-à-via des prises de participation étrangères, soulevée par le président de le République, leur offrait un premier angle d'attaque. Mais M. Chirac avait habilement répondu en faisant valoir qu'on ne pouvait à la fois fermer les frontières et vouloir bâtir l'Europe. La critique présidentielle ne pouvait avoir de poids que lorsqu'une privatisation risquait de porter effectivement atteinte au patrimoine national. Un « bradage » d'ELF, première société industrielle française, constitue pour les socialistes une bonne occasion de s'indigner et

de tenter de mobiliser l'opinion contre cette « spoliation ».

Ce bradage, est-il risel?
«Non», répond le gouverne-ment. «D'abord parce qu'une décote est une pratique normale pour toute opération massive en Bourse, explique-t-on Rue de Rivoli. Ensuite, perce que le cours moyen des actions ELF sur les douze demiers mois est de 251 F, donc inférieur aux 305 F demandés. Enfin, parce que le valeur d'une société pétrollère dépand énormément du cours du dollar et du prix du baril. C'est très fluctuent et indéterminé. Il est donc normal que, parmi les crtitères d'évaluation prévue per la loi, une pondération principale ait été accordée per la commission au cours de Bourse. »

Solt. Encore que la décote apparaisse forte malgré cas dications, et les socia ont besu jeu de s'en prendre à la commission de privatisation. Ayant fixé un prix trop bes, qui arrange manifestement le gouvernement, celle-ci aurait fait ia preuve de son manque d'indéplus servir, espèrent les socia-

L'argument budgétaire, on l'a vu, n'est pas non plus sans valeur, à la lumière de l'ampleur des recettes attendues de la primilliarde de france par an, indiepensables au gouvernement pour abaisser, comme promis, las impôts. S'en ajoute un autre, qui va dans le même sens : celui de la nécessité d'une décote sur le prix qui soit assez forte pour que le titre ne chute pas une fois la vente faite, voire qu'il grimpe. L'investissement en Bourse doit en effet être «encouragé» pour que les sobante-cinq opérations de privatisations à venir soient possibles. La nécessité budgépossibles. La nécessité budgé-taire et politique de vendre les soizents-cinq entreprises nationales ne facilitera pas l'obtention du plus fort prix possible pour chacune d'entre elles. La polémique n'est donc pas près de

Quelle est la «valeur» d'une entraprise ? Cella-ci est très diffi-cile à fixer. Un juste prix dans une économie de marché ne peut en effet jamais être fixé a priori. Saul existe le prix qui résulte de l'accord du vendeur et de l'acheteur (lire page 12 l'article de Didier Pène dans le dossier du Monde de l'économie). La nécessité de vendre et les hésitaitons actuelles de la Bourse vont faire pencher la valeur fixée par le gouvernement vers le bas de la fourchette des estimations. En donnant des critères précis pour le calcul d'une valeur qui ne tienne pas uniquement compte du « marché », le Conseil constitutionnel, en définitive, entrave beaucoup plus le gouvernament

ERIC LE BOUCHER.

Ancien directeur général du Crédit agricole M. Jean-Paul Huchon entre dans le groupe EXOR

Ancien directeur général de la mistères, Comptoirs français, La Caisse nationale de crédit agricole (CNCA), M. Jean-Paul Huchon, Quatre ans après sa mort, sa quarante ans, entre au groupe linan-cier et immobilier EXOR, en tant que conseiller du président, M. Jac-ques Vincent. Il pourrait être nommé par la suite directeur géné-ral adjoint ou directeur général du

groupe.

M. Huchon est l'ancien directeur de cabinet de M. Michel Rocard, d'abord au ministère du plan, puis au ministère de l'agriculture. Nommé directeur général de la CNCA en janvier 1985, il avait dû quitter ce poste en juin 1986 sous la pression du ministre de l'agriculture, M. Guillaume, pour lequel il représentait un obstacle à la dénationalisation du Crédit agricole. Le chef de nation du Crédit agricole. Le chef de l'Etat avait retarde d'une semaine la nomination de son successeur, M. Auberger, en demandant que M. Huchon retrouve un poste bono-

Le porte-parole de Matignon,
M. Denis Baudouin, avait cru pouvoir annoncer que M. Huchon serait,
proposé pour devenir directeur du
budget à la Commission européenne. En fait, le poste n'était pas
libre, car déjà pourvu. EXOR est un avatar du groupe

Félix Potin, associé à l'histoire d'André Mentzélopoulos, qui, entré dans cette société en 1958, créa un empire de la distribution alimen-taire, reprenant et fusionnant des enseignes telles que Cercle bleu, Pri-

Quatre ans après sa mort, sa famille s'est désengagée du succur-salisme en se défaisant de l'enseigne saliame en se défaisant de l'enseigne Félix Potin, puis de sa participation majoritaire dans Primistères, au profit d'un groupe financier marocain. Fin décembre 1984, le groupe changeait de dénomination sociale, choisissant EXOR. A cette époque, les actifs du groupe se répartissent entre l'immobilier (de l'ordre de 47%), l'agro-alimentaire (de l'ordre de 40%) et divers composés d'un de 40%) et divers composés d'un portefeuille de placement, la Come-par, filiale exploitant trois magasins à l'enseigne Prisunic, une participa-tion dans la Financière de banque et de l'union meunière, et des fonds communs de placement à risque.

L'agro-alimentaire, c'est essentiel L'agro-alimentaire, c'est essentiel-lement le château margaux, acheté par la famille Mentzelopoulos en 1977, et la source Perrier, qui fait l'objet d'une prise de contrôle en l'objet d'une prise de contrôle en douceur, avec l'accord de son conseil. EXOR cherche à réduire sa part immobilière et à augmenter celle de l'agro-alimentaire. C'est ce qui explique la prise de contrôle progressive de Perrier. On peut d'ailleurs penser qu'EXOR, avec une capitalisation boursière de 3 milliards de francs, a l'ambition de devenir l'un des deux ou trois pôles devenir l'un des deux ou trois pôles

L'immobilier déménage?

Moi aussi

L'immobilier sur Minitel: 20 000 annonces Paris-banlieue réactualisées chaque jour.

At Mande sur Minitel 36.15 tapez: LEMONDE



LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ~

DINTERBAIL

Le président Jean Martineau a réuni, le 18 septembre 1986, le conseil de surveillance. Il a confirmé M. Jean-Baptiste Pascal à la présidence du direc-toire et entendu de lui le rapport d'activité pour les huit premiers mois de

Dens un environnement très concurrentiel et très technique, qui a d'ails s conduit à renforcer l'encadrement de la société, les chiffres de produc-constatés su 31 août 1986 sont les suivants :

- Production globale: 475 000 000 F.

Production de crédit-ball immobilier : 400 000 000 F hors taxes.

Le conseil prend acte de la relocation en crédit-ball immobilier de l'hôtel Alpins, à Chamonix, su groupe hôtelier savoyard Morand.

Production de location simple: 74 250 000 F hors taxes.

Le directoire a choisi définitivement de donner à bail au groupe Accor l'hôtel trois étoiles (200 chambres) de la rue de la Gaîté à Paris. La mise en exploitation est prévue pour le deuxième trimestre 1987. Ainsi les actifs de toute sature et les engagements de la société s'élèvent, au 31 août 1986, à 4 400 000 000 F.

Les recettes globales sont estimées, en fin d'exercice, devoir atteindre 573 500 000 F, contre 528 810 000 F, soit + 8,45 %.

Le directoire a indiqué que la capacité bénéficiaire de la société pour l'exercice, qui s'exprime au niveau du résultat courant, enregistrera une propression supérieure à 10 %.

SOCIAL

Le conflit parisien d'EDF: pas de coupure durant le week-end

de courant qui ont affecté dans la matinée du vendredi 26 septembre plus de 85 000 abonnés et la moitié environ à nouveau dans l'après-midi ont été suspendues dans la soirée dans un geste de bonne volonté », selon la CGT, et ne devraient pas se renouveler durant le week end. Elles

n'avaient pas repris samedi matin. Suspendues sans conclusion dans la muit vers 1 h 30, les discussions entre l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC et les directions parisiennes d'EDF au tribunal de grande instance de Paris sous l'égide du médiateur ont repris samedi.

Une partie de bras de fer est engagée entre les directions d'EDF-générales d'EDF et GDF qui avaient reçu les fédérations syndicales leur avaient fait savoir que les négociations devaient se mener au niveau local et que « les prises de contrôle local et que « les prises de contrôle des points de maîtrise du réseau, les coupures - sauvages », et d'éventuelles exactions donneront lieu à

M. Madelin, ministre de l'industrie, a jugé « totalement inadmissi-bles les interventions des grévistes sur les installations -, qui - peuvent menacer la sécurité des Parisiens -. M. Georges Mesmin, maire du 16 arrondissement et député UDF, avait demandé jeudi aux usagers victimes de coupures de porter plainte pour voies de fait avec demande de dommages-intérêts.

Nouveau plan d'économies pour la Sécurité sociale

(Suite de la première page.) Enfin, pour réduire le nombre de visites au domicile des malades, les frais de déplacement des médecins et des auxiliaires médicaux, infir-miers ou kinésithérapeutes, ne seraient plus rembourses à 100 %. Tout cela porterait alors les économies à quelque 3,5 milliards de francs, voire davantage.

D'autres interventions sont encore prévues sur le remboursement des nédicaments. En attendant le médicaments. En attendant le reclassement progressif annoncé par M. Zeller des deux mille médicaments actuellement remboursés à 40 %, des mesures de « déclassement » sont déjà prévues : l'administration a présenté, mercredi 24 septembre, à la « commission de la transparence », consultée sur les taux de remboursement, un budget ramenant de 70 % à 40 % celui des médicaments homéopathiques et supprimant totalement celui des vitamines, sauf dans quelques cas

exceptionnels.

Autre mesure pour réduire les remboursemenus à 100 %, cette fois dans le cadre hospitalier : les • cotations • des opérations chirurgicales seraient revues, de façon à relever le seuil d'exonération qui correspond aujourd'hui aux opérations cotées K.50 (comme l'ablation de l'appendice). Par exemple, on exclurait les dépenses d'anesthésie. Une... opération qui représenterait près de 3,5 milliards de francs. A peu près l'équivalent du • ticket modérateur » appliqué actuellement aux séjours à l'hôpital de moins de trente jours (3,2 milliards de francs), plus que le • forfait hospitalier » créé en 1983 (2,2 milliards de francs).

Ce forfait lui-même, fixé actuelle-

Ce forfait lui-même, fixé actuelle-ment à 23 F par jour, serait aug-menté d'un tiers et porté à 31 F au 1 janvier prochain. Gain sur 1987 : 700 millions de francs environ.

Ainsi pourrait-on obtenir, dans l'hypothèse maximale, 9 à 10 miliards de francs d'économie. Mais les centrales syndicales et les associations de retraités ont déjà protesté contre les premières inten-tions gouvernementales; la Fédéra-tion nationale de la Mutualité francaise n'est nullement disposée à accepter le cadeau empoisonné qui lui est proposé, consistant à prendre en charge une part accrue des dépenses de santé. Aussi s'en tiendra-t-on peut-être, finalement, à une version adoucie, permettant néanmoins de gagner quelque 4 ou 5 milliards de francs l'an prochain. M. Zeller n'a-t-il pas dit que l'objec-tif final était de réduire de moitié la croissance en volume des dépenses

D'ailleurs, le gouvernement a déjà pendamment des propositions sur l'avenir des retraites attendues du groupe de travail ad hoc de la com-mission des comptes de la Sécurité sociale qui doit être installé le 7 octobre prochain, on prévoit d'ali-gner, en 1987, la revalorisation des retraites sur l'évolution prévisible des prix et non plus sur les salaires : fin d'année, et ferait gagner encore 1 ou 2 milliards de francs, selon l'évolution des salaires l'an pro-

GUY HERZLICH.

La grève du 30 septembre à la SNCF

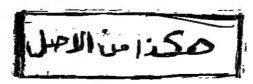
La direction prévoit deux trains sur cinq sur les grandes lignes

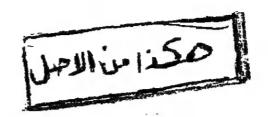
Voici les prévisions de la direction de la SNCF pour la journée du mardi 30 septembre, qui sera marquée par une grève nationale lancée par la CGT et la FGAAC (agents

de conduite, autonomes) • Grandes lignes : Pour le TGV Paris-Sud-Est, le service serait normal entre Paris et Lyon, entre Paris et Lausanne et entre Paris et Genève, et vice-versa; un TGV sur deux sur les autres relations. Sur l'ensemble des rapides et express des différents réseaux, en moyenne deux

trains sur cinq circuleront. Banlieue parisieume : Les lignes de Paris-Est, Paris-Nord et Paris-Sud-Est seront particulièrement touchées (service assuré à mont touchees (service ansuré à 30 % en moyenne). Sur les autres lignes (Paris-Saint-Lazare, Paris-Montparnasse et ligne C du RER), le service sera assuré à 50 %.

Dans le secteur marchandises, la SNCF indique qu'elle accordera une priorité aux trains de messageries, notamment ceux transportant des





16 Dimanche 28-Lundi 29 septembre 1986 •••

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 M. Reagan a opposé son veto du Sud votées par le Congrès. 4 Grande-Bretagne : M. David Steel, leader du Parti libéral, se rebiffe ...
- Pologne : le cardinat Glemp t rencontré des opposants

POLITIQUE

5 Les journées UDF.

SOCIÉTÉ

- 6 La lutte contre le terrorisme. - Edgar Brandys est acquitté. 7 La conférence de Vienne sur le
- Les universités à la découverte de la télématique.

CULTURE

- 9 Le Rêve dans le pavillon
- Polémique en Belgique autou de l'héritage Magritte.

ÉCONOMIE

- 11 à 13 Supplément «Monde économie ». 13 Revue des valeurs 14 Crédits, changes et grands marchés.
- 15 L'assemblée générale du FMI à Washington. Polémique autour de la vente d'actions d'ELF-Aquitaine.

SERVICES												
Carnet	_	_								,		8
Météorologie		•	ļ	j								8
Mots croises												8
Programmes o	k	3	5	p	8	C	a	C	e	5	•	10

L'élaboration du projet de loi sur la concentration dans les médias

Les groupes devront choisir entre télévision nationale et télévision régionale

Le Conseil d'Etat devrait donner. le lundi 29 septembre, son avis sur le projet de loi sur la concentration dans les médias. Un projet de loi rendu indispensable après l'annulation par le Conseil constitutionnel des articles 39 et 41 de la loi sur la liberté de communication. Avant d'être présenté au conseil des ministres du 1e octobre, le texte gouvernemental devrait encore faire l'objet de discrètes tractations avec des parlementaires de la majorité, pour éviter toute division sur le sujet à se nationale qui devrait en débattre entre le 9 et le 13 octobre. avant le vote du budget.

Les ultimes arbitrages ont naturellement conservé l'architecture du projet (le Monde du 25 septembre), mais fait évoluer certains seuils de concentration à ne pas dépasser au niveau national, tout en fixant les règles à respecter en région; ces règles out été les plus difficiles à établir. C'est ainsi que le cumul des autorisations pour les réseaux câblés a été finalement fixé à 6 millions d'habitants pour un même opérateur, et qu'en radio une même personne pourra contrôler un réseau national et un réseau couvrant 15 millions d'auditeurs au maximum en ondes longues on en modulation

de fréquence). Toujours au niveau national, un même groupe devra choisir entre deux des quatre possibilités suivantes : contrôler une chaîne de téléision desservant plus de 6 millions d'habitants, une radio pouvant être écoutée par plus de 30 millions de personnes, entre 20 et 30 % de la diffusion des quotidiens et cumuler des autorisations d'exploitation de réseaux câblés desservant plus de 4 millions d'habitants.

Les règles au niveau régional sont différentes. D'abord, le gouverne-ment a finalement choisi d'interdire à un même opérateur de contrôler une télévision nationale et une télévision régionale. Il lui faut choisir entre les deux. La taille maximale d'une chaîne régionale est de 6 millions d'habitants, ce qui exclut la région parisienne (assimilée au

Dans le cas d'une chaîne régio-nale, un groupe pourra contrôler jusqu'à 50 % du capital (100 % si celle-ci ne peut être reçue par plus de 200000 habitants), mais il ne pourra pas cumuler les autorisations au-delà de 6 millions de personnes

Enfin, si une même société souhaite investir dans plusieurs médias d'une même région, il lui faudra choisir entre deux possibilités sur trois : la presse (sans limite de diffusion), une télévision locale et une radio couvrant les deux tiers de la population de l'endroit.

A priori, ces règles (le Monde des 26 et 27 septembre) devraient plutôt satisfaire les entreprises du sec-teur de la communication. Pour les 3 H (Hachette, Havas, Hersant), elles se révèlent peu contraignantes et leur permettent de poursuivre leurs activités de diversification, notamment en?? télévision, sans avoir à se dessaisir de leurs activités existantes. Quant à la presse quoti-dienne régionale, elle peut égalesa zone de diffusion, ce qui constituait sa principale revendication. Reste à savoir si le texte actuel sortira intact des multiples obstacles qu'il lui reste à franchir.

A Beyrouth-Est

Combats de rue entre miliciens chrétiens

BEYROUTH de notre correspondant

Soudaine et violente éruption de violence, ce samedi matin 27 sep-tembre, à Beyrouth-Est (secteur chrétien) où, à partir de sept heures. des combats ont opposé des mili-ciens chrétiens. Les divisions de la milice chrétienne (forces libanaises) sont patentes depuis bientôt deux ans et d'«intifida», (soulèvement) en «intifida», le pouvoir y passe, depuis mars 85, des mains d'un chef à celles d'un autre. Il y a eu d'abord M. Abounader, ensuite M. Hobeika puis M. Geagea — sans compter les batailles rangées comme celle du 11 août dernier, les actro-chages, états d'aierte et autres

A vrai dire, pour soudaine qu'elle ait été, la bataille de ce samedi, concentrée autour de la place Sassine, au oœur d'Achralié, n'a pas surpris. Depuis plusieurs jours, le secteur chrétien bruissait de mille rumeurs où revenaient les noms de M. Hobeika, le chef évince et de M. Geagen, son vainqueur et succes-

Vendredi soir, un incident s'était Vendredi soir, un incident s'était produit entre les forces libanaises de M. Geagea et un chef de zone récalcitrant déjà à l'origine de précédents troubles, M. Maroun Machaslami. Ce deruier n'avait pas été entièrement remis au pas. Les combats de rues du lendemain en sont peut-être la conséquence. En tout cas, M. Geages, depuis qu'il est à la tête des forces libanaises, montre une ferme détermination à réduire, par les armes ai nécessaire, toute velleté cas de M. Machaelani étant le plus notoire. On signale l'apparition, au cours des derniers jours, d'un manifeste portant le nom d'une mysté-rieuse - armée libanaise chrétienne» qui n'a copendant pas de

rapport avec le véritable armée libanaise ou sa fraction passée dans le camp chrétien.

La population, ici, contrairement au secteur musulman, l'ainait corps avec la milice et n'était pas peu sière de son homogénéité et de sa disci-pline face à l'anarchie régnant dans le camp adverse. Elle est atterrée et excédée par ces luttes intestines. LUCIEN GEORGE.

Le huitième otage français au Liban

L'état civil de Marseille confirme que M. Coudari

est bien né en France Les services de l'état civil de Marseille ont indiqué, vendradi 26 septembre, que M. Marcal Michel Marie Coudari, huitième otage français détenu au Liban, était « né à Marseille le 14 juin 1932 », comme l'avait indiqué le resta occidentale à Beyrouth.

A Genève, M. René de Fago a
démenti, pour as part, les accu-

sations selon lesquelles il travail-leit avec M. Coudari pour une e trigade antiterroriste ». Dans une interview diffusée par le Redio suisse romande (RSR). M. de Fago a indiqué avoir employé Couderi de 1982 à 3004 dans era emproyée Caller. ci, le SIR (Service d'intervention rapide) s'occupe, a-t-il dit, de « protection rapprochée ». « Je ne travaille ni pour une brigade française ni pour un service quel-conque de renesignemen fran-çais », a ajouté M. de Fago.

Révision de l'accord gazier entre l'Algérie et l'Italie

La Sonatrach baisse ses prix

cinq ans n'ont pas été réduites. Au contraire, il est prévu que d'ici quel-

ques amões, lorsque les traveux seront achevés, la SNAM pourra acheter 16 milliards de mètres cubes

par an en Algérie.

accord gazier de 1982.

Le retour des deux « étudiants irakiens »

« La France a fait le maximum »

Hassan Kheireddine, trente-six ans. toires. Nous ne voulons pas nous en étudiants à la Sorbonne, sont « très contents .. Ils ne manqueront pas la rentrée universitaire. Ces deux citoyens irakiens, sympathisants du mouvement islamique Al Dawa, basé à Téhéran, avaient été expulsés de Paris vers Bagdad au mois de février dernier. Ils avaient été conduits d'autorité à Orly-Sud vers une porte dérobée.

Ils sont revenus ce vendredi aprèsmidi 26 septembre. A peine arrivés et dès leur descente de l'avion Bagdad-Paris de l'Iraki Airlines, les deux hommes, très entourés par la police française, ont été conduits dans un salon de l'aéroport pour y tenir une conférence de pres

Fawzi Hamza n'en avait point trop envie. Il était apperemment sie-vreux et très inquiet : « Je vous en prie, laissez-moi, je suis très fati-gué, très malade. Je veux seulement remercier le gouvernement et le peu ple français. Maintenant, j'ai besoit d'un long repos pour me soigner. -Fawzi Hamza ne veut que se soigner et reprendre ses études. . Pour le reste, il n'y a pas d'histoire. La France n'a commis aucune faute en nous expulsant. Ce sont les circons tances. Je n'ai pas d'amertume puisque nous sommes de relour avec des visas, c'est la preuve que la France a fait le maximum. .

Il n'en dira pas plus. Hassan Kheireddine, Ini, est plus décon-tracté et en boune senté. Pas de probième : . J'ai vécu sout à fait normalement. » Il sort son passeport - En voici la preuve. Nous avions nos passeports dans la poche depuis au moins six mois et nous étions libres de partir. Vous pouvez véri-fier. Ces passeports datent du 30 mai dernier. - Que pense-t-il des interventions du mouvement Al Dawa et des attentets terroristes commis en France? - Nous ne

Fawzi Hamza, trento-buit ans, et sommes pas au courant de ces hismêler. Nous ne voulons pas tomber dans les mêmes erreurs que par le passe. . Hassan Kheireddine conclut : - Je supplie la presse de dire la vérité, toute la vérité sur ce que nous avons dit. ..

Le parti intégriste islamique Al Dawa s'est félicité du retour en France des deux étudiants, qualifié de . victoire éclatante . P. G.

Une avocate et deux policiers inculpés dans une affaire de faux papiers

M. Marie-Laure Affif, avocat au barreau de Paris, a été inculpée de corruption active de fonctionnaires et placée sous contrôle judioiaire après la découverte d'un trafic de cartes de séjour. Deux policiers, M. Bernard Derosier, du commissa-riat du 4 arrondissement de Paris. et M. Serge Durand, inspecteur des renseignements généraux, ont été inculpés de corruption active de fonctionnaires et places sous mandat de dépôt.

Une ancienne secrétaire de l'avocate, qui aurait déclaré aux policiers qu'elle avait été une amie de Robert Ibrahim Abdallah, est à l'origine de l'affaire. C'est elle qui, allant voir la police parce qu'elle avait peur, a-t-elle expliqué, aurait révélé que des clients de Me Affif auraient pu acheter des titres de séjour par l'intermédiaire des policiers. Les policiers reconnaissent avoir touché respectivement 5 000 F et 10 000 F. L'avocate, de son côté, nous a déclaré qu'elle nieit toute participation à l'affaire.

Une perquisition a été effectuée à son cabinet et un dossier saisi. Les policiers de la brigade criminelle devraient entendre la secrétaire dans les prochains jours sur ses liens avec Robert Ibrahim Abdallah. L'information judiciaire, confice au l'information information M. Jean-Claude Vuillemin, devra déterminer l'ampleur de l'affaire et le rôle que l'avocate a pu y jouer, le trafic ayant pu avoir lieu à son insu.

● Les téléfilms de la < 5 » seront diffusés à une date ultérieure. - Les téléfilms de prestige de la « 5 » (Pierre le Grand, Racines 2, etc.), que la direction de la chaîne a brutalement retirés des programmes le 24 septembre (le Monde du 25 septembre), seront diffusés e à une date ultérieure ». La « 5 » indique qu'elle reste propriétaire des droits de cas téléfilms. Elle continue cependant à diffuser les retransmissions sportives qu'elle a acquise, et poursuit ses discussions avec le Bureau de liaison des industries cinématographiques, cafin de pouvoir diffuser à nouveau des films ...

Le numéro du « Monde » daté 27 septembre 1986 a été tiré à 505 156 exemplaires

Drogue

Mme Veil contre le plan Chalandon

Comme on lui demandait si elle signerait le plan de M. Chalandon contre la drogue, lors de l'émission - Samedi 1 heure - sur Canal Plus, M= Simone Veil a répondu : - Non, certainement pas. -

Pour l'ancien ministre de la santé, - penser que l'on peut soigner des drogués quand ils sont en prison risque d'amener beaucoup de déconvenues. Il y a là une approche qui a été essayée dans d'autres pays, qui n'a pas eu beaucoup de succès ».

Dans

toute la France

RFM Paris 96.9

RFM Green 90.9
RFM Caen 103.2

RFM Chateaubriant 94.7
RFM Chateaubriant 92.0
RFM Dousi 97.1
RFM Lens 97.1

RFM Life 97.1 RFM Lmoges 192.1

RFM Lyon 100 2 RFM Montehmar 92.1

RFM Nanks 95.3

RFM Sant-Nazare...... 94.8 RFM Strasbourg 100.9

RFM Tours 54.7 RFM Valencierines 97.1

Mardi 30 septembre, 8 h 30

« DOSSIER »

Windspar ; le plus grand

voilier du monde

RFM Augrion 92.1 RFM Bordeaux 101.2 RFM Gourg-en-Bresse 97.8 D'autre part, les représentants d'une douzaine d'associations de médecins, de psychologues, d'éduca-teurs qui travaillent depuis long-temps sur la toxicomanie ont exprimé, lors d'une conférence de presse, vendredi 26 septembre, leur émotion devant ces mesures qui. estiment-ils, ruinent leur travail et mettent en péril non seulement les portements de délation. Ils ont mani-festé leur intention de s'opposer à son application.

toxicomanes, mais l'ensemble des jeunes qu'elles incitent à des com-

Après un an de négociations, onze la Sonatrach une révision du fameux rencontres et beaucoup de hauts et de bas, l'Italie et l'Algérie ont enfin réglé leur contoutieux gazier. Mardi 23 septembre, la compagnie algé-rienne Sonatrach et la SNAM. filiale du groupe public italien ENL, se sont entendues pour réviser l'accord de fourniture de gaz naturel conclu en 1983 pour vingt-cinq ans. Cet accord aligne les prix du gaz algérien sur ceux des gaz concurrents (néerlandais et soviétiques. Il ouvre la voie à Gaz de France, qui, en négociations depuis l'été pourrait également conclure très bientôt avec

Vient de <u>paraître</u> CA MANQUE DE 196 pages, plus de 300 dessins publiés dans Le Monde EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

tantes, le gouvernement italien -comme précédemment celui de la France - avait accepté de subven-tionner en partie les fournitures Cette fois les nouvelles conditions fixées par les deux parties le sont sur des bases purement commerciales. La Sonawach a, en effet, accepté. selon l'ENI, de prendre comme base de référence, non plus les prix offi-ciels du brut — inappliques depuis un an, car beaucoup trop élevés, — mais leurs valeurs en « netback» (1), c'est-à-dire les vraie valeurs de marché. Selon la nouvelle désormais en ligne avec ceux des gaz nèerlandais et soviétique. précise un porte-parole de l'ENL Cette révision devrait se traduire par une baisse immédiate d'un bon tiers des prix payé par la SNAM. Gaz de France a déjà obtenu des conditions similaires en mars dernier mais sentement de fecularies par la serie. lement de façon provisoire, alors que la révision conclue par la SNAN porte sur trois ans. Les volumes vendus pas Alger on également été revus. La Sonatrach accepté que les quantités enlevée soient désormais programmées su une base annuelle, et a accordé un certaine souplesse aux livraisons pour tenir compte des besains de 'Italie, où l'expansion du réseau gazier a pris quelque retard. An cours des douze prochains mois — d'octotre 1986 à septembre 1987, — la SNAM pourra ainsi n'enlever que 10 milliards de mètres cubes au minimum au lieu des 12,4 milliards Globalement, toutefois, les quantités fixées par le contrat sur vingt-

ABCDEFG

Cet accord, a déclaré le président de l'ENL est basé sur « la convede l'ENI, est basé sur « la conve-nance réciproque » des deux parties, et il « redonne un caractère écono-mique (au gaz) fourni ». Du côté algérien, on souligne, selon l'APS, que cet accord « permet d'encoura-ger la pénétration du gaz naturel sur tous les secteurs du marché gazier Italien ». En clair donc. Alos» L'accord signé il y a trois ans entre l'Indie et l'Algèrie prévoyait, après une montée en puissance progressive, la livraison par gazoduc de 12 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an à partir de 1987 et jusqu'en 2008. Le prix, comme dans le contrat français était indexé sur les prix officiels d'un panier de huit gazier italien ». En clair donc, Alger a accepté de faire quelques sacri-fices à court terme pour tenir les prix officiels d'un panier de huit pétroles bruts, et supérieur aux gaz concurrents. Pour faciliter la conclucompte de la situation fort déprimée du marché énergétique, afin de se voir garantir à long terme une part plus importante du marché eurosion de cet accord, assorti de compensations commerciales impor-VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le aethack consiste à calculer le prix de vente d'un brut à partir des cours au jour le jour des produits qui petevent en être tirés après raffinage. Les prix ainsi calculés suivent donc l'évolution réelle du marché libre pétro-lier.

FI	BA	IVR	Y-SU	RIS R-SE Cormaille	INE	
ешег	BRO	CANT	E-AN	TIONA TIQUIT MBRE 19	É	
. ME	1200 EXPO ETRO : MAIR	RE D'IVRY	de 10 h a 1	8h	PARKIN R.E.R. : I	IG VRY

Je fais mes courses d'un coup de baguette

: Faites vos courses de votre fauteuil.

At Mondt sur Minitel 36.15 tapez: LEMONDE



LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER